

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

JCDecaux SA
Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense cedex
S.A. au capital de € 5 497 100
775 726 417 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

JCDecaux SA

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société JCDecaux SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société JCDecaux SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1.2. Changement de méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés qui expose les incidences de l'application au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location » sur les comptes consolidés.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ IFRS 16 « Contrats de location »

Votre groupe a appliqué, à compter du 1^{er} janvier 2019, la norme IFRS 16 « Contrats de location » selon laquelle, l'ensemble des contrats fait l'objet d'un modèle unique de comptabilisation pour les preneurs, avec la reconnaissance d'un droit d'utilisation à l'actif et d'une dette de loyers au passif. Au sens de cette nouvelle norme, un contrat est un contrat de location, ou contient une composante location, s'il donne le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une certaine période, en échange d'un paiement.

Les modalités de ce changement de méthode ainsi que ses principales incidences sur le bilan d'ouverture et les comptes comparables sont décrites dans la note « Changement de méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés. Ainsi, aux 31 décembre 2018 et 2019, les droits d'utilisation dans les comptes consolidés de votre société s'élèvent respectivement à M€ 4 498,1 et M€ 3 958,5.

Risque identifié

Votre groupe a opté pour la mesure de simplification consistant à ne pas redéterminer si un contrat constitue ou non un contrat de location à la date de première application, en s'appuyant sur les analyses réalisées dans le cadre de l'application de la norme IAS 17 et de l'interprétation IFRIC 4. Pour les contrats de location préalablement identifiés, votre groupe a déterminé la dette de loyers et le droit d'utilisation, à la date de transition selon la méthode rétrospective complète avec retraitement des périodes comparatives et comptabilisation de l'incidence cumulée de la première application au 1^{er} janvier 2018.

Nous avons considéré la première application de la nouvelle norme sur les contrats de location comme un point clé de l'audit en raison de la volumétrie et du caractère significatif de ces contrats pour votre groupe, de l'incidence significative de cette norme par rapport aux états financiers consolidés à l'ouverture au 1^{er} janvier 2018, et du degré élevé des jugements de la direction de votre groupe pour la détermination des hypothèses utilisées (caractère substantiel des droits de substitution des bailleurs, durée de contrat de location, modalité d'extension ou de renouvellement, détermination des taux d'actualisation).

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés nos travaux ont notamment consisté à :

- Notre réponse**
- ▶ prendre connaissance des procédures mises en place par votre groupe pour le recensement et la comptabilisation des contrats ;
 - ▶ apprécier la pertinence de la méthodologie retenue pour déterminer les principales hypothèses ;
 - ▶ vérifier l'exhaustivité de la base dans laquelle les contrats ont été renseignés en rapprochant les données avec les engagements hors bilan au 1^{er} janvier 2018 et en effectuant une analyse des charges locatives résiduelles dans le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;
 - ▶ apprécier la pertinence des analyses effectuées par votre groupe sur les contrats non retraités compte tenu du caractère substantiel des droits de substitution accordés aux bailleurs ;
 - ▶ tester la fiabilité de l'outil de remontée et de traitement des données (sécurité du système et tests de paramétrage, modèles de valorisation des engagements appliqués par la société et traitements comptables retenus) avec l'aide de nos experts en systèmes d'informations ;
 - ▶ corroborer, par échantillonnage :
 - ▶ les données saisies dans le système d'information pour déterminer les actifs et passifs relatifs aux contrats de locations, au regard des documents contractuels sous-jacents ;
 - ▶ la pertinence des critères pris en compte par la direction pour déterminer la durée de location retenue compte tenu des options de résiliation et de renouvellement ;
 - ▶ les données utilisées pour la détermination des taux de financement marginal avec les données de marché ;
 - ▶ examiner les modèles de calcul de la dette locative et du droit d'utilisation tels que définis dans les systèmes d'information de votre groupe ;
 - ▶ apprécier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés, au titre de la première application de la norme IFRS 16.

■ **Evaluation des *goodwill*, autres immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles, droits d'utilisation et titres mis en équivalence**

Au 31 décembre 2019, la valeur des *goodwill*, autres immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles, droits d'utilisation et titres mis en équivalence s'élève à M€ 8197.

Risque identifié

Votre groupe réalise des tests de perte de valeur au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondant aux entités opérationnelles pour les actifs immobilisés corporels, incorporels et titres mis en équivalence et au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé pour chaque secteur opérationnel (Mobilier Urbain, Affichage et Transport) pour les *goodwill*. Ainsi, les tests sont effectués au croisement des zones géographiques et des secteurs opérationnels.

Votre groupe décrit les modalités de ses tests de perte de valeur dans les notes 1.11 et 1.12 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons considéré l'évaluation de ces actifs comme un point clé de l'audit en raison de leur importance dans les comptes consolidés et des estimations et jugements nécessaires à leur évaluation.

Les tests de dépréciation représentent un point clé de l'audit en raison de l'importance dans les comptes consolidés et des estimations et jugements nécessaires à leur évaluation. Ces tests intègrent, pour déterminer la valeur recouvrable, des données prévisionnelles propres à chaque secteur opérationnel. Ces données comportent la vision de la direction des perspectives de rentabilité futures attendues et des hypothèses relatives à la fois au taux de renouvellement de contrat pour les secteurs opérationnels Mobilier Urbain et Transport et au taux de croissance long terme pour le secteur Affichage.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :

Notre réponse

- ▶ prendre connaissance des processus et analyses conduites par la société JCDecaux S.A. afin de réaliser ces évaluations ;
- ▶ réconcilier avec les comptes les valeurs nettes comptables des actifs faisant l'objet du test de perte de valeur ;
- ▶ vérifier par sondages l'exactitude arithmétique du modèle utilisé pour déterminer les valeurs d'utilité ;
- ▶ apprécier le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues par entretien avec la direction financière et le directoire de votre groupe et comparer avec les données utilisées dans les précédents tests de perte de valeur ainsi que, le cas échéant, la performance historique des filiales concernées ;
- ▶ évaluer le caractère raisonnable du taux d'actualisation, du taux de croissance long terme et du taux de renouvellement de contrat ;
- ▶ procéder à des analyses de sensibilité sur les principales hypothèses utilisées ;
- ▶ apprécier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

■ **Evaluation de la provision pour démontage**

Au 31 décembre 2019, les provisions constituées pour couvrir les obligations relatives au démontage s'élèvent à M€ 256,1.

Les règles et méthodes comptables relatives à ces provisions et leur évaluation sont décrites dans les notes 1.21 et 4.13.1 « Provisions pour démontage » de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque identifié

Ainsi, les coûts destinés au démontage des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démontage existe à une date prévisible. Ces provisions, constituées pour la totalité du coût de démontage estimé dès le début du contrat et actualisées, sont enregistrées en contrepartie du coût de démontage, comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. Elles sont revues à l'occasion de chaque clôture en fonction du parc installé et du coût unitaire de démontage.

Nous avons considéré l'évaluation des provisions pour démontage comme un point clé de l'audit en raison des estimations et jugements nécessaires pour son appréciation.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont consisté à :

Notre réponse

- ▶ évaluer la pertinence de la méthodologie retenue par la société ;
- ▶ prendre connaissance de l'environnement et des procédures de contrôle interne relative au processus d'évaluation de la provision pour démontage et identifier les principaux contrôles pertinents pour notre audit ;
- ▶ vérifier, l'exactitude arithmétique du modèle utilisé pour le calcul de la provision pour démontage dans l'application dédiée (DPIAS) ;

- ▶ tester, par sondages, les durées de contrats retenues et la concordance des prévisions de coûts entrant dans la détermination de la provision avec les budgets et devis disponibles ainsi que les historiques de coûts passés ;
- ▶ comparer les taux d'inflation et d'actualisation utilisés par pays à des bases de données internes ou externes ;
- ▶ apprécier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société JCDecaux SA par votre assemblée générale du 10 mai 2006 pour le cabinet KPMG Audit, Département de KPMG S.A et du 20 juin 2000 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2019, le cabinet KPMG Audit, Département de KPMG S.A était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la vingtième année, dont dix-neuf années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la

capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

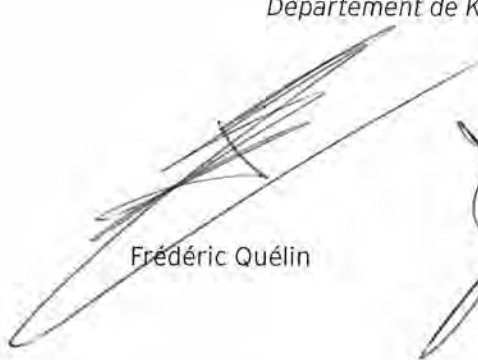
Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 9 mars 2020


Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A

ERNST & YOUNG et Autres



Frédéric Quélin



Grégoire Menou



Aymeric de La Morandière

COMPTES CONSOLIDÉS

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

Actifs

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2019	31/12/2018 Retraité ⁽¹⁾	01/01/2018 Retraité ⁽¹⁾
Goodwill	§ 4.1	1 779,0	1 939,0	1 341,3
Autres immobilisations incorporelles	§ 4.1	612,5	393,6	301,9
Immobilisations corporelles	§ 4.2	1 394,7	1 274,0	1 135,3
Droits d'utilisation	§ 4.3	3 958,5	4 498,1	3 893,1
Titres mis en équivalence	§ 4.5	452,3	443,6	447,8
Autres actifs financiers	§ 4.6	75,8	75,4	78,2
Instruments financiers dérivés	§ 4.17	0,1	-	-
Impôts différés actif	§ 4.11	122,7	137,6	114,0
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 4.19	1,4	1,1	1,5
Autres créances	§ 4.7	17,1	18,3	15,4
ACTIFS NON COURANTS		8 414,1	8 780,6	7 328,4
Autres actifs financiers	§ 4.6	4,5	30,2	3,7
Stocks	§ 4.8	175,1	159,4	123,8
Instruments financiers dérivés	§ 4.17	1,1	4,9	0,2
Clients et autres débiteurs	§ 4.9	1 021,5	1 001,0	874,5
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 4.19	34,5	18,4	49,9
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.10	83,5	81,2	277,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.10	149,8	112,3	728,3
ACTIFS COURANTS		1 470,0	1 407,4	2 058,3
TOTAL DES ACTIFS		9 884,1	10 188,0	9 386,7

(1) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018 Retraité ⁽¹⁾	01/01/2018 Retraité ⁽¹⁾
Capital	3,2	3,2	3,2
Primes	608,5	606,4	602,4
Réserves consolidées	1 510,2	1 437,2	1 376,5
Résultat net part du Groupe	265,5	197,2	189,9
Autres éléments des capitaux propres	-155,9	-166,2	-146,1
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	2 231,5	2 077,9	2 025,9
Participations ne donnant pas le contrôle	36,8	30,9	32,3
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 4.12 2 268,3	2 108,8	2 058,2
Provisions	§ 4.13 360,1	332,8	315,8
Impôts différés passif	§ 4.11 132,1	64,0	53,0
Dettes financières	§ 4.14 753,1	1 062,9	772,2
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.15 104,8	87,8	80,1
Dettes locatives	§ 4.16 3 564,3	4 163,2	3 664,3
Autres créditeurs	22,0	15,0	11,5
Passifs d'impôt exigible	§ 4.19 0,0	0,0	0,0
Instruments financiers dérivés	§ 4.17 0,0	0,2	0,5
PASSIFS NON COURANTS	4 936,5	5 726,0	4 897,3
Provisions	§ 4.13 58,3	61,6	51,3
Dettes financières	§ 4.14 595,7	289,6	578,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.15 4,6	4,6	21,9
Instruments financiers dérivés	§ 4.17 3,3	1,3	4,9
Dettes locatives	§ 4.16 1 032,3	1 022,9	865,9
Fournisseurs et autres créditeurs	§ 4.18 930,7	905,4	856,6
Passifs d'impôt exigible	§ 4.19 46,9	43,4	39,6
Concours bancaires	§ 4.14 7,4	24,3	12,8
PASSIFS COURANTS	2 679,3	2 353,2	2 431,2
TOTAL DES PASSIFS	7 615,7	8 079,2	7 328,5
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	9 884,1	10 188,0	9 386,7

(1) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE
COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>		2019	2018 Retraité ⁽¹⁾
CHIFFRE D'AFFAIRES	§ 5.1	3 487,6	3 181,4
Coûts directs d'exploitation	§ 5.2	-1 222,4	-1 127,0
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	§ 5.2	-551,2	-521,0
MARGE OPÉRATIONNELLE		1 714,2	1 533,4
Dotations aux amortissements et provisions nettes	§ 5.2	-1 259,5	-1 142,5
Perte de valeur des goodwill	§ 5.2	-10,0	-1,4
Pièces détachées maintenance	§ 5.2	-40,5	-36,6
Autres produits opérationnels	§ 5.2	83,4	36,6
Autres charges opérationnelles	§ 5.2	-27,0	-39,7
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		460,6	349,8
Charges d'intérêts sur loyers IFRS 16	§ 5.3	-152,0	-152,2
Produits financiers	§ 5.3	6,4	7,7
Charges financières	§ 5.3	-42,8	-34,6
Résultat financier hors IFRS 16	§ 5.3	-36,4	-26,9
RÉSULTAT FINANCIER		-188,4	-179,0
Impôts sur les bénéfices	§ 5.4	-92,1	-57,8
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.5	102,0	99,5
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		282,2	212,5
Résultat des activités abandonnées		0,0	0,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		282,2	212,5
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		16,7	15,3
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		265,5	197,2
Résultat de base par action (en euros)		1,247	0,927
Résultat dilué par action (en euros)		1,247	0,926
Nombre moyen pondéré d'actions	§ 5.7	212 895 694	212 765 223
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	§ 5.7	212 918 809	212 808 951

(1) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

<i>En millions d'euros</i>		2019	2018 Retraité ⁽¹⁾
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		282,2	212,5
Ecarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽²⁾		11,7	-21,9
Ecarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger		-0,9	-1,9
Couverture des flux de trésorerie		-1,1	2,6
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		0,3	0,0
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		4,8	-2,8
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		14,9	-24,0
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs		-13,1	-2,1
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		2,4	-0,2
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		6,0	1,8
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		-4,7	-0,6
Total des autres éléments du résultat global		10,2	-24,5
RÉSULTAT GLOBAL		292,4	188,0
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		16,2	14,9
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		276,2	173,1

(1) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) En 2019, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont +5,4 millions d'euros sur le Mexique, +12,2 millions d'euros sur le Royaume-Uni, -4,2 millions d'euros sur Israël, -4,9 millions d'euros sur le Zimbabwe et +2,9 millions d'euros sur l'Afrique du sud. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour -1,0 million d'euros suite aux variations de périmètre.

En 2018, les écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement -11,3 millions d'euros sur l'Australie, -6,8 millions d'euros sur le Brésil, -4,9 millions d'euros sur l'Angola, -4,1 millions d'euros sur l'Afrique du sud et +10,1 millions d'euros sur Hong Kong. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 0,5 million d'euros suite aux variations de périmètre.

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	Capitaux propres attribuable aux actionnaires de la société mère														
	Capital		Primes d'émission		Actions propres		Réserves non distribuées		Autres éléments des capitaux propres			Participations ne donnant pas le contrôle	Total		
	Publiés	3,2	602,4	0,0	1 863,4	-0,2	-0,1	-66,7	0,9	-63,3	0,8			-117,6	2 351,4
Capitaux propres au 1er janvier 2018	Publiés	3,2	602,4	0,0	1 863,4	-0,2	-0,1	-66,7	0,9	-63,3	0,8	-117,6	2 351,4	60,7	2 412,1
Impact retraitement IFRS 16					-297,0			-28,5				-28,5	-325,5	-28,4	-353,9
Capitaux propres au 1er janvier 2018		3,2	602,4	0,0	1 566,4	-0,2	-0,1	-94,2	0,9	-63,3	0,8	-146,1	2 026,9	32,3	2 059,2
Réajustés de IFRS 16 (1)					-1,2							0,0	-1,2	-0,1	-1,3
Impact retraitement IFRS 9															
Capitaux propres au 1er janvier 2018		3,2	602,4	0,0	1 565,2	-0,2	-0,1	-94,2	0,9	-63,3	0,8	-146,1	2 024,7	32,2	2 056,9
Retrajetés de IFRS 9 et IFRS 16 (1)															
Augmentation de capital (2)		0,0	3,0		0,0								3,0	1,0	4,0
Distributions de dividendes					-118,1									-119,1	-135,7
Paiements en actions			1,0											0,0	1,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (4)															
Variations de périmètre (5)					-8,8			4,0		0,0			0,0	0,0	11,3
Résultat de l'ensemble consolidé					197,2								4,0	-4,8	-11,8
Autres éléments du Résultat global						1,9		-25,6		-0,4			0,0	197,2	15,3
Résultat global		0,0	0,0	0,0	197,2	1,9	0,0	-25,6	0,0	-0,4	0,0	-24,1	-24,1	-0,5	-24,5
Autres													173,1	14,9	188,0
Capitaux propres au 31 décembre 2018		3,2	606,4	0,0	1 634,4	1,7	-0,1	-115,7	0,9	-63,7	0,8	-166,2	2 077,9	30,9	2 108,8
Retrajetés (1)															
Augmentation de capital (2)		0,0	1,8		0,0								1,8	0,3	2,2
Variation d'actions propres (3)			-0,6	0,1									0,0	-0,5	0,0
Achat			-12,1											0,0	-0,5
Vente			11,5	0,1									-12,1	0,0	-12,1
Distributions de dividendes					-123,4										11,6
Paiements en actions			0,2											-12,2	-135,6
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (4)														0,0	0,2
Variations de périmètre (5)					-0,2			-0,4		0,0			0,0	0,0	-5,0
Résultat de l'ensemble consolidé					265,5								-0,4	-0,6	6,5
Autres éléments du Résultat global						-0,8		16,0		-4,5			0,0	265,5	16,7
Résultat global		0,0	0,0	0,0	265,5	-0,8	0,0	16,0	0,0	-4,5	0,0	10,7	10,7	-0,5	10,2
Autres													276,2	16,2	292,4
Capitaux propres au 31 décembre 2019		3,2	608,5	-0,6	1 776,4	0,9	-0,1	-100,2	0,9	-68,2	0,8	-165,9	2 231,5	36,8	2 268,3

(1) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levés de stock-options et augmentations de capital des sociétés contrôlées.

(3) Variation des actions propres de JCDecaux SA dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.

(4) En 2019, nouvel engagement d'achat.
En 2018, exercice d'engagement d'achat et effet de périmètre.

Les effets nets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en participations ne donnant pas le contrôle pour respectivement -12,0 millions d'euros en 2019 contre -1,8 million d'euros en 2018.

(5) En 2019, mouvements de périmètre liés principalement aux cessions sans perte de contrôle en Amérique Latine et en Europe.

En 2018, mouvements de périmètre liés principalement au rachat de minoritaires en Amérique Latine.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018 Retraité ⁽¹⁾
Résultat net avant impôts	374,2	270,3
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.5 -102,0	-99,5
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	§ 10.4 & § 11.3 105,6	103,5
Charges liées aux paiements en actions	§ 5.2 0,2	1,0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	§ 5.2 & § 5.3 1 270,4	1 144,9
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	§ 5.2 & § 5.3 -11,0	-21,1
Gains et pertes sur contrats de location	§ 5.2 -63,0	-0,8
Charges nettes d'actualisation	§ 5.3 16,6	7,3
Intérêts financiers nets & charges d'intérêts sur loyers IFRS 16	§ 5.3 163,3	162,6
Dérivés financiers, résultat de change et autres	6,2	0,5
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	6,2	-104,3
Variation des stocks	-5,7	-34,6
Variation des clients et autres créances	11,0	-90,9
Variation des fournisseurs et autres dettes	0,9	21,1
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	1 766,6	1 464,3
Intérêts payés sur loyers IFRS 16	§ 4.16 -154,7	-149,5
Intérêts financiers payés	-17,4	-27,4
Intérêts financiers reçus	5,5	6,8
Impôt sur le résultat payé	-100,6	-53,1
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	§ 6.1 1 499,4	1 241,1
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-378,9	-309,8
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise	-15,6	-673,3
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-4,9	-34,1
Total Investissements	-399,4	-1 017,2
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	18,6	37,7
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée	1,6	4,2
Cessions d'autres immobilisations financières	31,9	9,3
Total Désinvestissements	52,1	51,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	§ 6.2 -347,3	-966,0
Distribution mise en paiement	-135,6	-135,7
Achat d'actions propres	-12,1	-
Décaissements sur acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle	-2,9	-15,3
Réduction des capitaux propres	0,0	0,0
Remboursement d'emprunts à long terme	§ 6.4 -83,5	-644,0
Remboursement des dettes locatives	§ 4.16 -949,5	-849,1
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie	-1,1	199,0
Besoin de trésorerie (Financement)	-1 184,8	-1 445,1
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle	8,5	-
Augmentation des capitaux propres	2,2	4,0
Vente d'actions propres	11,6	-
Augmentation des emprunts à long terme	§ 6.4 79,6	545,3
Dégagement de trésorerie (Financement)	101,9	549,3
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	§ 6.3 -1 082,8	-895,8
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	69,3	-620,7
Trésorerie nette d'ouverture	§ 4.14 88,0	715,5
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	-14,8	-6,8
Trésorerie nette de clôture ⁽²⁾	§ 4.14 142,4	88,0

(1) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Dont 149,8 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -7,4 millions d'euros de concours bancaires au 31 décembre 2019 contre respectivement 112,3 millions d'euros et -24,3 millions d'euros au 31 décembre 2018.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés de JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 comprennent la société JCDecaux SA et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les capitaux propres des entreprises associées et coentreprises.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2019, arrêtés par le Directoire, et approuvés par le Conseil de Surveillance du 4 mars 2020, sont établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

De façon générale, les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport aux valeurs reportées.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2019. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne. Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ;
- de positions comptables retenues en l'absence de dispositions prévues par le référentiel normatif.

Ces différentes options et positions sont détaillées comme suit :

Le Groupe a appliqué les normes, amendements de normes et interprétations suivants, adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- L'IFRS 16 « Contrats de location » ;
- L'IFRIC 23 « Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat » ;
- Les modifications IFRS 9 « Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative » ;
- Les modifications IAS 28 « Intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise » ;
- Les modifications IAS 19 « Avantages du personnel : modification, réduction ou liquidation d'un régime » ;
- Les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2015-2017.

Les impacts liés à l'application de la norme IFRS 16 sont détaillés au paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ». L'application des autres amendements, interprétations et normes, notamment l'interprétation IFRIC 23, n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés antérieurs sont maintenus et sont précisés au paragraphe 1.19 « Engagements de rachat de minoritaires ». En particulier, les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont comptabilisés en résultat financier, et sont alloués sur le résultat des participations ne donnant pas le contrôle, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2019.

1.2 Changement de méthodes comptables

1.2.1. Première application de la norme IFRS 16

Le Groupe applique la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1^{er} janvier 2019 selon la méthode rétrospective complète avec retraitement des périodes comparatives dans les états financiers.

La norme a conduit à reconnaître au passif du bilan une dette sur les contrats de location, au titre des loyers fixes (ou faisant l'objet d'une revalorisation sur base d'un indice) et des minimums garantis, en contrepartie, à l'actif, d'un droit d'utilisation amorti linéairement sur la durée de location ou d'utilisation de l'actif sous-jacent. Les redevances variables basées sur le chiffre d'affaires sont exclues de la dette locative et sont inscrites en compte de résultat opérationnel lorsqu'elles sont encourues.

La charge fixe de loyer dans la marge opérationnelle est remplacée par l'amortissement du droit d'utilisation comptabilisé en résultat d'exploitation et la charge financière sur la dette de loyer enregistrée en résultat financier. La norme est sans effet sur le résultat net sur la durée du contrat avec un impact défavorable en début de contrat qui se retourne dans le temps du fait des charges d'intérêt dégressives.

La dette nette du Groupe exclue la dette locative (la dette relative aux contrats en cours à la date de transition qualifiés de location financement sous IAS 17 est également exclue).

L'application d'IFRS 16 est sans effet sur la variation de trésorerie du Groupe, elle a néanmoins un effet positif sur les flux opérationnels, impactés uniquement par le paiement des intérêts de la dette de loyer, le remboursement du principal affectant les flux de financement.

Le groupe constate des impôts différés sur les contrats de location comptabilisés sous IFRS 16.

Le Groupe a opté pour la mesure de simplification consistant à ne pas redéterminer si un contrat constitue ou non un contrat de location à la date de première application, en s'appuyant sur les analyses réalisées dans le cadre de l'application de la norme IAS 17 « Contrats de location » et de l'interprétation IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location ».

Toutefois à compter du 1^{er} janvier 2019, tout nouveau contrat fait l'objet d'une analyse pour conclure s'il répond à la définition d'un contrat de location. Lorsque le fournisseur ayant concédé des emplacements publicitaires au Groupe dispose d'un droit de substitution lui permettant de remplacer n'importe quel emplacement attribué au début du contrat par un autre pendant la durée du contrat, et cela afin de répondre à ses besoins opérationnels d'exploitation (autre que dans le cas d'une activité de maintenance et réparation), ce droit est considéré comme substantiel. Dans ce cas le Groupe n'a pas le contrôle de l'actif. Le contrat ne répond donc pas à la définition d'un contrat de location en application de la norme IFRS 16.

L'appréciation du caractère substantiel du droit de substitution fait appel à du jugement et dépend des faits et circonstances de chaque contrat. Les emplacements publicitaires sont en général substituables d'un emplacement à un autre.

La plupart des contrats concernant les activités de mobilier urbain et de transport comporte des clauses de substitution au bénéfice du fournisseur pour lesquelles le Groupe a conclu qu'elles étaient substantielles. Les contrats démarrant postérieurement au 1^{er} janvier 2019 et intégrant des droits de substitution substantiels, ne sont donc pas comptabilisés dans le bilan consolidé du Groupe. Ils figurent en engagements hors bilan pour le montant des loyers fixes sur lesquels le Groupe est engagé.

Par ailleurs, les deux exemptions de capitalisation proposées par la norme IFRS 16 – contrats d'une durée inférieure ou égale à douze mois et location de biens de faible valeur – ont été utilisées.

Le montant de la dette locative dépend des hypothèses retenues au titre de la durée des engagements et du taux de financement marginal.

Le taux de financement marginal est déterminé pour chaque contrat sur la base du taux sans risque applicable à la devise du contrat, augmenté du basis de la devise, si disponible, et de la marge de crédit de la filiale concernée, basée sur le risque de crédit Groupe. Ces différentes composantes sont définies en fonction de la durée de vie moyenne pondérée du contrat concerné.

La durée de contrat retenue est en général celle du contrat initial considérée comme raisonnablement certaine, sans prise en compte d'hypothèse de renouvellement sur lequel le Groupe n'a pas la main, sauf cas particulier. Concernant les options de renouvellement ou de résiliation, en ligne avec l'application d'IFRS 16 :

- La date de fin raisonnablement certaine est prise en compte dans le calcul de la dette locative. C'est donc uniquement lorsque l'exercice de l'option d'extension (ou de fin anticipée) est raisonnablement certain que la durée associée est retenue ;
- Une option d'extension (ou de fin anticipée) n'est retenue que lorsque JCDecaux est le seul à pouvoir exercer l'option ;
- La durée additionnelle (ou de fin anticipée) est retenue sur la base de l'économie globale du contrat et non uniquement les paiements de rupture contractuels. Si une seule des parties a un intérêt économique à ne pas interrompre le contrat alors le contrat est exécutoire au-delà de la date à laquelle il peut être interrompu.

Concernant la saisine IFRIC relative aux durées d'amortissement des agencements et ayant reçu conclusion exécutoire le 16 décembre 2019, une analyse a été effectuée et ne fait ressortir aucune distorsion significative entre la durée d'amortissement des agencements et la durée contractuelle des baux retenue dans le cadre d'IFRS 16.

Concernant les baux commerciaux français, la position de l'Autorité des Normes Comptables du 16 février 2018 a été appliquée selon laquelle, pour les baux commerciaux français, il n'existe pas au plan comptable d'option de renouvellement au terme du bail et la période pendant laquelle le contrat est exécutoire est généralement de 9 ans, la période non résiliable étant de 3 ans.

Les modifications et réestimations de contrats sont liées essentiellement à des avenants signés et à la vie du contrat notamment l'évolution du montant des loyers à payer ou changement de la date de fin raisonnablement certaine lorsqu'une décision est prise quant à l'extension ou la fin anticipée d'un contrat. Elles donnent lieu comptablement à une réestimation de la dette en contrepartie du droit d'utilisation, pouvant conduire dans certains cas à un effet positif dans le compte de résultat.

Les contrats déjà signés mais non démarrés à la clôture sont mentionnés en engagements hors-bilan.

1.2.2. Description des contrats éligibles à l'application d'IFRS 16

Plus de 20 000 contrats ont été identifiés dans plus de 75 pays, essentiellement des contrats conclus avec les municipalités, les aéroports, les compagnies de transport, les centres commerciaux et les bailleurs privés, qui permettent à JCDecaux de disposer d'emplacements en vue d'installer des supports publicitaires nécessaires à l'activité principale du Groupe. Sur les plus de 20 000 contrats entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 à la date de la première application d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019, près de 90% correspondent à la location d'emplacements publicitaires (Mobilier Urbain, Transport et Affichage), les 10% restants étant constitués de contrats immobiliers et de contrats de véhicules. Les loyers

et redevances liés à la location d'emplacements publicitaires représentent avant l'application d'IFRS 16 plus de 50% des charges d'exploitation qui impactent la marge opérationnelle du Groupe, et les 2/3 de ces loyers et redevances liés à la location d'emplacements publicitaires sont des redevances fixes ou fixes en substance qui entrent dans la détermination de la dette locative IFRS 16. Les contrats immobiliers et de véhicules, qui représentent donc une faible partie des contrats éligibles à IFRS 16, n'ont pas de caractéristiques particulières par rapport à ce que l'on peut rencontrer dans d'autres groupes.

Les contrats liés au cœur de métier de JCDecaux ont des caractéristiques dominantes dépendant souvent de l'activité à laquelle ils se rattachent (Mobilier urbain, Transport, Affichage) ou de la géographie (pour des raisons de réglementation ou de pratique de marché locale). Dans les activités de mobilier urbain et de transport, chaque contrat constitue souvent un cas spécifique, avec des modalités contractuelles parfois complexes résultant de négociations directes ou des conditions d'appel d'offres, avec des renégociations de certaines clauses qui peuvent intervenir en cours de vie du contrat, le plus souvent liées aux aléas de marché ou de déploiement opérationnel des structures publicitaires. Dans les activités mobilier urbain et transport, ces contrats comportent dans la quasi-totalité des cas un droit de substitution sur les emplacements publicitaires à la main du fournisseur. Lorsque ce droit de substitution est substantiel comme indiqué dans le paragraphe 1.2.1 alors les contrats concernés n'entrent pas dans le champ d'application d'IFRS 16 et les redevances fixes figurent en engagements hors bilan.

Les loyers et redevances fixes ou fixes en substance sont souvent des minima garantis de redevances variables liées au chiffre d'affaires publicitaire généré par les supports publicitaires installés sur les emplacements entrant dans le champ du contrat. C'est le cas de figure dominant dans les activités transport et centres commerciaux. Il est fréquent en mobilier urbain et plus rare en affichage grand format, où la redevance indépendante de la performance commerciale du contrat est le cas de figure le plus répandu.

Les loyers et redevances fixes et/ou fixes en substance ou les minima garantis, peuvent selon les contrats :

- rester au même montant tout au long de la vie du contrat,
- évoluer en fonction d'un indice général (inflation, prix de la construction ...) ou selon le même mécanisme qu'un indice et plus spécifique au contrat (nombre de passagers par exemple dans le transport),
- évoluer tout en restant fixes sur la base des montants annuels prévus au contrat, ce qui est souvent lié à une montée en puissance attendue du chiffre d'affaires publicitaire du fait notamment de l'installation progressive de nouveaux supports, de l'ouverture de nouvelles lignes de métro ou de l'extension d'un aéroport,
- évoluer en fonction d'un pourcentage du montant de redevance total (redevance variable inclus) payé l'année précédente.

La durée non résiliable des contrats est très diverse, puisqu'elle va de 1 an à 35 ans sur la totalité de la population des contrats :

- La durée des contrats pour de l'affichage sur du mobilier urbain va de 1 an à 35 ans, dépendant dans l'essentiel des cas des termes de l'appel d'offres et dans quelques cas de négociation directe avec la collectivité. Cette durée est largement liée au modèle économique choisi par la collectivité dans son cahier des charges, notamment du niveau d'investissement attendu par JCDecaux pour les mobiliers publicitaires et non publicitaires. Plus l'investissement sera lourd, plus la durée sera longue afin d'équilibrer le modèle économique.
- La durée des contrats pour des emplacements liés au transport va de 1 an à 21 ans, dépendant là aussi le plus souvent des termes de l'appel d'offre. La durée du contrat est généralement plus courte et le poids des redevances plus élevé que dans le mobilier urbain, du fait d'un moindre poids des investissements et des coûts opérationnels en proportion du chiffre d'affaires généré par les supports publicitaires.
- La durée des contrats d'affichage grand format va de 1 an à 32 ans. Elle varie beaucoup en fonction des pays, selon la réglementation locale, plus ou moins contraignante, et les pratiques de marché relatives aux relations entre afficheurs et bailleurs privés.

Concernant les modalités d'extension ou de renouvellement :

- Les contrats d'affichage grand format, selon la réglementation ou les pratiques de marché, prévoient le plus souvent un schéma de tacite reconduction ou de renouvellement automatique variant selon les géographies. Dans ce cas, la durée appliquée est celle de la clause contractuelle pour laquelle le Groupe est engagé, car à chaque fin de période de renouvellement l'une ou l'autre des parties peut mettre fin au contrat.
- Les contrats de mobilier urbain ou de transport peuvent prévoir des périodes d'extension de la durée initiale du contrat, qui dépendent selon les cas de l'accord des deux parties ou d'une seule des parties. Pour l'application de la norme IFRS 16 dans le cadre du contrat initial, les extensions de période contractuelle ne sont considérées que lorsque JCDecaux est le seul à pouvoir exercer cette option, ces cas étant assez rares. Les renouvellements des contrats de mobilier urbain ou de transport se font le plus souvent au travers de nouveaux contrats, après mise en œuvre d'une procédure de mise en concurrence (le plus souvent au travers d'une procédure d'appel d'offre).

Concernant les clauses de fin anticipée, seul un très faible nombre de contrats a été identifié pour lesquels JCDecaux est seul décisionnaire de la fin anticipée. Le plus souvent, l'accord des deux parties est nécessaire ou bien la fin anticipée est conditionnée par un fait générateur externe (force majeure, changement de sens de circulation en affichage grand format, récession économique majeure ou effondrement du marché publicitaire dans certains contrats de transport).

1.2.3. Impact de l'application rétrospective d'IFRS 16 sur les états financiers 2018 et 2017

1.2.3.1. Impact de l'application rétrospective d'IFRS 16 sur le compte de résultat 2018

Les changements décrits ci-dessus présentent les incidences suivantes sur les différentes lignes du compte de résultat consolidé de 2018 :

<i>en millions d'euros</i>	2018 Publié	Impact IFRS 16	2018 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	3 181,4	0,0	3 181,4
Coûts directs d'exploitation	-2 107,4	980,4	-1 127,0
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	-549,9	28,9	-521,0
MARGE OPÉRATIONNELLE	524,1	1 009,3	1 533,4
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-243,8	-898,7	-1 142,5
Perte de valeur des goodwill	-1,4	0,0	-1,4
Pièces détachées maintenance	-36,6	0,0	-36,6
Autres produits opérationnels	35,8	0,8	36,6
Autres charges opérationnelles	-39,7	0,0	-39,7
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	238,4	111,4	349,8
Charges d'intérêts sur loyers IFRS 16	-	-152,2	-152,2
<i>Produits financiers</i>	7,7	0,0	7,7
<i>Charges financières</i>	-34,6	0,0	-34,6
Résultat financier hors IFRS 16	-26,9	0,0	-26,9
RÉSULTAT FINANCIER	-26,9	-152,2	-179,0
Impôts sur les bénéfices	-72,7	14,9	-57,8
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	98,1	1,4	99,5
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	236,9	-24,5	212,5
Résultat des activités abandonnées	0,0	0,0	0,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	236,9	-24,5	212,5
<i>- Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>	17,0	-1,7	15,3
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	219,9	-22,8	197,2
Résultat de base par action (en euros)	1,034	-0,107	0,927
Résultat dilué par action (en euros)	1,033	-0,107	0,926
Nombre moyen pondéré d'actions	212 765 223		212 765 223
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	212 808 951		212 808 951

1.2.3.2. Impact de l'application rétrospective d'IFRS 16 sur l'état de situation financière au 1^{er} janvier 2018 et au 31 décembre 2018

Les changements décrits ci-dessus ont les effets détaillés ci-après au 1^{er} janvier 2018 et au 31 décembre 2018 sur les différentes lignes de l'état de situation financière, avec un effet de -353,9 millions d'euros sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018 :

Comptes consolidés

Annexes aux comptes consolidés

<i>En millions d'euros</i>	01/01/2018 Publié	Impact IFRS 16	01/01/2018 Retraité
Goodwill	1 341,3	0,0	1 341,3
Autres immobilisations incorporelles	301,9	0,0	301,9
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	1 156,3	-21,1	1 135,3
Droits d'utilisation		3 893,1	3 893,1
Titres mis en équivalence	476,0	-28,2	447,8
Autres actifs financiers	90,3	-12,1	78,2
Impôts différés actif	92,3	21,7	114,0
Créances d'impôts sur les sociétés	1,5	0,0	1,5
Autres créances	23,8	-8,4	15,4
Actifs non courants	3 483,4	3 845,0	7 328,4
Autres actifs financiers	3,7	0,0	3,7
Stocks	123,8	0,0	123,8
Instruments financiers dérivés	0,2	0,0	0,2
Clients et autres débiteurs	918,1	-43,6	874,5
Créances d'impôts sur les sociétés	49,9	0,0	49,9
Actifs financiers de trésorerie	277,9	0,0	277,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	728,3	0,0	728,3
Actifs courants	2 101,9	-43,6	2 058,3
Total des Actifs	5 585,3	3 801,4	9 386,7
Capital	3,2	0,0	3,2
Primes	602,4	0,0	602,4
Réserves consolidées	1 669,7	-293,2	1 376,5
Résultat net part du Groupe	193,7	-3,8	189,9
Autres éléments des capitaux propres	-117,6	-28,5	-146,1
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	2 351,4	-325,5	2 025,9
Participations ne donnant pas le contrôle	60,7	-28,4	32,3
Total des Capitaux Propres	2 412,1	-353,9	2 058,2
Provisions ⁽²⁾	385,7	-69,9	315,8
Impôts différés passif	79,3	-26,3	53,0
Dettes financières ⁽¹⁾	786,6	-14,4	772,2
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	80,1	0,0	80,1
Dettes locatives		3 664,3	3 664,3
Autres créditeurs	11,8	-0,3	11,5
Instruments financiers dérivés	0,5	0,0	0,5
Passifs non courants	1 344,0	3 553,3	4 897,3
Provisions ⁽²⁾	71,6	-20,3	51,3
Dettes financières ⁽¹⁾	586,0	-7,9	578,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	21,9	0,0	21,9
Instruments financiers dérivés	4,9	0,0	4,9
Dettes locatives		865,9	865,9
Fournisseurs et autres créditeurs	1 092,4	-235,8	856,6
Passifs d'impôt exigible	39,6	0,0	39,6
Concours bancaires	12,8	0,0	12,8
Passifs courants	1 829,2	602,0	2 431,2
Total des Passifs	3 173,2	4 155,3	7 328,5
Total des Capitaux Propres et des Passifs	5 585,3	3 801,4	9 386,7

(1) Les locations financement sont traitées comme des contrats de location au regard de la norme IFRS 16.

(2) Les provisions pour pertes à terminaison sont traitées comme une diminution du droit d'utilisation conformément à la norme IFRS 16.

Comptes consolidés

Annexes aux comptes consolidés

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018 Publié	Impact IFRS 16	31/12/2018 Retraité
Goodwill	1 940,9	-1,9	1 939,0
Autres immobilisations incorporelles	393,6	0,0	393,6
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	1 293,0	-19,1	1 274,0
Droits d'utilisation		4 498,1	4 498,1
Titres mis en équivalence	468,2	-24,6	443,6
Autres actifs financiers	90,1	-14,7	75,4
Impôts différés actif	101,6	36,0	137,6
Créances d'impôts sur les sociétés	1,1	0,0	1,1
Autres créances	31,2	-12,9	18,3
Actifs non courants	4 319,7	4 460,9	8 780,6
Autres actifs financiers	30,2	0,0	30,2
Stocks	159,4	0,0	159,4
Instruments financiers dérivés	4,9	0,0	4,9
Clients et autres débiteurs	1 035,6	-34,6	1 001,0
Créances d'impôts sur les sociétés	18,4	0,0	18,4
Actifs financiers de trésorerie	81,2	0,0	81,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	112,3	0,0	112,3
Actifs courants	1 442,0	-34,6	1 407,4
Total des Actifs	5 761,7	4 426,3	10 188,0
Capital	3,2	0,0	3,2
Primes	606,4	0,0	606,4
Réserves consolidées	1 734,3	-297,0	1 437,2
Résultat net part du Groupe	219,9	-22,7	197,2
Autres éléments des capitaux propres	-135,1	-31,1	-166,2
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	2 428,7	-350,8	2 077,9
Participations ne donnant pas le contrôle	62,1	-31,2	30,9
Total des Capitaux Propres	2 490,8	-382,0	2 108,8
Provisions ⁽²⁾	395,9	-63,1	332,8
Impôts différés passif	90,0	-26,0	64,0
Dettes financières ⁽¹⁾	1 075,7	-12,8	1 062,9
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	87,8	0,0	87,8
Dettes locatives		4 163,2	4 163,2
Autres créditeurs	17,0	-2,0	15,0
Instruments financiers dérivés	0,2	0,0	0,2
Passifs non courants	1 666,6	4 059,4	5 726,0
Provisions ⁽²⁾	71,6	-10,0	61,6
Dettes financières ⁽¹⁾	296,9	-7,3	289,6
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	4,6	0,0	4,6
Instruments financiers dérivés	1,3	0,0	1,3
Dettes locatives		1 022,9	1 022,9
Fournisseurs et autres créditeurs	1 162,2	-256,8	905,4
Passifs d'impôt exigible	43,4	0,0	43,4
Concours bancaires	24,3	0,0	24,3
Passifs courants	1 604,3	748,9	2 353,2
Total des Passifs	3 270,9	4 808,2	8 079,2
Total des Capitaux Propres et des Passifs	5 761,7	4 426,3	10 188,0

(1) Les locations financement sont traitées comme des contrats de location au regard de la norme IFRS 16.

(2) Les provisions pour pertes à terminaison sont traitées comme une diminution du droit d'utilisation conformément à la norme IFRS 16.

1.2.3.3. Impact de l'application rétrospective d'IFRS 16 sur le tableau des flux de trésorerie en 2018

Les changements décrits ci-dessus, sans impact sur la variation de la trésorerie nette, présentent les incidences suivantes sur les différentes rubriques du tableau des flux de trésorerie en 2018 :

<i>En millions d'euros</i>	2018 Publié	Impact IFRS 16	2018 Retraité
RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS	309,6	-39,3	270,3
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-98,1	-1,4	-99,5
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	103,5		103,5
Charges liées aux paiements en actions	1,0		1,0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	246,1	898,8	1 144,9
Plus et moins-values de cession et résultat sur variations de périmètre	-21,1		-21,1
Gains et pertes sur contrats de location	-	-0,8	-0,8
Charges nettes d'actualisation	7,3		7,3
Intérêts financiers nets & charges d'intérêts sur loyers IFRS 16	10,8	151,8	162,6
Dérivés financiers, résultat de change et autres	0,1	0,4	0,5
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-84,4	-20,0	-104,3
Variation des stocks	-34,6		-34,6
Variation des clients et autres créances	-87,9	-3,0	-90,9
Variation des fournisseurs et autres dettes	38,1	-17,0	21,1
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	474,8	989,5	1 464,3
Intérêts payés sur loyers IFRS 16	-	-149,5	-149,5
Intérêts financiers payés	-27,8	0,4	-27,4
Intérêts financiers reçus	6,8		6,8
Impôt sur le résultat payé	-53,1		-53,1
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	400,7	840,4	1 241,1
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-309,8		-309,8
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise	-673,3		-673,3
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-34,1		-34,1
Total investissements	-1 017,2	0,0	-1 017,2
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	37,7		37,7
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée	4,2		4,2
Cessions d'autres immobilisations financières	9,3		9,3
Total désinvestissements	51,2	0,0	51,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-966,0	0,0	-966,0
Distribution mise en paiement	-135,7		-135,7
Décaissements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle	-15,3		-15,3
Réduction des capitaux propres	0,0		0,0
Remboursement d'emprunts à long terme	-644,0		-644,0
Remboursement des emprunts de location financement	-8,7	8,7	-
Remboursement des dettes locatives	-	-849,1	-849,1
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie	199,0		199,0
Besoin de trésorerie (Financement)	-604,7	-840,4	-1 445,1
Augmentation des capitaux propres	4,0		4,0
Augmentation des emprunts à long terme	545,3		545,3
Dégagement de trésorerie (Financement)	549,3	0,0	549,3
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	-55,4	-840,4	-895,8
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-620,7	0,0	-620,7
Trésorerie nette d'ouverture	715,5	0,0	715,5
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	-6,8		-6,8
Trésorerie nette de clôture	88,0	0,0	88,0

1.3 Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce le contrôle sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

La mise en équivalence est adoptée pour les coentreprises et les entreprises associées, sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées globalement sont éliminées.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés. Les plus ou moins-values sur cessions internes réalisées par une société mise en équivalence sont éliminées à hauteur du pourcentage de détention en contrepartie de la valeur des actifs cédés. Les moins-values réalisées sur les cessions à une société mise en équivalence sont régies par la norme IFRS3R et les plus-values réalisées sur les cessions à une société mise en équivalence rentrent dans le cadre de SIC13.

1.4 Enregistrement des opérations en devises dans la monnaie fonctionnelle des entités

Les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction. A la date d'arrêté comptable, les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture et les différences de change en résultant sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère pour lesquels aucun règlement n'est ni planifié ni susceptible d'intervenir dans un avenir prévisible, constituent une part de l'investissement net à l'étranger. Ainsi, en application des dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les différences de change portant sur ces éléments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la date de cession de l'investissement ou de déqualification. Dans le cas contraire, les différences de change sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.5 Conversion des états financiers des filiales

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en Euro qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société mère.

La conversion des actifs et des passifs des filiales étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe s'effectue au taux de change en vigueur à la date de clôture et leur compte de résultat est converti au taux de change moyen de la période. Les écarts résultant de cette conversion sont affectés directement dans les autres éléments du résultat global.

Lors de la cession totale ou partielle, avec perte de contrôle, de la liquidation d'une entité étrangère, ou lors d'une acquisition par étapes avec prise de contrôle, les différences de conversion accumulées en capitaux propres sont recyclées dans le compte de résultat.

1.6 Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes de l'état de situation financière nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des goodwill, des actifs corporels et incorporels et des droits d'utilisation, de la valorisation des titres mis en équivalence, de la détermination du montant des provisions pour avantages au personnel et des provisions pour démontage, ainsi que de la valorisation des engagements sur titres. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Ces méthodes d'évaluation sont plus précisément décrites, principalement dans le paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, des droits d'utilisation et des goodwill », le paragraphe 1.12 « Titres mis en équivalence », le paragraphe 1.20 « Provisions pour retraites et avantages assimilés » et dans le paragraphe 1.21 « Provisions pour démontage ». Le résultat des tests de sensibilité est donné au paragraphe 4.4 « Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles, incorporelles et les droits d'utilisation » pour la valorisation des goodwill, actifs corporels et incorporels et droits d'utilisation, au paragraphe 4.5 « Titres mis en équivalence et tests de perte de valeur » pour la valorisation des titres mis en équivalence, au paragraphe 4.20 « Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie » pour la valorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, et au paragraphe 4.13 « Provisions » pour la valorisation des provisions pour démontage et des provisions pour avantages au personnel.

1.7 Distinction courant / non courant

A l'exception des impôts différés qui sont classés en actifs et passifs non courants, les actifs et passifs sont classés en courant lorsque leur recouvrabilité ou leur paiement est prévu au plus tard 12 mois après la date de clôture de l'exercice. Dans le cas contraire, ils sont classés en non courant.

1.8 Immobilisations incorporelles

1.8.1. Frais de développement

Selon la norme IAS 38, les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- l'existence d'avantages économiques futurs probables pour le Groupe ;
- la très forte probabilité de succès du Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les dépenses de développement immobilisées incluent principalement tous les coûts liés au développement, à l'adaptation ou à la mise en valeur de gammes de mobilier urbain et de supports publicitaires, dans le cadre de propositions de contrats ayant une forte probabilité de succès. Ces dépenses comprennent également la conception et la construction de modèles et prototypes.

Le Groupe considère légitime d'activer les coûts des projets liés à la préparation des réponses aux appels d'offres. Compte tenu d'une part, de la nature des coûts engagés (conception et construction de modèles et prototypes), d'autre part du taux de succès du groupe JCDecaux dans le cadre de ses réponses aux appels d'offres, le Groupe considère que ces coûts constituent des activités de développement activables, et satisfont aux critères d'activation rappelés ci-avant. En effet, ces coûts se rattachent directement à un contrat donné et sont encourus pour l'obtenir. L'amortissement commence lorsque le projet est concrétisé par un succès à l'appel d'offres, et est étalé sur la durée du contrat. En cas d'insuccès, le montant activé est comptabilisé en charges.

Les frais de développement portés à l'actif sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

1.8.2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles se rapportent pour l'essentiel aux contrats de Mobilier Urbain, Affichage et Transport reconnus lors de regroupements d'entreprises et sont amorties sur la durée des contrats. Elles comprennent également des droits d'entrée, amortis sur la durée des contrats, ainsi que des logiciels. Seuls les logiciels individualisés et clairement identifiés (notamment de type ERP), sont immobilisés et amortis sur une durée de 10 ans maximum. Les dépenses pour les autres logiciels sont constatées en charges de l'exercice.

1.9 Regroupement d'entreprises, acquisition de participation ne donnant pas le contrôle et cession de participation

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise), augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, et diminuée du montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris évalués à la juste valeur.

Les goodwill ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de pertes de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Suite à ces tests de perte de valeur menés conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, des droits d'utilisation et des goodwill », une dépréciation des goodwill est constatée, le cas échéant. Une telle dépréciation n'est pas réversible.

Les éventuels badwill sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser des contrats et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur. Lorsque des contrats déficitaires sont identifiés, le Groupe est amené à diminuer la valeur brute du droit d'utilisation attaché à ce contrat puis à constater un éventuel passif.

Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs obtenus.

Le Groupe enregistre en autres charges opérationnelles les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue au moment de la prise de contrôle. La juste valeur de celle-ci est estimée sur la base du prix d'acquisition diminué de la prime de contrôle.

Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession de la quote-part cédée ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Par ailleurs, les rachats de participation ne donnant pas le contrôle dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société-mère de la différence entre le prix d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Les entrées et sorties de trésorerie correspondantes sont présentées dans le tableau des flux de trésorerie en « flux de trésorerie nets issus du financement ».

1.10 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Mobiliers urbains

Les mobiliers urbains (Abribus, Mupis®, Seniors, Journaux Electroniques d'Information (JEI), Sanisettes, Colonnes Morris, etc.) et les supports publicitaires dans l'activité Transport sont amortis linéairement sur la durée de vie des contrats comprise entre 8 et 20 ans. Les écrans digitaux sont amortis sur une durée comprise entre 5 et 10 ans, leur durée de vie économique pouvant être inférieure à la durée des contrats. Les coûts de maintenance des mobiliers urbains sont comptabilisés en charges.

Les coûts actualisés de démontage de mobilier en fin de contrat sont comptabilisés à l'actif, en contrepartie d'une provision, et sont amortis sur la durée des contrats.

Panneaux d'affichage

Les panneaux d'affichage font l'objet d'un mode d'amortissement propre aux pays concernés, déterminé en fonction de la réglementation et des conditions économiques locales.

La principale méthode d'amortissement est le mode linéaire sur une durée comprise entre 2 et 20 ans.

Les dotations aux amortissements sont déterminées selon les durées normales d'utilisation suivantes :

Durées d'amortissement

Immobilisations corporelles :

▪ Bâtiments et constructions	10 à 50 ans
▪ Installations techniques, matériel et outillage (Hors mobiliers urbains et panneaux)	5 à 10 ans
▪ Mobiliers urbains et panneaux	2 à 20 ans

Autres immobilisations corporelles :

▪ Agencements divers, aménagements	5 à 16 ans
▪ Matériel de transport	3 à 15 ans
▪ Matériel informatique	3 à 5 ans
▪ Mobilier	5 à 10 ans

1.11 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, des droits d'utilisation et des goodwill

Les immobilisations corporelles, incorporelles, les droits d'utilisation, ainsi que les goodwill font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.

Ce test consiste, pour une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou un groupement d'UGT, à comparer sa valeur nette comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de cet actif (ou du groupe d'actifs considéré) nette des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Les droits d'utilisation nets de la valeur comptable des dettes locatives sont compris dans la valeur comptable, et la valeur d'utilité retenue est calculée sur la base de flux de trésorerie qui restent alignés sur les indicateurs opérationnels ajustés.

Lorsque la valeur recouvrable est appréciée par référence à la valeur d'utilité, les prévisions de flux de trésorerie sont déterminées en intégrant des hypothèses de croissance appréciées soit sur la durée des contrats, soit sur une durée de 5 ans avec prise en compte d'une projection à l'infini ainsi qu'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Les hypothèses de croissance retenues n'intègrent pas d'opération de croissance externe. Les risques spécifiques à l'UGT testée sont en grande partie traduits dans le choix des hypothèses retenues pour la détermination des flux de trésorerie et dans le taux d'actualisation retenu.

Lorsque la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) devient supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat pour ramener la valeur comptable à la valeur recouvrable.

Méthodologie suivie

▪ Niveau du test

- Pour les actifs corporels et incorporels et les droits d'utilisation, les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'UGT correspondant à l'entité opérationnelle ;
- Pour les goodwill, les tests sont réalisés au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé en prenant en compte le niveau de synergie attendu entre les UGT elles-mêmes. Ainsi, les tests sont effectués généralement au croisement du secteur opérationnel et de la zone géographique, à l'exception du secteur Aéroports où les synergies s'apprécient au niveau mondial et de la zone Pacifique où les synergies se justifient tous secteurs opérationnels confondus.

▪ Taux utilisés

Les valeurs d'utilité prises en compte dans le cadre des tests de perte de valeur sont déterminées sur la base des flux de trésorerie futurs attendus, actualisés à un taux calculé sur la base du coût moyen pondéré du capital. Ce taux reflète les meilleures estimations du management de la valeur temps de l'argent, des risques spécifiques des actifs ou UGT ainsi que de la situation économique des zones géographiques dans lesquelles s'exerce l'activité attachée à ces actifs ou UGT. Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique.

▪ Valeurs recouvrables

Elles sont déterminées à partir des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes et d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. Les valeurs recouvrables sont déterminées sur la base de business plans pour lesquels les modalités de prise en compte des flux futurs de trésorerie diffèrent selon le secteur d'activité considéré avec un horizon généralement supérieur à 5 ans en raison de la nature et de l'activité du Groupe caractérisée par des engagements contractuels de longue durée avec des probabilités très fortes de renouvellement des contrats. Ainsi, de manière générale :

- dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance, le business plan étant réalisé sur la durée du contrat, généralement comprise entre 5 ans et 20 ans, avec un maximum de 25 ans pour la durée la plus longue ;
- pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 2 % par an pour les pays européens, dont les marchés nous apparaissent matures, et de 3 % pour les autres pays, où l'affichage grand format nous semble bénéficier de conditions de marché plus favorables.

La valeur recouvrable d'un groupe d'UGT est donnée par la somme des valeurs recouvrables des UGT appartenant à ce groupe.

1.12 Titres mis en équivalence

Le goodwill constaté lors de l'acquisition figure dans le montant des titres mis en équivalence.

La quote-part de dépréciation des actifs reconnus lors de l'acquisition ou lors de l'ajustement de juste valeur de ceux existants figure sur la ligne « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

Si la quote-part du groupe dans les pertes d'une entité mise en équivalence est supérieure à sa participation dans celle-ci, alors la quote-part du groupe est ramenée à zéro. Si le groupe estime être solidaire des pertes alors une provision est comptabilisée au passif en provisions pour risques pour la quote-part de pertes accumulées excédant l'investissement d'origine ainsi que les prêts et les créances.

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, ou en-dehors de cette périodicité lorsque les conditions existantes laissent supposer que l'actif pourrait être déprécié. Le cas échéant, la perte associée, qui est enregistrée dans le résultat des sociétés mises en équivalence, résulte du calcul de la valeur recouvrable de l'actif, qui se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité basée sur les flux de trésorerie futurs attendus diminués de l'endettement net. Pour les sociétés cotées, la juste valeur utilisée dans le cadre des tests de dépréciation correspond à la valeur boursière. La méthodologie suivie pour le calcul des valeurs d'utilité est la même que celle décrite pour les immobilisations corporelles et incorporelles et droits d'utilisation au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, des droits d'utilisation et des goodwill ».

1.13 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont principalement composés des participations dans des entités non consolidées (investissements financiers), de prêts et de créances rattachées à des participations accordés aux entités mises en équivalence ou non consolidées, de dépôts et cautionnements et d'avances versées sur acquisition de titres de participation sous conditions suspensives.

Ils sont comptabilisés et évalués :

- Pour les titres de participation dans des entités non consolidées, initialement à la juste valeur, correspondant à leur prix d'acquisition. Par la suite, ils sont évalués à la juste valeur qui, en l'absence de prix coté sur un marché actif, est proche de la valeur d'utilité qui tient compte de la quote-part des capitaux propres et de la valeur probable de recouvrement. Les variations de valeurs constatées sont comptabilisées pour chacun des actifs et de façon irrévocable soit en résultat soit en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en compte de résultat en cas de cession. Seuls les dividendes reçus des investissements financiers évalués à la juste valeur par les capitaux propres sont comptabilisés en compte de résultat sur la ligne « Autres charges et produits financiers ».
- Pour les autres actifs financiers, au coût amorti (catégorie IFRS9). Une perte de valeur est enregistrée dans le compte de résultat lorsque la valeur de recouvrement de ces prêts et créances devient inférieure à leur valeur comptable.

1.14 Stocks

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et peut également incorporer des coûts de production, d'assemblage et de logistique.

Ils sont, le cas échéant, ramenés à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure au coût.

1.15 Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont enregistrées à leur juste valeur qui correspond à la valeur nominale de facturation, sauf si l'effet d'actualisation est significatif. Par la suite, ces créances d'exploitation sont évaluées au coût amorti.

Une dépréciation des comptes clients est pratiquée lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable. Le Groupe reconnaît une provision complémentaire liée aux pertes attendues selon la méthode simplifiée sur les créances clients saines en appliquant un taux moyen de défaut de paiement à partir de données statistiques historiques. Ce modèle prospectif basé sur les pertes attendues s'applique sur les créances clients dès leur comptabilisation initiale.

1.16 Trésorerie gérée

La trésorerie gérée comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers de trésorerie. Ces éléments sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

La trésorerie comptabilisée à l'actif de l'état de situation financière comprend la trésorerie en banque et la caisse. Les équivalents de trésorerie sont constitués de titres de placement à court terme et de dépôts à court terme. Les titres de placement à court terme et les dépôts à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur conformément aux critères définis par la norme IAS 7.

Les actifs financiers de trésorerie correspondent à des placements liquides à court terme ainsi qu'à de la trésorerie appartenant au Groupe, mise sous séquestre dans le cadre de l'exécution de contrats. Ces actifs ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7. Ils sont inclus dans le calcul de la dette nette du Groupe.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie nette comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nette des concours bancaires.

1.17 Dettes financières

Les dettes financières sont enregistrées initialement à la juste valeur correspondant en général à la somme reçue diminuée des frais d'émission associés et sont par la suite évaluées au coût amorti.

1.18 Instruments financiers dérivés

Un instrument financier dérivé est un instrument financier qui répond aux trois caractéristiques ci-dessous :

- une variable sous-jacente qui fait varier la valeur de l'instrument financier dérivé ;
- un investissement net initial nul ou faible ;
- un règlement à une date future.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de situation financière à leur juste valeur, les variations de valeurs ultérieures étant enregistrées par contrepartie du compte de résultat, sauf s'ils ont été qualifiés de couverture de flux de trésorerie (part efficace) ou d'investissement net à l'étranger.

Une comptabilité de couverture peut être adoptée si une relation de couverture entre l'élément couvert (le sous-jacent) et l'instrument financier dérivé est établie et documentée dès la mise en place de la couverture et que son efficacité est démontrée à l'origine et à chaque arrêté comptable. A ce jour, le Groupe met en place principalement deux types de couverture des actifs et passifs financiers :

- la couverture de juste valeur (« Fair Value Hedge ») qui a pour objectif de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs, passifs ou engagements fermes à l'origine, dues à l'évolution des conditions de marché. La variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie du compte de résultat mais elle est neutralisée par les variations symétriques de juste valeur du risque couvert (à l'inefficacité près) ;
- la couverture de flux de trésorerie (« Cash-Flow Hedge ») utilisée pour se prémunir contre les variations de flux de trésorerie attribuables à des actifs et passifs existants ou à des transactions futures hautement probables. La part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement dans les autres éléments du résultat global, et la part inefficace est maintenue au compte de résultat. Le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global est recyclé en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le résultat. La valeur d'entrée au bilan de l'actif ou du passif est comptabilisée en appliquant le « basis adjustment ».

La relation de couverture est traitée par rapport à un unique paramètre de marché, soit dans le cas du Groupe aujourd'hui, un taux de change ou un taux d'intérêt. Lorsqu'un même instrument dérivé couvre à la fois un risque de taux d'intérêt et un risque de change, les impacts taux et change sont traités séparément.

La comptabilité de couverture cesse lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou qu'il ne respecte plus les critères de qualification pour la comptabilité de couverture. Dans le cadre d'une couverture de transaction future hautement probable comptabilisée en autres éléments du résultat global, tout profit ou perte cumulé(e) réalisé(e) sur l'instrument de couverture de flux de trésorerie est maintenu(e) en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction prévue se produise. S'il n'est plus attendu que la transaction couverte se produise, le profit ou la perte net(te) cumulé(e) comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est transféré(e) dans le résultat financier de l'exercice.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé(e) directement dans le résultat financier de l'exercice.

Le classement comptable des instruments financiers dérivés en éléments courants ou non courants est déterminé par la maturité du dérivé.

1.19 Engagements de rachat de minoritaires

En l'absence de position de l'IASB sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés antérieurs sont maintenus pour l'ensemble des engagements pris par le Groupe.

L'application de la norme IAS 32 conduit à reconnaître au passif une dette relative aux engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe, ceci non seulement pour la partie déjà comptabilisée en participations ne donnant pas le contrôle (reclassée en dette), mais également pour l'excédent résultant de la valeur actuelle de l'engagement. La contrepartie de cet excédent est imputée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres de l'état de situation financière.

En l'absence de position de l'IASB sur les engagements de rachat de minoritaires, les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées en participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat, sans impact sur le résultat net par du Groupe.

Les engagements comptabilisés à ce titre figurent dans la rubrique au passif de l'état de situation financière « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

1.20 Provisions pour retraites et avantages assimilés

Les engagements du Groupe résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et les hypothèses démographiques propres à chaque société.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés par une société tiers indépendante, soit non financés ou partiellement financés, leurs engagements faisant l'objet d'une provision au passif de l'état de situation financière. Le produit des actifs du régime est estimé à partir du taux d'actualisation utilisé pour la dette actuarielle.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels sont reconnus immédiatement et dans leur intégralité en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en résultat. Le coût des services passés est comptabilisé immédiatement et dans son intégralité dans le résultat de la période que les droits soient acquis ou en cours d'acquisition.

Pour les autres avantages à long terme, les écarts actuariels générés ainsi que le coût des services passés sont immédiatement comptabilisés en charges ou en produits, lors de l'exercice de leur constatation.

Les effets de l'actualisation de la provision pour avantages au personnel sont présentés dans le résultat financier.

1.21 Provisions pour démontage

Les coûts destinés au démontage des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démontage existe à une date prévisible. Ces provisions sont constituées pour la totalité du coût de démontage estimé dès le début du contrat et sont actualisées. En contrepartie, le coût de démontage est comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. La charge de désactualisation est comptabilisée en charge financière. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux swap de la durée moyenne pondérée des actifs des contrats du pays considéré.

1.22 Paiements fondés sur des actions

1.22.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les stock-options accordées aux salariés sont traitées comme un élément de rémunération « versé » en échange de services rendus par eux sur la période s'étendant de la date de leur octroi (« grant date ») à la date à laquelle leur droit d'exercice devient définitif (« vesting date »).

La juste valeur des services rendus est déterminée par référence à la juste valeur des instruments financiers octroyés.

La juste valeur des options est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant, les changements éventuels de juste valeur ultérieurs n'étant pas considérés. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle de Black & Scholes sur la base des hypothèses détaillées au paragraphe 5.2 « Charges d'exploitation nettes » ci-après.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des droits d'exercice des options. Cet enregistrement est fait à la fin de chaque arrêté comptable et ce, jusqu'à la date où les droits d'exercice des options du plan considéré sont complètement acquis.

Le montant figurant en capitaux propres reflète la partie écoulée de la période nécessaire à l'acquisition des droits d'exercice des options et la meilleure estimation du management des options octroyées pour lesquelles un droit d'exercice sera effectivement acquis.

Les plans de stock-options sont attribués sur la base d'objectifs individuels et des résultats du Groupe. L'exercice des stock-options est soumis à des conditions de présence dans la société.

1.22.2. Plans de souscription et d'achat dénoués par remise de trésorerie

Les plans de souscription et d'achat d'actions qui seront réglés sous forme de trésorerie, sont évalués à leur juste valeur et constatés en résultat, par contrepartie d'un passif. Ce passif est réévalué à chaque date de clôture jusqu'à son règlement.

1.23 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe provient principalement de la vente d'espaces publicitaires sur des équipements de mobilier urbain, des panneaux d'affichage et de la publicité dans les transports.

Les ventes d'espaces publicitaires, les locations et les prestations de services sont enregistrées en chiffre d'affaires linéairement sur la période de réalisation de la prestation dont la durée est comprise entre 1 semaine et 6 ans.

Le fait générateur de la vente d'espaces publicitaires est la réalisation de la campagne publicitaire.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente d'espaces publicitaires est présenté sur une base nette, après déduction des remises commerciales. Dans certains pays, des commissions sont versées par le Groupe aux agences de publicité et aux centrales d'achat d'espaces publicitaires lorsque celles-ci jouent le rôle d'intermédiaires entre le Groupe et les annonceurs. Ces commissions sont alors déduites du chiffre d'affaires.

Dans les contrats où le Groupe paie une redevance variable, ou bien reverse une partie de ses recettes publicitaires, et dans la mesure où le Groupe agit en tant que principal dans son activité de vente d'espace publicitaire, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires la totalité des recettes publicitaires avant les redevances et reversements, et comptabilise les redevances et la partie du chiffre d'affaires reversée en charges d'exploitation.

Les charges d'escomptes financiers sont déduites du chiffre d'affaires du Groupe.

Outre la commercialisation d'espaces publicitaires situés sur ses mobiliers, le Groupe exerce une activité de vente, location et entretien de mobilier urbain dont le chiffre d'affaires est comptabilisé dans l'activité Mobilier Urbain. Le Groupe tire également des revenus non publicitaires de son activité de Vélos en Libre-Service ainsi que de la mise en œuvre de solutions techniques innovantes, selon le concept « JCDecaux Innovate », et des services annexes à son chiffre d'affaires analogue ou digital.

1.24 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle se définit comme le chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.

Elle inclut les dotations aux provisions nettes de reprises relatives aux comptes clients.

La marge opérationnelle est impactée des charges d'escompte comptabilisées en moins du chiffre d'affaires et des produits d'escompte enregistrés en moins des coûts directs d'exploitation, d'une part, et des charges de stock-options ou actions gratuites comptabilisées sur la ligne « Coûts commerciaux, généraux et administratifs », d'autre part.

1.25 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déterminé à partir de la marge opérationnelle diminuée des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, et des autres charges et produits opérationnels. Les pertes de valeur des stocks sont enregistrées sur la ligne « Pièces détachées maintenance ».

Les autres charges et produits opérationnels comprennent les plus et moins-values de cession d'actifs corporels et incorporels, de coentreprises et entreprises associées, des gains et pertes sur contrat de location, les plus et moins-values de cession liées à la perte de contrôle de sociétés, ainsi que l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation de la quote-part conservée à sa juste valeur, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue lors d'une prise de contrôle par étape, les éventuels ajustements de prix provenant d'événements postérieurs à la date d'acquisition, ainsi que les éventuels badwill, les coûts directs liés aux acquisitions, et les éléments non récurrents.

Les charges nettes liées aux résultats des tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation sont enregistrées sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ».

1.26 Impôts différés et exigibles

Les impôts différés sont comptabilisés sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale provenant pour l'essentiel des retraitements de consolidation (harmonisation des méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, contrats de location, reconnaissance de contrats dans le cadre de la méthode de l'acquisition, etc.). Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées à la date de clôture. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation en cas d'impôt différé actif net sur la filiale dont la recouvrabilité sur un horizon court terme est incertaine.

Les impôts différés actif sur déficits reportables ne sont reconnus que lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées. Les prévisions sont réalisées sur un horizon de 3 à 5 ans adapté en fonction des particularités de chaque pays.

Conformément aux normes internationales, le Groupe a qualifié la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (« CVAE »), en France, comme étant un impôt. Cette qualification en tant qu'impôt sur le résultat entraîne la comptabilisation d'un impôt différé passif calculé sur la base des actifs amortissables des sociétés assujetties à la CVAE. Par ailleurs, la CVAE étant un impôt déductible de l'impôt sur les sociétés, sa comptabilisation génère un impôt différé actif.

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principaux mouvements de périmètre

Les principales variations de périmètre intervenues en 2019 sont les suivantes :

Acquisitions (prises de contrôle)

Le 9 juillet 2019, le Groupe a finalisé l'acquisition du groupe belge PubliROUTE. Les nouvelles sociétés acquises ainsi que la société JCDecaux Belgium Billboard qui a été apportée sont consolidées à 87% en intégration globale.

Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle

Le 7 mars 2019, JCDecaux Central America Holding SA a racheté 3,41% de participations ne donnant pas le contrôle dans la société JCDecaux Top Media SA au Panama. Cette société qui était déjà consolidée en intégration globale est désormais détenue à 76,16%.

Cessions de participations sans perte de contrôle

Le 20 mars 2019, Equipamientos Urbanos de Mexico, SA de C.V. (Eumex) a cédé 3,70 % des parts de la société JCDecaux Out of home SA de CV (Mexique). La société reste consolidée en intégration globale et elle est dorénavant détenue à 60,0 %.

Autres variations

D'autres variations, notamment des liquidations, des cessions, des acquisitions de titres de participation sont détaillées au paragraphe 12 « Périmètre de consolidation ».

Pour mémoire, le principal mouvement de périmètre en 2018 correspondait à l'acquisition du groupe APN Outdoor intégré globalement à compter du 1^{er} novembre 2018. Les incidences de cette acquisition sont présentées dans les comptes consolidés 2018. Les travaux d'allocation du prix d'acquisition ont été finalisés en 2019 tels que présentés au paragraphe 2.2 ci-dessous.

2.2. Effets des acquisitions

Les prises de contrôle réalisées en 2019 qui portent notamment sur le groupe PubliROUTE en Belgique, et l'allocation dans le délai d'affectation de 12 mois du prix d'acquisition du groupe APN Outdoor acquis fin octobre 2018 ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

<i>En millions d'euros</i>		<i>Juste valeur comptabilisée à la date d'acquisition</i>
Actifs non courants		261,2
Actifs courants		12,0
Total Actifs		273,2
Passifs non courants		81,3
Passifs courants		3,9
Total Passifs		85,2
Actif net à la juste valeur à 100%	(a)	188,0
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	<i>(b)</i>	
Contrepartie totale transférée	(c)	22,6
- dont prix d'acquisition		22,6
Goodwill	(d)=(c)-(a)+(b)	-165,4
- dont Goodwill alloué aux sociétés mises en équivalence	<i>(e)</i>	-
Goodwill IFRS ⁽¹⁾	(f)=(d)-(e)	-165,4
Prix d'acquisition		-22,6
Trésorerie nette acquise		7,9
Acquisitions de titres de participation sur l'exercice		-14,7

(1) L'option de calcul du goodwill complet n'a été retenue pour aucune des acquisitions 2019.

Les valeurs des actifs et passifs acquis ainsi que les goodwill afférents à ces opérations sont déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à la finalisation de l'affectation des goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois maximum après la date de prise de contrôle, à l'exception de l'allocation du prix d'acquisition du groupe APN Outdoor qui est définitive.

L'impact sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe des acquisitions réalisées en 2019 est respectivement de 4,0 millions d'euros et de 0,3 million d'euros. L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe si ces acquisitions avaient été réalisées au 1^{er} janvier 2019 serait une hausse de 4,3 millions d'euros du chiffre d'affaires et une hausse de 0,3 million d'euros du résultat net part du Groupe.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Pour mesurer la performance opérationnelle du Groupe et éclairer les dirigeants sur leur prise de décision en cohérence avec les données historiques, l'information sectorielle est ajustée de :

- L'impact de la norme IFRS 11 : les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO),
- De l'impact de la norme IFRS 16 pour ce qui concerne les contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires (contrats « core business ») hors contrats de location immobilière et véhicules.

En conséquence, conformément à IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont dites ajustées. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises et où les loyers « core business » font l'objet d'une comptabilisation selon IFRS 16.

3.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

Définition des secteurs opérationnels

Mobilier Urbain

L'activité Mobilier Urbain couvre de manière générale les conventions publicitaires sur le domaine public signées avec les villes et collectivités locales. Elle comprend également les activités de publicité dans les centres commerciaux, ainsi que les locations de mobiliers, les ventes et locations de matériels, les travaux et entretiens divers, et autres prestations de services.

Transport

L'activité Transport couvre la publicité dans les moyens de transport tels que les aéroports, les métros, les bus, les tramways et les trains.

Affichage

L'activité Affichage couvre de manière générale la publicité sur le domaine privé, telle que l'affichage grand format traditionnel ou rétro-éclairé, l'affichage lumineux type néons et les bâches publicitaires.

Opérations entre les différents secteurs opérationnels

Les prix de transfert entre les secteurs opérationnels sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2019 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	1 688,2	1 636,4	565,6	3 890,2
Marge opérationnelle	452,3	265,9	74,1	792,2
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	219,3	166,8	-1,1	384,9
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	297,9	45,7	31,8	375,4

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 3 498,3 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 391,9 millions d'euros.

(2) Dont une dotation nette relative aux tests de perte de valeur de -0,3 million d'euros : 7,0 millions d'euros en Mobilier Urbain, -1,0 million d'euros en Transport et -6,4 millions d'euros en Affichage

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées (1)	Impact des coentreprises (2)	Impact IFRS 16 ⁽³⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	3 890,2	-402,5		3 487,6
Marge opérationnelle	792,2	-123,8	1 045,8	1 714,2
Résultat d'exploitation	384,9	-109,4	185,0	460,6
Investissements corporels et incorporels nets	375,4	-15,1		360,3

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +49,9 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -44,5 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

L'impact de -402,5 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -416,3 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et +13,8 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 3 487,6 millions d'euros.

L'impact de +1 045,8 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances core business des sociétés contrôlées. L'impact de +185,0 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +1 045,8 millions d'euros d'annulation des loyers et redevances dans la marge opérationnelle, -924,7 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +63,1 millions d'euros de plus et moins-values sur modifications de contrats, -17,4 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +18,3 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la requalification des provisions pour pertes à terminaison.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2018 retraité :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	1 587,6	1 517,0	513,9	3 618,5
Marge opérationnelle	413,7	218,4	68,0	700,1
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	197,2	141,5	13,9	352,6
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	230,7	43,0	12,7	286,4

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 3 261,3 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 357,2 millions d'euros.

(2) Dont une reprise nette relative aux tests de perte de valeur de 7,6 millions d'euros : -1,2 million d'euros en Mobilier Urbain, -0,2 million d'euros en Transport et 9,0 millions d'euros en Affichage

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées publiées	Impact IFRS 16 (1)	Données ajustées retraitées (2)	Impact des coentreprises (3)	Impact IFRS 16 ⁽⁴⁾	Données IFRS retraitées
Chiffre d'affaires	3 618,5		3 618,5	-437,1		3 181,4
Marge opérationnelle	655,1	45,0	700,1	-133,8	967,1	1 533,4
Résultat d'exploitation	347,4	5,2	352,6	-109,3	106,4	349,8
Investissements corporels et incorporels nets	286,4		286,4	-14,3		272,1

(1) Impact d'IFRS 16 sur les loyers non core business.

(2) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +45,0 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -39,8 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(3) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(4) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

L'impact de -437,1 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -449,7 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » – et +12,6 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 3 181,4 millions d'euros.

L'impact de +967,1 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances core business des sociétés contrôlées. L'impact de +106,4 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +967,1 millions d'euros d'annulation des loyers et redevances dans la marge opérationnelle, -864,2 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +0,8 million d'euros de plus et moins-values sur modifications de contrats, -19,4 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +22,2 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la requalification des provisions pour pertes à terminaison.

3.2. Information par zone géographique

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2019 :

<i>En millions d'euros</i>	Asie- Pacifique ⁽¹⁾	Europe ⁽²⁾	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord ⁽³⁾	Total
Chiffre d'affaires	1 105,0	997,9	618,8	450,2	382,1	336,1	3 890,2

(1) Principalement Chine et Australie.

(2) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche et Espagne.

(3) Principalement Etats-Unis.

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2018 :

<i>En millions d'euros</i>	Asie- Pacifique ⁽¹⁾	Europe ⁽²⁾	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord ⁽³⁾	Total
Chiffre d'affaires	957,3	960,7	602,6	438,0	369,0	290,9	3 618,5

(1) Principalement Chine et Australie.

(2) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche et Espagne.

(3) Principalement Etats-Unis.

Aucun client n'atteint le seuil de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

3.3. Autres informations

3.3.1. Actifs sectoriels non-courant

Les actifs sectoriels non courants par zone géographique sur la base des données IFRS se décomposent comme suit en 2019 :

<i>En millions d'euros</i>	Asie- Pacifique	Europe ⁽¹⁾	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord	Elimi- nation intercos	Total
Actifs sectoriels non courants ⁽²⁾	2 220,6	2 925,2	1 577,6	1 134,3	933,4	761,6	-1 385,1	8 167,6
Actifs sectoriels non affectés ⁽³⁾								123,8

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Hors impôts différés actif et hors instruments financiers dérivés.

(3) Goodwill liés à la publicité dans les Aéroports Monde non affectés par zone géographique : la couverture mondiale étant un facteur de succès pour cette activité tant au point de vue commercial que dans le cadre des renouvellements et des gains de contrats. Le test de perte de valeur s'inscrit dans cette même logique.

Les actifs sectoriels non courants par zone géographique sur la base des données IFRS se décomposent comme suit en 2018 Retraité :

<i>En millions d'euros</i>	Asie- Pacifique	Europe ⁽¹⁾	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord	Elimi- nation intercos	Total
Actifs sectoriels non courants ⁽²⁾	2 565,9	2 933,7	1 564,1	1 169,2	866,1	842,8	-1 422,3	8 519,5
Actifs sectoriels non affectés ⁽³⁾								123,6

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Hors impôts différés actif et hors instruments financiers dérivés.

(3) Goodwill liés à la publicité dans les Aéroports Monde non affectés par zone géographique : la couverture mondiale étant un facteur de succès pour cette activité tant au point de vue commercial que dans le cadre des renouvellements et des gains de contrats. Le test de perte de valeur s'inscrit dans cette même logique.

3.3.2. Cash-flow Disponible

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2019 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Impact IFRS 16 ⁽²⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	545,1	4,8	949,5	1 499,4
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-5,8	9,7	2,2	6,2
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	-375,4	15,1	0,0	-360,3
Cash-Flow Disponible	169,7	19,9	949,5	1 139,1

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2018 se décompose comme suit :

En millions d'euros	Données ajustées publiées	Impact IFRS16 ⁽¹⁾	Données ajustées Retraitées	Impact des coentreprises ⁽²⁾	Impact IFRS16 ⁽³⁾	Données IFRS Retraitées
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	436,8	-8,7	428,1	-36,1	849,1	1 241,1
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-75,3		-75,3	-9,1	-19,9	-104,3
Investissements corporels et incorporels nets ⁽⁴⁾	-286,4		-286,4	14,3		-272,1
Cash-Flow Disponible	150,4	-8,7	141,7	-21,8	849,1	969,0

(1) Remboursement de la dette relative aux contrats en cours à la date de transition qualifiés de location financement sous IAS 17.

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

4.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

4.1.1. Goodwill

Variations des exercices 2019 et 2018 en valeur nette comptable :

En millions d'euros	2019	2018
Valeur nette au 1er janvier retraité	1 939,0	1 341,3
Perte de valeur	-10,0	-1,4
Sorties	-0,1	-0,1
Variations de périmètre	-163,6	611,5
Conversion	13,6	-12,3
Valeur nette au 31 décembre	1 779,0	1 939,0

4.1.2. Autres immobilisations incorporelles

Variations de l'exercice 2019 en valeur brute et en valeur nette comptable :

En millions d'euros	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP ⁽¹⁾	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2019	81,1	836,9	29,0	947,0
Acquisitions / Augmentations	15,0	16,7	18,4	50,1
Sorties	-0,3	-9,9	-0,2	-10,5
Variations de périmètre				0,0
Conversion	-0,2	13,7	0,5	14,0
Reclassements ⁽²⁾	-0,1	35,5	8,4	43,8
Réaffectation du Goodwill		245,9		245,9
Valeur brute au 31 décembre 2019	95,5	1 138,8	56,1	1 290,4
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2019	-46,9	-490,1	-16,4	-553,4
Dotations	-7,9	-85,8	-0,8	-94,5
Perte de valeur		-0,3		-0,3
Sorties	0,3	9,9	0,2	10,5
Variations de périmètre				0,0
Conversion	0,1	-6,9	-0,4	-7,2
Reclassements ⁽²⁾	0,0	-16,1	-16,8	-32,9
Réaffectation du Goodwill				0,0
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2019	-54,4	-589,3	-34,2	-677,9
Valeur nette au 1er janvier 2019	34,2	346,8	12,6	393,6
Valeur nette au 31 décembre 2019	41,1	549,5	21,9	612,5

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2018 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP ⁽¹⁾	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2018	68,4	709,2	29,0	806,6
Acquisitions / Augmentations	13,1	14,3	13,5	40,9
Sorties	-0,1	-2,5	-0,5	-3,1
Variations de périmètre ⁽²⁾		90,2	0,1	90,3
Conversion	-0,3	-1,7	-0,1	-2,1
Reclassements ⁽³⁾		13,1	-13,0	0,1
Réaffectation du Goodwill		14,3		14,3
Valeur brute au 31 décembre 2018	81,1	836,9	29,0	947,0
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2018	-40,6	-447,8	-16,3	-504,7
Dotations	-6,5	-52,8	-0,2	-59,5
Perte de valeur		9,7		9,7
Sorties	0,1	2,4	0,1	2,6
Variations de périmètre ⁽²⁾				0,0
Conversion	0,1	-0,8	-0,2	-0,9
Reclassements ⁽³⁾		-0,8	0,2	-0,6
Réaffectation du Goodwill				0,0
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2018	-46,9	-490,1	-16,4	-553,4
Valeur nette au 1er janvier 2018	27,8	261,4	12,7	301,9
Valeur nette au 31 décembre 2018	34,2	346,8	12,6	393,6

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) Ces montants sont liés aux acquisitions et aux liquidations de sociétés sur la période.

(3) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

4.2. Immobilisations corporelles

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019		31/12/2018	
	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants nets	Montants nets Retraité
Terrains	19,8	-1,2	18,6	21,0
Constructions	96,0	-69,6	26,4	25,6
Installations techniques, matériels et outillages	3 212,8	-2 057,5	1 155,3	1 048,3
Matériel de transport	82,5	-48,3	34,2	34,4
Autres immobilisations corporelles	172,6	-128,5	44,1	46,7
En cours, avances et acomptes	116,0	0,0	116,0	98,1
Total	3 699,8	-2 305,1	1 394,7	1 274,0

Variations de l'exercice 2019 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2019 Retraité	22,3	94,5	3 081,4	358,7	3 556,8
- Dont coût de démontage			187,6		187,6
Acquisitions	0,0	2,4	178,8	185,6	366,8
- Dont coût de démontage			28,9		28,9
- Dont effet de changement de taux sur coût de démontage			9,1		9,1
Sorties	-1,9	-5,7	-230,0	-22,1	-259,7
- Dont coût de démontage			-23,7		-23,7
Variations de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reclassements ⁽¹⁾	-1,3	4,7	143,5	-153,5	-6,7
Réaffectation du Goodwill			15,1		15,1
Conversion	0,7	0,2	24,0	2,6	27,5
Valeur brute au 31 décembre 2019	19,8	96,0	3 212,8	371,1	3 699,8
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2019 Retraité	-1,3	-68,9	-2 033,1	-179,4	-2 282,7
- Dont coût de démontage			-108,0		-108,0
Dotations nettes des reprises	0,0	-2,9	-217,9	-16,0	-236,8
- Dont coût de démontage			-22,8		-22,8
Perte de valeur			-1,3	-0,4	-1,7
Sorties	0,1	4,9	217,8	21,2	244,0
- Dont coût de démontage			17,1		17,1
Variations de périmètre					0,0
Reclassements ⁽¹⁾		-2,5	-8,3	-1,0	-11,9
Réaffectation du Goodwill					0,0
Conversion	0,0	-0,2	-14,7	-1,0	-15,9
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2019	-1,2	-69,6	-2 057,5	-176,8	-2 305,1
Valeur nette au 1er janvier 2019 Retraité	21,0	25,6	1 048,3	179,3	1 274,0
Valeur nette au 31 décembre 2019	18,6	26,4	1 155,3	194,3	1 394,7

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Comptes consolidés
Annexes aux comptes consolidés

Variations de l'exercice 2018 retraité en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. & outill.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2018 Retraité	23,3	102,8	2 905,4	367,6	3 399,1
- Dont coût de démontage			169,3		169,3
Acquisitions		2,3	157,5	144,9	304,7
- Dont coût de démontage			35,6		35,6
- Dont effet de changement de taux sur coût de démontage					0,0
Sorties	-1,2	-11,7	-177,8	-25,6	-216,3
- Dont coût de démontage			-18,9		-18,9
Variations de périmètre			64,7	7,8	72,5
Reclassements	0,2	0,7	132,1	-136,5	-3,5
Réaffectation du Goodwill					0,0
Conversion		0,4	-0,5	0,4	0,3
Valeur brute au 31 décembre 2018 Retraité	22,3	94,5	3 081,4	358,7	3 556,8
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2018 Retraité	-1,2	-67,4	-2 009,2	-186,1	-2 263,9
- Dont coût de démontage			-98,1		-98,1
Dotations nettes des reprises		-4,2	-196,6	-17,0	-217,8
- Dont coût de démontage			-23,3		-23,3
Perte de valeur			-1,3		-1,3
Sorties	0,1	3,4	172,1	20,0	195,6
- Dont coût de démontage			15,1		15,1
Variations de périmètre			-0,2	0,3	0,1
Reclassements	-0,1	-0,6	1,4	2,8	3,5
Réaffectation du Goodwill					0,0
Conversion	-0,1	-0,1	0,7	0,6	1,1
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2018 Retraité	-1,3	-68,9	-2 033,1	-179,4	-2 282,7
Valeur nette au 1er janvier 2018 Retraité	22,1	35,4	896,2	181,5	1 135,3
Valeur nette au 31 décembre 2018 Retraité	21,0	25,6	1 048,3	179,3	1 274,0

4.3. Droits d'utilisation

31/12/2018
Retraité

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019			
	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants nets	Montants nets
Droits d'utilisation d'emplacements publicitaires loués	7 982,5	-4 195,7	3 786,8	4 336,4
Droits d'utilisation de biens immobiliers loués	331,4	-190,7	140,7	133,9
Droits d'utilisation de véhicules loués	28,8	-11,4	17,4	8,5
Droits d'utilisation d'autres biens loués	51,6	-37,9	13,7	19,1
Total	8 394,3	-4 435,7	3 958,5	4 498,1

Variations de l'exercice 2019 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Droits d'utilisation d'emplacements publicitaires loués	Droits d'utilisation de biens immobiliers loués	Droits d'utilisation de véhicules loués	Droits d'utilisation d'autres biens loués	Total
Valeur brute au 1er janvier 2019 Retraité	8 094,6	301,4	19,9	58,3	8 474,3
Augmentations	646,6	45,0	14,7	3,4	709,7
Diminutions	-917,4	-19,1	-5,9	-10,6	-952,9
Variations de périmètre	2,2	2,0			4,3
Reclassements	16,6	-1,5	0,0	0,2	15,2
Conversion	139,7	3,5	0,1	0,4	143,8
Valeur brute au 31 décembre 2019	7 982,5	331,4	28,8	51,6	8 394,3
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2019 Retraité	-3 758,2	-167,5	-11,3	-39,2	-3 976,3
Dotations nettes des reprises	-907,4	-35,3	-5,8	-8,5	-957,0
Diminutions	553,8	12,1	5,8	10,0	581,7
Variations de périmètre					0,0
Reclassements	-13,7	1,4	0,0	0,0	-12,3
Conversion	-70,1	-1,4	-0,1	-0,2	-71,8
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2019	-4 195,7	-190,7	-11,4	-37,9	-4 435,7
Valeur nette au 1er janvier 2019 Retraité	4 336,4	133,9	8,5	19,1	4 498,1
Valeur nette au 31 décembre 2019	3 786,8	140,7	17,4	13,7	3 958,5

4.4. Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation

Les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation se réfèrent aux groupements d'UGT suivants :

	31/12/2019			31/12/2018 retraité		
	Goodwill ⁽¹⁾	Actifs corporels / incorporels / Droits d'utilisation ⁽²⁾	Total	Goodwill ⁽¹⁾	Actifs corporels / incorporels / Droits d'utilisation ⁽²⁾	Total
<i>En millions d'euros</i>						
Mobilier Urbain Europe (hors France et Royaume-Uni)	389,0	282,0	671,0	389,1	260,5	649,6
Pacifique	340,0	403,1	743,0	594,5	165,2	759,7
Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni)	155,3	39,0	194,3	141,4	47,9	189,4
Affichage Royaume-Uni	149,3	50,8	200,1	142,3	49,5	191,7
Aéroports Monde	123,8	-58,3	65,5	123,6	-114,0	9,6
Affichage France	115,4	-11,7	103,7	115,4	-8,9	106,5
Mobilier Urbain France	86,4	381,9	468,3	86,4	301,1	387,5
Affichage Reste du monde	72,8	122,7	195,5	82,5	120,0	202,5
Mobilier Urbain Royaume-Uni	57,8	21,7	79,5	57,2	16,3	73,5
Autres	192,9	129,0	321,9	191,6	133,8	325,4
Total	1 682,7	1 360,1	3 042,8	1 924,0	971,5	2 895,5

Ce tableau prend en compte les pertes de valeur constatées sur les immobilisations corporelles et incorporelles, les droits d'utilisation et les goodwill.

- (1) Les goodwill sont présentés nets des impôts différés passif nets liés aux contrats et aux provisions pour perte à terminaison déduites du droit d'utilisation reconnu dans le cadre du regroupement d'entreprises, d'un montant de respectivement 96,3 millions d'euros et 15,1 millions d'euros au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.
- (2) Les actifs incorporels et corporels et les droits d'utilisation sont présentés nets des provisions pour perte à terminaison, d'un montant de respectivement 9,1 millions d'euros et 7,8 millions d'euros au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, et sont également présentés diminués des dettes locatives, d'un montant de respectivement 4 596,5 millions d'euros et 5 186,1 millions d'euros au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

Les tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2019 ont conduit à constater en résultat d'exploitation une dotation nette de perte de valeur globale de -2,0 millions d'euros sur les immobilisations incorporelles et corporelles, une reprise nette de provision pour perte à terminaison de +1,0 million d'euros, ainsi qu'une perte de valeur des goodwill pour -10,0 millions d'euros.

Les tests de perte de valeur sur les goodwill et les immobilisations corporelles et incorporelles ont un impact négatif de -10,0 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe (contre +2,2 millions d'euros en 2018).

Le taux d'actualisation, le taux de marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini pour les projections de l'activité Affichage sont considérés comme les hypothèses-clés retenues par le Groupe dans le cadre des tests de perte de valeur.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 6,0 % à 17,0 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 6,0 % en 2019 (comme en 2018), est utilisé notamment en Europe Occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie et Irlande), Amérique du Nord, Japon, Singapour, Corée du Sud et Australie, où le Groupe réalise 60,5% de son chiffre d'affaires ajusté. Le taux d'actualisation moyen du Groupe ressort à 7,8 % en 2019.

Les tests de sensibilité dont les résultats sont présentés ci-dessous ont été réalisés au niveau de chaque business plan de chaque UGT. Lorsqu'une région abrite plusieurs UGT, le test est mené sur chacune des UGT composant la région en question.

- Sur la France, le Royaume-Uni, l'Europe (hors France et Royaume-Uni), l'Asie et le Pacifique, trois tests de sensibilité ont été réalisés :
 - d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 50 points de base sur toutes les activités ;
 - d'autre part en diminuant de 50 points de base le taux de marge opérationnelle sur toutes les activités ;
 - et enfin en diminuant de 50 points de base le taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage ;
- Sur la zone géographique Reste du Monde, où figurent les pays exposés à une plus forte volatilité économique et politique, trois tests de sensibilité ont été réalisés :
 - d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 200 points de base sur toutes les activités ;
 - d'autre part, en diminuant de 200 points de base le taux de marge opérationnelle sur toutes les activités ;

- o et enfin en diminuant de 200 points de base le taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage.

Pour ce qui concerne les tests sur l'UGT aéroport, le test est effectué au niveau mondial.

Les résultats indiqués ci-après résultent de l'agrégation des tests réalisés sur chaque business plan.

Les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation pour les zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni), Asie et Pacifique n'entraînerait pas de perte de valeur sur les goodwill de ces zones géographiques ;
- qu'une augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation sur la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur additionnelle de 22,1 millions d'euros sur les actifs et goodwill de l'activité Affichage ;
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de marge opérationnelle pour les zones France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni), Asie et Pacifique, n'entraînerait pas de perte de valeur sur les goodwill de ces zones géographiques ;
- qu'une diminution de 200 points de base du taux de marge opérationnelle sur la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur additionnelle de 9,4 millions d'euros sur les actifs et goodwill de l'activité Affichage ;
- qu'une diminution du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie de 50 points de base pour les zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni), Asie et Pacifique entraînerait une perte de valeur de 14,1 millions d'euros sur les actifs et goodwill de l'activité Affichage ;
- qu'une diminution du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie de 200 points de base pour la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur de 17,4 millions d'euros sur les actifs et goodwill de l'activité Affichage.

4.5. Titres mis en équivalence et tests de perte de valeur

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018 Retraité
Coentreprises	266,8	259,6
Entreprises associées	185,5	184,0
Total ⁽¹⁾	452,3	443,6

(1) Dont 48,9 millions d'euros relatifs à la zone Reste du Monde au 31 décembre 2019 contre 49,6 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées sont données en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités » et figurent au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 11 « Informations sur les entreprises associées ».

En 2019, une reprise de perte de valeur a été constatée sur les coentreprises pour un montant de 8,7 millions d'euros. En 2018, aucune perte de valeur n'a été constatée.

Sur les sociétés mises en équivalence et appartenant aux zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni), Asie et Pacifique, les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation n'entraînerait pas de perte de valeur sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de marge opérationnelle n'entraînerait pas de perte de valeur sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage n'entraînerait pas de perte de valeur sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence pour lesquelles les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la base d'une projection à l'infini.

Sur les sociétés mises en équivalence et appartenant à la zone géographique Reste du Monde, les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation n'entraînerait pas de perte de valeur sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 200 points de base du taux de marge opérationnelle n'entraînerait pas de perte de valeur sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 200 points de base du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie n'entraînerait pas de perte de valeur sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence pour lesquelles les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la base d'une projection à l'infini.

4.6. Autres actifs financiers (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018 Retraité
Investissements financiers	0,9	0,5
Prêts	33,3	36,7
Créances rattachées à des participations	2,0	0,7
Autres immobilisations financières	44,2	67,7
Total	80,3	105,6

La diminution des autres actifs financiers de 25,3 millions d'euros au 31 décembre 2019 concerne principalement la libération du compte séquestre en Belgique dans le cadre de l'acquisition de PubliROUTE finalisée en 2019.

L'échéance des autres actifs financiers (hors investissements financiers) se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018 Retraité
≤ 1 an	4,5	30,2
> 1 an & ≤ 5 ans	58,6	62,6
> 5 ans	16,2	12,2
Total	79,4	105,0

4.7. Autres créances (non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018 Retraité
Charges constatées d'avance	11,3	12,5
Créances diverses	7,2	7,2
Total Brut des Autres créances (non courant)	18,5	19,7
Dépréciation des créances diverses	-1,4	-1,4
Total Dépréciation des Autres créances (non courant)	-1,4	-1,4
Total	17,1	18,3

4.8. Stocks

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018 Retraité
Valeur brute des stocks	205,4	186,7
<i>Matières premières, approv. & marchandises</i>	155,2	123,5
<i>Produits intermédiaires et finis</i>	50,2	63,2
Dépréciation	-30,3	-27,3
<i>Matières premières, approv. & marchandises</i>	-21,8	-19,9
<i>Produits intermédiaires et finis</i>	-8,6	-7,4
Total	175,1	159,4

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage.

Au 31 décembre 2019, la France contribue à hauteur de 73,8 millions d'euros à la valeur brute totale, dont 60 % de stocks de chantiers en cours et 40 % de stocks de maintenance.

L'augmentation des stocks au 31 décembre 2019 de 15,7 millions d'euros est principalement liée aux projets de digitalisation du mobilier urbain.

4.9. Clients et autres débiteurs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018 Retraité
Créances clients	848,8	862,3
Créances diverses	17,7	15,8
Autres créances d'exploitation	23,3	27,2
Créances fiscales diverses	93,3	69,5
Créances sur cession d'immobilisations et subventions d'équipement à recevoir	0,4	0,3
Avances et acomptes versés	4,8	9,8
Charges constatées d'avance	67,3	49,6
Total Brut des Clients et autres débiteurs	1 055,6	1 034,5
Dépréciation des créances clients	-32,3	-31,5
Dépréciation des créances diverses	-1,7	-1,9
Dépréciation des autres créances d'exploitation	-0,1	-0,1
Total Dépréciation des Créances clients et autres débiteurs	-34,1	-33,5
Total	1 021,5	1 001,0

L'augmentation des créances clients et autres débiteurs au 31 décembre 2019 de 20,5 millions d'euros est principalement liée à l'effet de change pour 17,1 millions d'euros et aux variations de périmètre pour 16,6 millions d'euros, en partie neutralisés par les flux liés à l'activité pour -10,0 millions d'euros et des reclassements pour -2,7 millions d'euros.

Le solde des créances clients échues et non provisionnées est de 305,2 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 330,7 millions d'euros au 31 décembre 2018. 7,0 % des créances clients non provisionnées sont échues de plus de 90 jours au 31 décembre 2019, contre 8,0 % au 31 décembre 2018. Ces créances sont essentiellement détenues envers des agences médias ou des groupes internationaux qui ne présentent pas de risques de recouvrement.

4.10. Trésorerie gérée

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018 Retraité
Trésorerie	136,0	97,8
Equivalents de trésorerie	13,9	14,5
Total Trésorerie et Equivalents de trésorerie	149,8	112,3
Actifs financiers de trésorerie	83,5	81,2
Total Trésorerie gérée	233,3	193,5

Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 11,2 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 31 décembre 2019, contre 8,6 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Les actifs financiers de trésorerie au 31 décembre 2019 sont constitués de 45,2 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 44,7 millions d'euros au 31 décembre 2018) et de 38,3 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe (contre 36,5 millions d'euros au 31 décembre 2018). Ces actifs financiers de trésorerie ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

4.11. Impôts différés nets

4.11.1. Impôts différés comptabilisés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018 Retraité
Immobilisations corporelles et incorporelles et provisions pour pertes à terminaison	-173,0	-92,4
Reports déficitaires	24,2	28,6
Provisions pour démontage	23,0	22,8
Provisions pour retraites et avantages assimilés	23,7	23,2
Contrats de location IFRS16	69,4	79,7
Autres	23,3	11,7
Total	-9,4	73,5

La baisse de 82,9 millions d'euros des impôts différés actif nets des impôts différés passif s'explique principalement par une hausse des impôts différés passif sur les immobilisations incorporelles et corporelles en lien avec l'affectation du goodwill du groupe APN Outdoor en 2019 pour -82,1 M€.

4.11.2. Variation des impôts différés nets

Au 31 décembre 2019, les variations d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018 Retraité	Charge nette	Reclassements	ID constatés sur écarts actuariels	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2019
Impôts différés actif	137,6	-14,1	-3,2	0,4	2,4	-0,3	122,7
Impôts différés passif	-64,0	9,6	3,2	2,0	-1,6	-81,3	-132,1
Total	73,5	-4,5	0,0	2,4	0,9	-81,7	-9,4

Au 31 décembre 2018, les variations d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	01/01/2018 Retraité	Charge nette	Reclassements	ID constatés sur écarts actuariels	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2018 Retraité
Impôts différés actif	114,0	18,7	-2,6	-0,1	2,2	5,4	137,6
Impôts différés passif	-53,0	10,4	2,6	0,0	-1,4	-22,6	-64,0
Total	61,0	29,1	0,0	-0,1	0,8	-17,3	73,5

4.11.3. Impôts différés actif sur reports déficitaires non reconnus

Au 31 décembre 2019, le montant des impôts différés actif liés à des reports déficitaires non reconnus s'élève à 103,2 millions d'euros, contre 92,0 millions d'euros au 31 décembre 2018.

4.12. Capitaux propres

Composition du capital

Au 31 décembre 2019, le capital s'établit à 3 245 684,82 euros, divisé en 212 902 810 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2019 et au 31 décembre 2019 :

Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier 2019	212 810 350
Émission d'actions à la suite des levées d'options	92 460
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2019	212 902 810

Le Groupe détient 24 373 actions propres au 31 décembre 2019.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites ou de plan de stock-options en 2019.

La charge relative à tous les plans en cours s'élève à 0,2 million d'euros en 2019.

L'Assemblée Générale du 16 mai 2019 a décidé le versement d'un dividende de 0,58 euros pour chacune des 212 810 350 actions composant le capital social au 31 décembre 2018.

Les intérêts des participations ne donnant pas le contrôle ne représentent pas une part significative des états financiers consolidés du Groupe au cours des exercices 2018 et 2019.

4.13. Provisions

Les provisions se décomposent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018 Retraité	Dotations	Actuali- sation (1)	Reprises		Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Reclas- sements	Conver- sion	Variations de périmètre	31/12/2019
				Consommées	Non consommées					
Provisions pour démontage	242,6	28,9	12,7	-18,6	-11,8			2,3		256,1
Provisions pour retraites et avantages assimilés	88,3	5,4	1,7	-5,9	0,0	13,1		0,9	0,1	103,6
Provisions pour risques et litiges	55,7	11,9		-4,8	-13,4		-0,3	0,6		49,5
Provisions pour pertes à terminaison	7,8	4,5		-3,5	0,0		0,3			9,1
Total	394,4	50,7	14,4	-32,9	-25,1	13,1	0,0	3,7	0,1	418,4

(1) Dont 9,1 millions d'euros constatés en contrepartie des immobilisations corporelles.

4.13.1. Provisions pour démontage

Les provisions sont principalement constituées des provisions pour démontage concernant les supports publicitaires dans les activités Mobilier Urbain et Transport. Elles sont déterminées à l'issue de chaque exercice en fonction du parc et du coût unitaire de démontage (main d'œuvre, coût de la destruction et de la réfection des sols). Au 31 décembre 2019, la durée résiduelle moyenne des contrats qui constitue la base de calcul de la provision pour démontage est de 8,3 ans.

Les taux étant individualisés pour chaque pays depuis l'exercice 2019, un taux d'actualisation moyen pondéré a été calculé en fonction de la provision démontage par pays pour l'analyse de sensibilité. Au 31 décembre 2019, l'analyse de sensibilité se fait à partir de ce taux moyen pondéré des provisions pour démontage, établi à 0,71%, contre le taux générique de 1,50% au 31 décembre 2018. Ainsi, l'utilisation d'un taux d'actualisation à 0,21%, soit 50 points de base en-deçà du taux moyen pondéré, aurait conduit à une provision complémentaire de l'ordre de 10,8 millions d'euros.

Au 31 décembre 2019, le reversement des provisions pour démontage à un horizon inférieur ou égal à 5 ans s'élève à 118,2 millions d'euros ; il est de 90,7 millions d'euros à un horizon supérieur à 5 ans et inférieur ou égal à 10 ans et de 47,2 millions d'euros au-delà de 10 ans.

4.13.2. Provisions pour retraites et avantages assimilés**4.13.2.1. Caractéristiques des plans à prestations définies**

Les engagements à prestations définies du Groupe vis-à-vis du personnel sont principalement constitués d'engagements de retraite (indemnités conventionnelles de départs et prestations de retraites, retraites complémentaires dont bénéficient les cadres dirigeants de certaines filiales du Groupe) et d'autres avantages à long terme versés pendant la durée de l'emploi tels que les médailles du travail ou jubilé.

Les engagements du Groupe concernent principalement la France, le Royaume-Uni et l'Autriche.

En France, les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la convention nationale de la Publicité. Une partie de l'engagement est couvert par les cotisations versées à un fonds externe par les sociétés françaises du Groupe JCDecaux.

Au Royaume-Uni, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension dont bénéficiait un certain nombre de salariés de la société JCDecaux UK Ltd. En décembre 2002, les droits acquis au titre de ce régime ont été gelés.

En Autriche, les engagements sont principalement constitués d'indemnités légales de départ.

4.13.2.2. Informations financières

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

	2019	2018
Taux d'actualisation ⁽¹⁾		
Zone Euro	0,80 %	1,75 %
Royaume-Uni	1,95 %	2,80 %
Taux de revalorisation de salaires		
Zone Euro	1,98 %	1,90 %
Royaume-Uni ⁽²⁾	NA	NA
Taux d'inflation		
Zone Euro	1,75 %	1,75 %
Royaume-Uni	2,05 %	2,40 %

(1) Les taux d'actualisation sur les zones Euro et Royaume-Uni sont issus des données Iboxx et sont déterminés sur la base du taux de rendement d'obligations émises par des entreprises privées de première qualité (notées AA).

(2) Le plan UK étant gelé, pas de prise en compte de revalorisation de salaires.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante au en 2019 :

En millions d'euros	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Évolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	20,3	119,9	7,7	147,9
Coût des services rendus	1,2	3,4	0,7	5,2
Charge d'intérêt	0,4	2,6	0,2	3,2
Acquisitions / cessions de régimes	0,0	0,3	0,0	0,3
Modifications / réductions de régimes		-0,9		-0,9
Ecart actuariels ⁽¹⁾	3,4	12,4	0,0	15,8
Cotisations salariés		0,2		0,2
Prestations payées	-0,7	-3,0	-0,7	-4,4
Conversion	0,2	3,0	0,0	3,2
Dette actuarielle à la clôture	24,8	137,9	7,8	170,5
<i>dont France</i>	<i>17,0</i>	<i>59,9</i>	<i>4,1</i>	<i>81,0</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>7,8</i>	<i>78,0</i>	<i>3,7</i>	<i>89,5</i>
Évolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		59,8		59,8
Produit d'intérêt		1,5		1,5
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		2,2		2,2
Acquisitions / cessions de régimes		0,2		0,2
Contributions employeur		3,6		3,6
Contributions employés		0,2		0,2
Prestations payées		-3,0		-3,0
Conversion		2,3		2,3
Actifs à la clôture		66,9		66,9
<i>dont France</i>		<i>7,4</i>		<i>7,4</i>
<i>dont autres pays ⁽²⁾</i>		<i>59,5</i>		<i>59,5</i>
Provisions				
Couverture financière	24,8	71,0	7,8	103,6
Plafonnement des actifs				0,0
Provisions à la clôture	24,8	71,0	7,8	103,6
<i>dont France</i>	<i>17,0</i>	<i>52,5</i>	<i>4,1</i>	<i>73,6</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>7,8</i>	<i>18,5</i>	<i>3,7</i>	<i>30,0</i>
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,4	2,6	0,2	3,2
Produit d'intérêt		-1,5		-1,5
Modifications / réductions de régimes		-0,9		-0,9
Coût des services rendus	1,2	3,4	0,7	5,2
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			0,2	0,2
Charge de l'exercice	1,5	3,6	1,1	6,2
<i>dont France</i>	<i>1,1</i>	<i>2,8</i>	<i>0,2</i>	<i>4,1</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>2,1</i>

(1) Dont -0,4 million d'euros liés aux écarts d'expérience, 16,3 millions d'euros liés aux hypothèses financières et -0,1 million d'euros liés aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

La dette actuarielle du Groupe au 31 décembre 2019 s'élève à 170,5 millions d'euros et est principalement située dans trois pays : France (48 % de la dette actuarielle totale), Royaume-Uni (36 %) et Autriche (5 %).

Les évaluations ont été effectuées par un actuaire indépendant qui a également réalisé des tests de sensibilité pour chacun des plans.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une diminution de 50 points de base du taux d'actualisation aurait un impact à la hausse de 11,1 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux de revalorisation des salaires aurait un impact à la hausse de 5,4 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux d'inflation aurait un impact à la hausse de 1,8 million d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle.

Les variations observées dans le cadre de ces tests de sensibilité ne remettent pas en cause les taux retenus dans le cadre de l'établissement des comptes, taux jugés les plus proches du marché.

Les mouvements nets des provisions pour retraites et avantages assimilés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018
Au 1er janvier	88,3	85,7
Charge de l'exercice	6,2	6,0
Ecart de conversion	0,9	0,0
Cotisations versées	-3,6	-4,6
Prestations payées	-1,4	-1,7
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	13,1	2,1
Autres	0,1	0,8
Au 31 décembre	103,6	88,3
Dont comptabilisé :		
- en résultat d'exploitation	0,4	1,6
- en résultat financier	-1,7	-1,3
- en autres éléments du résultat global	-13,1	-2,1

La décomposition des actifs des régimes couverts est la suivante :

	31/12/2019		31/12/2018	
	En M€	En %	En M€	En %
Actions	22,5	34%	20,8	35%
Obligations d'état	27,3	41%	23,9	40%
Obligations d'entreprises	2,3	3%	2,8	5%
Immobilier	2,9	4%	2,7	4%
Contrats d'assurance	9,6	14%	9,2	15%
Autres	2,3	3%	0,4	1%
Total	66,9	100%	59,8	100%

Les actifs de couverture sont des actifs cotés en dehors de l'immobilier qui est non coté.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante en 2018 :

En millions d'euros	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Évolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	18,4	119,8	7,7	145,9
Coût des services rendus	1,4	3,5	0,7	5,6
Charge d'intérêt	0,3	2,2	0,1	2,6
Acquisitions / cessions de régimes	0,7		0,1	0,8
Liquidations de régimes	-0,6			-0,6
Ecart actuariel ⁽¹⁾	1,3	-1,0	-0,4	-0,1
Cotisations salariés		0,2		0,2
Prestations payées	-1,2	-4,5	-0,5	-6,2
Conversion		-0,3		-0,3
Dette actuarielle à la clôture	20,3	119,9	7,7	147,9
dont France	12,7	55,2	4,4	72,3
dont autres pays	7,6	64,7	3,3	75,6
Évolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		60,2		60,2
Produit d'intérêt		1,3		1,3
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		-1,7		-1,7
Contributions employeur		4,6		4,6
Contributions employés		0,2		0,2
Prestations payées		-4,5		-4,5
Conversion		-0,3		-0,3
Actifs à la clôture		59,8		59,8
dont France		7,4		7,4
dont autres pays ⁽²⁾		52,4		52,4
Provisions				
Couverture financière	20,3	60,1	7,7	88,1
Plafonnement des actifs		0,2		0,2
Provisions à la clôture	20,3	60,3	7,7	88,3
dont France	12,7	47,8	4,4	64,9
dont autres pays	7,6	12,5	3,3	23,4
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,3	2,2	0,1	2,6
Produit d'intérêt		-1,3		-1,3
Coût des services rendus	1,4	3,5	0,7	5,6
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			-0,3	-0,3
Liquidations de régimes	-0,6			-0,6
Charge de l'exercice	1,1	4,4	0,5	6,0
dont France	0,9	3,4	0,1	4,4
dont autres pays	0,2	1,0	0,4	1,6

(1) Dont 2,6 millions d'euros liés aux écarts d'expérience, -5,4 millions d'euros liés aux hypothèses financières et 2,7 millions d'euros liés aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

4.13.2.3. Informations sur les flux futurs

Le Groupe prévoit de verser en 2020 des cotisations aux fonds de couverture pour 2,3 millions d'euros.

La durée moyenne pondérée est de respectivement 11 ans et 18 ans pour la zone Euro et au Royaume-Uni.

Le régime de retraite de JCDecaux UK Ltd au Royaume-Uni est un régime fermé depuis décembre 2002. Il ne reste aujourd'hui que des différés ou des retraités dans ce régime. Des évaluations "Funding" sont menées tous les 3 ans afin de définir le niveau de déficit du régime en accord avec les Trustees et l'employeur conformément à la réglementation. Un calendrier de cotisations est défini jusqu'en 2028.

4.13.2.4. Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées au titre des régimes à cotisations définies représentent 29,6 millions d'euros en 2019 contre 36,0 millions d'euros en 2018.

4.13.2.5. Régimes multi-employeurs

Le Groupe participe à trois plans multi-employeurs à prestations définies couverts par des actifs en Suède (ITP Plan). Une évaluation est faite selon les normes locales chaque année. A ce jour, il n'est pas possible de déterminer de façon isolée la dette actuarielle de la société JCDecaux Sverige AB. Au 31 décembre 2018, les trois plans étaient en perte pour un montant total de -1 381,0 millions d'euros, au niveau national, selon les évaluations locales propres à ces engagements. La charge reconnue dans les comptes consolidés du Groupe au titre de ces trois plans est égale aux cotisations versées sur l'année 2019, soit 0,6 million d'euros. Le niveau des cotisations des trois plans sera stable en 2020.

Le Groupe participe également à cinq plans multi-employeurs aux Etats-Unis. JCDecaux ne dispose pas d'informations suffisantes relatives aux actifs et obligations de ces plans, au montant des gains et pertes actuariels, au coût des services rendus et coût financier, informations nécessaires pour comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies. Ainsi, ils sont comptabilisés selon les modalités prévues pour les régimes à cotisations définies. La contribution annuelle du Groupe au titre de ces régimes multi-employeurs aux Etats-Unis s'élève à 0,5 million d'euros.

4.13.3. Provisions pour risques et litiges

Les provisions pour risques et litiges représentent un montant de 49,5 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 55,7 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Le Groupe JCDecaux est partie à plusieurs litiges relatifs aux modalités de mise en œuvre de certains de ses contrats avec ses concédants et à ses relations avec les fournisseurs. Par ailleurs, la particularité de son activité (contrats avec des autorités publiques) peut générer des procédures contentieuses spécifiques. Le Groupe JCDecaux est ainsi partie à des litiges concernant l'attribution ou la résiliation de contrats de mobilier urbain, transport et d'affichage, ainsi que des litiges fiscaux. Par ailleurs, dans le cadre de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent faire l'objet, d'actions/enquêtes des juridictions/autorités nationales de la concurrence. Certaines sont d'ailleurs en cours et ne devraient pas engendrer de conséquences financières défavorables significatives pour le Groupe.

La Direction Juridique du Groupe recense l'ensemble des risques et des litiges (nature, montants, procédure, niveau de risque), en fait un suivi régulier et croise ces informations avec celles détenues par la Direction Financière. Le montant des provisions constituées pour ces risques et litiges résulte d'une analyse au cas par cas, en fonction des positions des plaignants, de l'appréciation des conseils juridiques du Groupe et des éventuels jugements prononcés.

4.13.4. Actifs et passifs éventuels

Après analyse des risques, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constater de provision sur certains risques relatifs à des procédures en cours sur des litiges ou des enquêtes des autorités de la concurrence, des risques de nature fiscale ou relatifs à des modalités de mise en œuvre ou d'attribution de contrats.

Sauf exception, aucune provision pour démontage n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe concernant les panneaux de l'activité Affichage. En effet le Groupe considère que l'obligation de démontage dans l'activité Affichage répond à la définition d'un passif éventuel car soit l'obligation est peu probable, soit elle ne peut être chiffrée de manière fiable du fait de l'incertitude de la date de démontage probable qui conditionne les effets d'actualisation. Pour les panneaux qui s'apparentent à du mobilier urbain, les écrans digitaux grand format et pour les installations publicitaires les plus spectaculaires, dont le coût de démontage unitaire est plus significatif que pour les panneaux d'affichage traditionnels, ainsi que pour les programmes de démontage de panneaux pour lesquels il existe une forte probabilité de démontage à court terme, à notre initiative, le Groupe a estimé le coût global de démontage en valeur non actualisée à 16,7 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 21,0 millions d'euros au 31 décembre 2018. Dans certains cas exceptionnels où une obligation de démontage à court terme est bien identifiée, le Groupe peut être amené à comptabiliser une provision pour démontage concernant les panneaux de l'activité Affichage.

4.14. Dette financière

En millions d'euros	31/12/2019			31/12/2018 Retraité		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan (1)	595,7	753,1	1 348,8	289,6	1 062,9	1 352,5
Instruments financiers dérivés actifs	-1,1	-0,1	-1,2	-4,9		-4,9
Instruments financiers dérivés passifs	3,3	0,0	3,3	1,3	0,2	1,5
Instruments financiers dérivés de couverture (2)	2,2	-0,1	2,2	-3,6	0,2	-3,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)	149,8	0,0	149,8	112,3		112,3
Concours bancaires	-7,4	0,0	-7,4	-24,3		-24,3
Trésorerie nette (3)	142,4	0,0	142,4	88,0	0,0	88,0
Actifs financiers de trésorerie (**)	83,5	0,0	83,5	81,2	0,0	81,2
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires) (5)=(1)+(2)-(3)-(4)	372,0	753,0	1 125,0	116,8	1 063,1	1 179,9

(*) Au 31 décembre 2019, le Groupe dispose de 149,8 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (contre 112,3 millions d'euros au 31 décembre 2018) et 83,5 millions d'euros d'actifs financiers de trésorerie (contre 81,2 millions d'euros au 31 décembre 2018). Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 11,2 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 31 décembre 2019, contre 8,6 millions d'euros au 31 décembre 2018.

(**) Les actifs financiers de trésorerie au 31 décembre 2019 sont constitués de 45,2 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 44,7 millions d'euros au 31 décembre 2018) et de 38,3 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe (contre 36,5 millions d'euros au 31 décembre 2018). Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

Les dettes sur engagements de rachat de minoritaires font l'objet d'un enregistrement séparé et ne sont donc pas incluses dans la dette financière. Elles sont détaillées au paragraphe 4.15 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

Les instruments financiers de couverture sont détaillés au paragraphe 4.17 « Instruments financiers ».

La réconciliation de la variation de la dette financière brute au bilan avec les montants du tableau des flux de trésorerie est détaillée au paragraphe 6.4 « Réconciliation des flux de trésorerie avec la variation de la dette financière brute ».

Les analyses de la dette réalisées ci-après sont menées sur la base de la dette financière économique qui est égale à la dette financière brute au bilan, ajustée de l'impact du coût amorti :

En millions d'euros	31/12/2019			31/12/2018 Retraité		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	595,7	753,1	1 348,8	289,6	1 062,9	1 352,5
Impact du coût amorti	1,1	3,2	4,3	1,2	3,2	4,4
Dette financière économique	596,7	756,3	1 353,0	290,8	1 066,1	1 356,9

La dette financière économique se décompose de la façon suivante :

En millions d'euros	31/12/2019			31/12/2018 Retraité		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Emprunts obligataires	300,0	750,0	1 050,0		1 050,0	1 050,0
Billets de trésorerie (NEU/CP)	180,0		180,0	220,0		220,0
Emprunts auprès des établissements de crédit	72,0	1,7	73,7	36,4	10,3	46,7
Emprunts divers	39,9	4,6	44,5	29,6	5,8	35,4
Intérêts courus	4,8	0,0	4,8	4,8	0,0	4,8
Dette financière économique	596,7	756,3	1 353,0	290,8	1 066,1	1 356,9

Au 31 décembre 2019, la dette financière du Groupe comprend principalement :

- des emprunts obligataires portés par JCDecaux SA :
 - 750 millions d'euros émis en juin 2016 à échéance juin 2023
 - 300 millions d'euros émis en octobre 2018 à échéance octobre 2020. Cette échéance est sécurisée par la ligne de crédit revolving confirmée de 825,0 millions d'euros à échéance juillet 2024 détaillée ci-après.
- des billets de trésorerie pour 180 millions d'euros émis par JCDecaux SA dans le cadre de son programme de Negotiable European Commercial Paper (NEU CP) d'un montant maximum de 500 millions d'euros.

La dette financière du Groupe comprend également :

- des emprunts bancaires portés par les filiales de JCDecaux SA pour 73,7 millions d'euros ;
- des emprunts divers pour 44,5 millions d'euros dont principalement des emprunts de JCDecaux SA et ses filiales auprès des coentreprises du Groupe ;
- des intérêts courus pour 4,8 millions d'euros.

Le taux d'intérêt effectif moyen des dettes de JCDecaux SA est d'environ 0,5 % au cours de l'exercice 2019.

Au 31 décembre 2019, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825,0 millions d'euros, comprenant une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même (swingline). En date du 2 juillet 2019, JCDecaux SA a signé un avenant à cette ligne de crédit revolving modifiant notamment la marge applicable et la maturité. La marge est ainsi calculée en fonction de la notation financière de JCDecaux SA et non plus en fonction du ratio dette nette / marge opérationnelle. De plus, la maturité de la ligne a été étendue à juillet 2024 avec deux extensions possibles d'un an.

En cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), la ligne de crédit revolving impose le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 9 septembre 2019, et celle de Standard and Poor's du 5 septembre 2018), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Echéance des dettes financières (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018 Retraité
Échéance à moins d'un an	596,7	290,8
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	756,3	1 064,8
Échéance à plus de 5 ans	-	1,3
Total	1 353,0	1 356,9

Ventilation des dettes financières par devise après couvertures de change

	31/12/2019		31/12/2018 Retraité	
	En M€	En %	En M€	En %
Euro	996,4	74%	967,4	71%
Dollar australien	192,9	14%	166,8	12%
Dollar américain	155,7	12%	169,2	12%
Yuan chinois	80,7	6%	66,5	5%
Livre sterling	51,4	4%	37,5	3%
Yen japonais	25,7	2%	17,8	1%
Baht thaïlandais ⁽¹⁾	-10,1	-1%	0,0	0%
Rand sud-africain ⁽¹⁾	-16,8	-1%	16,0	1%
Dirham des Emirats Arabes Unis ⁽¹⁾	-28,3	-2%	-29,6	-2%
Dollar de Hong Kong ⁽¹⁾	-89,0	-7%	-70,6	-5%
Autres ⁽¹⁾	-5,6	0%	15,9	1%
Total	1 353,0	100%	1 356,9	100%

(1) Les montants négatifs correspondent à des positions prêteuses.

Ventilation des dettes financières par taux d'intérêt (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

	31/12/2019		31/12/2018 Retraité	
	En M€	En %	En M€	En %
Taux fixe	941,5	70%	979,3	72%
Taux variable	411,5	30%	377,6	28%
Total	1 353,0	100%	1 356,9	100%

4.15. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 109,4 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 92,4 millions d'euros au 31 décembre 2018. Il porte principalement sur un put d'une société en Europe, exerçable en 2029 et pour lequel la dette est calculée sur la base d'une estimation du montant actualisé du prix d'exercice contractuel.

L'augmentation de 17,0 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2019 intègre l'impact de l'actualisation des engagements de rachat de minoritaires et la comptabilisation d'un nouvel engagement.

4.16. Dettes locatives

Les dettes locatives liées aux contrats de location au 31 décembre 2019 se décomposent de la façon suivante :

En millions d'euros	31/12/2018 Retraité	Augmen- ta- tion	Charges d'intérêts	Rembour- sement ⁽¹⁾	Diminu- tions	Variation de périmètre	Reclas- sements	Conver- sion	Autres	31/12/2019
Dettes locative d'emplacements publicitaires > 12 mois	4 019,3	615,7		-10,7	-414,8	1,8	-859,0	62,3		3 414,6
Dettes locative de biens immobiliers > 12 mois	125,9	44,4			-6,8	2,0	-38,4	2,3		129,4
Dettes locative de véhicules > 12 mois	17,8	16,2		-8,8	-0,1		-6,0	0,1	0,2	19,5
Dettes locative d'autres biens > 12 mois	0,2	1,8					-1,2	0,0		0,8
Total dettes locatives - non courant	4 163,2	678,2	0,0	-19,5	-421,7	3,8	-904,6	64,7	0,2	3 564,3
Dettes locative d'emplacements publicitaires ≤ 12 mois	977,5	30,9	146,2	-1 033,9	-12,2	0,4	825,3	16,9		951,1
Dettes locative de biens immobiliers ≤ 12 mois	34,2	0,6	4,8	-41,1	-0,1	0,0	37,7	0,3		36,5
Dettes locative de véhicules ≤ 12 mois	11,1	0,0	0,8	-6,1	-0,2		5,9	0,1		11,6
Dettes locative d'autres biens ≤ 12 mois	0,0	0,1	0,1	-0,9	0,0		1,2	0,0		0,6
Intérêts courus sur dette locative ≤ 12 mois	0,0	0,0		-2,8	0,0		34,5	-0,1	0,8	32,5
Total dettes locatives - courant	1 022,9	31,6	152,0	-1 084,7	-12,5	0,4	904,6	17,3	0,8	1 032,3
Total dettes locatives	5 186,1	709,8	152,0	-1 104,2	-434,3	4,2	0,0	82,0	1,0	4 596,5

(1) Inclut le remboursement du principal pour -949,5 millions d'euros et le versement des intérêts pour -154,7 millions d'euros.

Echéance des dettes locatives :

En millions d'euros	31/12/2019			31/12/2018 Retraité		
	Paiements futurs non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes locatives	Paiements futurs non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes locatives
Échéance à moins d'un an	1 071,5	39,2	1 032,3	1 065,0	42,1	1 022,9
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	2 492,5	135,8	2 356,6	2 898,7	146,1	2 752,7
Échéance à plus de 5 ans	1 259,5	51,9	1 207,6	1 466,4	55,8	1 410,6
Total	4 823,5	226,9	4 596,5	5 430,1	244,0	5 186,1

4.17. Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers principalement à des fins de couverture contre le risque de change. L'utilisation de ces instruments financiers concerne principalement JCDecaux SA.

Instruments financiers de change

L'exposition du Groupe au risque de change provient principalement de son activité à l'étranger. Cependant, du fait de sa structure opérationnelle, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en matière de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et le montant des prestations ou achats intra-groupe est faible. De ce fait, la majeure partie du risque de change provient des effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le risque de change sur les flux provient principalement des opérations financières (refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères en application de la politique de centralisation de la trésorerie du Groupe). Le Groupe couvre ce risque en mettant en place principalement des swaps de change à court terme.

Ainsi au 31 décembre, les taux de change moyens des instruments financiers de change sont proches des taux de change de clôture.

Du fait de l'élimination en consolidation de ces prêts et emprunts intra-groupe, seule la valorisation des instruments financiers de couverture apparaît à l'actif ou au passif de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2019, les principales positions contractées par le Groupe sont les suivantes (positions nettes) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
<i>Achats à terme contre euro :</i>		
Dollar de Hong-Kong	56,7	39,1
Dirham des Emirats Arabes Unis	29,5	31,4
Rand sud-africain	13,7	0,0
Couronne norvégienne	13,2	11,9
Riyal saoudien	12,3	6,2
Autres	14,8	22,9
<i>Ventes à terme contre euro :</i>		
Dollar australien	193,8	185,1
Dollar américain	112,0	122,2
Livre sterling	34,9	34,0
Yen japonais	26,8	17,8
Shekel israélien	0,0	41,2
Rand sud-africain	0,0	17,1
Autres	17,0	30,9
<i>Achat à terme contre yuan chinois :</i>		
Dollar de Hong-Kong	31,8	31,0
<i>Achats à terme contre livre sterling :</i>		
Yuan chinois	14,7	3,2
Dollar américain	3,9	0,0
Dirham des Emirats	3,8	4,9
Dollar singapourien	1,2	0,0
Autres	2,3	0,4
<i>Vente à terme contre baht thaïlandais :</i>		
Dollar américain	10,1	0,0

Au 31 décembre 2019, la valeur de marché des instruments financiers de change s'élève à -2,2 millions d'euros contre 3,4 millions d'euros au 31 décembre 2018.

La part inefficace des couvertures de flux de trésorerie (« Cash Flow Hedge ») est nulle au 31 décembre 2019 comme au 31 décembre 2018.

4.18. Fournisseurs et autres crédateurs (passifs courants)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	537,2	539,4
Dettes fiscales et sociales	251,1	222,7
Produits constatés d'avance	91,8	86,9
Dettes sur acquisition d'immobilisations	8,8	15,1
Autres crédateurs	41,8	41,3
Total	930,7	905,4

Les dettes d'exploitation sont des dettes de maturité inférieure ou égale à un an.

La hausse au 31 décembre 2019 de 25,3 millions d'euros est principalement due aux variations de périmètre pour 19,4 millions d'euros et à l'effet de change pour 13,5 millions d'euros, en partie compensés par les flux liés à l'activité pour -5,5 millions d'euros et des reclassements pour -1,4 million d'euros.

4.19. Passifs d'impôt exigible nets (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Passifs d'impôt exigible	47,0	43,4
Créances d'impôt sur les sociétés	-35,9	-19,5
Total	11,1	23,9

La baisse de 12,8 millions d'euros des impôts exigibles nets est principalement due à l'augmentation des acomptes d'impôts sur les sociétés pour 16,4 millions d'euros, en lien avec l'amélioration des résultats et aux effets de périmètre.

4.20. Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019					
	Juste valeur par le résultat	Juste valeur par les autres éléments du résultat global	Couvertures de flux de trésorerie et NIH	Coût amorti	Total valeur nette comptable	Juste valeur
Instruments financiers dérivés (actif)	(1)	1,1	0,1		1,2	1,2
Autres actifs financiers	(2)		0,9	79,4	80,3	80,3
Clients et créances diverses (non courant)	(3)			5,5	5,5	5,5
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)			856,1	856,1	856,1
Trésorerie		136,0			136,0	136,0
Equivalents de trésorerie	(4)	13,9			13,9	13,9
Actifs financiers de trésorerie	(1)	83,5			83,5	83,5
Total des actifs financiers		234,4	1,0	0,0	941,0	1 176,4
Dettes financières	(5)			-1 348,8	-1 348,8	-1 370,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-109,4			-109,4	-109,4
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-3,3	-0,1		-3,3	-3,3
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)			-581,7	-581,7	-581,7
Autres créditeurs (non courant)	(3)			-19,8	-19,8	-19,8
Concours bancaires		-7,4			-7,4	-7,4
Total des passifs financiers		-120,1	-0,1	0,0	-1 950,2	-2 092,3

- (1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b) à l'exception de la trésorerie mise sous séquestre pour 38,3 millions d'euros, présentée en actifs financiers de trésorerie et pour laquelle la variation de la juste valeur se réfère à des prix cotés sur un marché actif (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur la juste valeur des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est le taux d'actualisation, établi à 0,4 % au 31 décembre 2019. Une diminution du taux d'actualisation de 40 points de base conduirait à une augmentation de 3,5 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.
- (3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les dettes locatives, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.
- (4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 4,6 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 9,3 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (5) L'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour les emprunts obligataires dont la juste valeur est évaluée à 771,9 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 598,8 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).

Comptes consolidés
Annexes aux comptes consolidés

31/12/2018 Retraité

En millions d'euros		Juste valeur par les autres éléments du résultat global			Couvertures de flux de trésorerie et NH	Coût amorti	Total valeur nette comptable	Juste valeur
		Juste valeur par le résultat	éléments du résultat global					
Instruments financiers dérivés (actif)	(1)	4,7	0,2			4,9	4,9	
Autres actifs financiers	(2)		0,5		105,1	105,6	105,6	
Clients et créances diverses (non courant)	(3)				5,6	5,6	5,6	
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)				872,1	872,1	872,1	
Trésorerie		97,8				97,8	97,8	
Equivalents de trésorerie	(4)	14,5				14,5	14,5	
Actifs financiers de trésorerie	(1)	81,2				81,2	81,2	
Total des actifs financiers		198,2	0,7	0,0	982,8	1 181,7	1 181,7	
Dettes financières	(5)				-1 352,5	-1 352,5	-1 368,0	
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-92,4				-92,4	-92,4	
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-1,4	-0,1			-1,5	-1,5	
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)				-586,8	-586,8	-586,8	
Autres créditeurs (non courant)	(3)				-12,3	-12,3	-12,3	
Concours bancaires		-24,3				-24,3	-24,3	
Total des passifs financiers		-118,1	-0,1	0,0	-1 951,6	-2 069,8	-2 085,3	

- (1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)) à l'exception de la trésorerie mise sous séquestre pour 36,5 millions d'euros, présentée en actifs financiers de trésorerie et pour laquelle la variation de la juste valeur se réfère à des prix cotés sur un marché actif (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur la juste valeur des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est le taux d'actualisation, établi à 1,5 % au 31 décembre 2018. Une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base conduirait à une augmentation de 4,4 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.
- (3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les dettes locatives, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.
- (4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 0,2 million d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 14,3 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (5) L'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour les emprunts obligataires dont la juste valeur est évaluée à 765,5 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 602,5 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).

5. COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 3 487,6 millions d'euros en 2019 comparativement à 3 181,4 millions d'euros en 2018, soit une hausse de 9,6 %.

Le chiffre d'affaires IFRS en 2019 se répartit sur les trois activités Mobilier urbain, Transport et Affichage pour respectivement 1 627,0 millions d'euros, 1 346,1 millions d'euros et 514,6 millions d'euros (contre 1 530,3 millions d'euros, 1 193,0 millions d'euros et 458,0 millions d'euros en 2018).

Le chiffre d'affaires IFRS publicitaire s'élève à 3 128,9 millions d'euros en 2019 (contre 2 861,2 millions d'euros en 2018) et le chiffre d'affaires IFRS non publicitaire s'est élevé à 358,7 millions d'euros en 2019 (contre 320,2 millions d'euros en 2018).

5.2. Charges d'exploitation nettes

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018 Retraité ⁽¹⁾
Baux et redevances core business ⁽²⁾	-497,9	-424,8
Autres charges d'exploitation nettes	-579,1	-562,2
Impôts et taxes	-7,5	-6,7
Frais de personnel	-688,9	-654,3
Coûts directs d'exploitation & Coûts commerciaux, généraux & administratifs ⁽³⁾	-1 773,5	-1 648,0
Dotations aux provisions nettes des reprises	29,7	14,2
Dotations aux amortissements nettes des reprises	-1 289,2	-1 156,7
Perte de valeur des goodwill	-10,0	-1,4
Pièces détachées maintenance	-40,5	-36,6
Autres produits opérationnels	83,4	36,6
Autres charges opérationnelles	-27,0	-39,7
Total	-3 027,2	-2 831,7

(1) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Y compris les redevances sur les contrats de service (contrats de mise à disposition d'emplacements publicitaire incluant des clauses de substitution substantielles) pour un montant de -61,8 millions d'euros en 2019.

(3) Dont -1 222,4 millions d'euros de « Coûts directs d'exploitation » et -551,2 millions d'euros de « Coûts commerciaux, généraux & administratifs » en 2019 (contre respectivement -1 127,0 millions d'euros et -521,0 millions d'euros en 2018).

Charges de location

En 2019, les charges de location se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	Baux et redevances Core Business	Loyers Non Core Business ⁽¹⁾
Charges variables	-389,0	0,0
Charges sur contrat court terme	-26,0	-5,8
Charges sur contrat de faible valeur	-21,1	-6,5
Total	-436,1	-12,3

(1) Compris dans le poste « Autres charges d'exploitation nettes ».

Les charges variables sont déterminées en fonction des conditions contractuelles : les loyers et redevances qui fluctuent en fonction du niveau de chiffre d'affaires sont considérés comme des charges variables.

La sensibilité des charges variables à la variation du chiffre d'affaires est la suivante :

Deux tests de sensibilité ont été réalisés sur les charges variables de location :

- Un premier test en augmentant de 1% le chiffre d'affaires des contrats concernés
- Un second test en réduisant de 1% le chiffre d'affaires des contrats concernés

Ces tests ont été menés sur les principaux contrats, représentant 66,9% des charges variables de location du Groupe.

Il en ressort les résultats suivants :

- Une augmentation de 1% du chiffre d'affaires sur ces contrats génère une augmentation de 4,5 millions d'euros / 1,7% des charges variables de location,

- Une diminution de 1% du chiffre d'affaires sur ces contrats génère une réduction de 4,4 millions d'euros / 1,7% des charges variables de location.

En 2018, les charges de location se décomposaient de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	Baux et redevances Core Business	Loyers Non Core Business ⁽¹⁾
Charges variables	-380,6	0,0
Charges sur contrat court terme	-24,7	-6,2
Charges sur contrat de faible valeur	-19,6	-6,9
Total	-424,8	-13,1

(1) Compris dans le poste « Autres charges d'exploitation nettes ».

Autres charges d'exploitation nettes

Ce poste comprend cinq grandes catégories de coûts :

- les coûts de sous-traitance pour certaines activités de maintenance ;
- les coûts des prestations de services et des matériels relatifs à l'exploitation ;
- les honoraires et frais de fonctionnement, hors frais de personnel, des différents services du Groupe ;
- les frais de timbres et taxes publicitaires ;
- les loyers Non Core Business sur contrats de courte durée et de faible valeur.

Les charges de loyers Non Core Business, d'un montant de 12,3 millions d'euros en 2019 sont des charges fixes et sont détaillées dans le paragraphe ci-dessus.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement non capitalisés sont inclus dans les postes « Autres charges d'exploitation nettes » et « Frais de personnel » ; ils s'élèvent à 11,2 millions d'euros en 2019, contre 8,5 millions d'euros en 2018.

Impôts et taxes

Ce poste comprend les impôts et charges similaires autres que l'impôt sur les bénéfices. Les principaux impôts comptabilisés dans ce poste sont les impôts fonciers.

Frais de personnel

Ce poste comprend les salaires, charges sociales, paiements fondés sur des actions et avantages versés au personnel, y compris le personnel chargé de l'installation et de l'entretien du mobilier, les équipes de recherche et développement, la force de vente ainsi que le personnel administratif.

Ce poste prend également en compte les charges liées aux plans d'intéressement et de participation des salariés français ainsi que les charges de retraite.

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018
Rémunérations et avantages divers	-561,5	-531,4
Charges sociales	-127,2	-121,9
Paiements fondés sur des actions ⁽¹⁾	-0,2	-1,0
Total	-688,9	-654,3

(1) Dont -0,2 million d'euros réglés en actions en 2019 contre -1,0 million d'euros réglés en actions en 2018.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites en 2019 et en 2018.

Détail des plans de stock-options ⁽¹⁾ :

	Plan 2017	Plan 2016	Plan 2015	Plan 2014	Plan 2012
Date d'attribution	13/02/2017	17/02/2016	16/02/2015	17/02/2014	21/02/2012
Date de fin d'acquisition des droits	13/02/2020	17/02/2019	16/02/2018	17/02/2017	21/02/2015
Date d'expiration	13/02/2024	17/02/2023	16/02/2022	17/02/2021	21/02/2019
Nombre de bénéficiaires	188	270	173	237	215
Nombre d'options attribuées	344 108	866 903	546 304	780 392	1 144 734
Prix d'exercice d'origine avant ajustement ⁽²⁾	29,77 €	34,01 €	31,29 €	31,69 €	19,73 €
Prix d'exercice après ajustement ⁽²⁾	N/A	N/A	31,12 €	31,51 €	19,62 €
Repricing – Ajustement du nombre d'options ⁽²⁾	N/A	N/A	3 145	3 992	2 437
Nombre d'options en vie à la fin de période	321 295	787 012	471 634	563 964	0

(1) Le Groupe n'a pas accordé de plan de stock-option en 2013, ni en 2018 et 2019.

(2) Suite à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) lancée par JCDecaux SA en juin 2015 au prix unitaire de 40 euros, 12 500 000 actions ont été rachetées le 17 juillet 2015, puis annulées. En conséquence, le nombre d'options antérieurement attribuées et vivantes à la date de l'OPAS a été ajusté par un coefficient d'ajustement de 1,0056. Le prix d'exercice des options a également été ajusté de manière à ce que l'OPAS soit neutre sur les droits des bénéficiaires d'options.

L'ajustement lié à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) n'a eu aucun impact sur la charge IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ».

Variations du nombre de stock-options durant la période et prix d'exercice moyen par catégories d'options :

ANNEE	Prix de levée moyen		Prix d'exercice moyen		Prix de levée moyen	Prix d'exercice moyen
	2019		2018			
Nombre d'options en vie en début de période	2 298 008		31,47 €		2 497 308	30,98 €
- Options octroyées durant la période						
- Options annulées durant la période	43 689		31,41 €		53 397	32,33 €
- Options exercées durant la période	92 460	26,30 €	19,62 €		133 649	31,91 €
- Options venues à expiration durant la période	17 954		19,62 €		12 254	23,36 €
Nombre d'options en vie en fin de période	2 143 905		32,08 €		2 298 008	31,47 €
Nombre d'options exerçables en fin de période	2 143 905		32,08 €		2 187 249	31,65 €

Détail des hypothèses utilisées dans le modèle de Black & Scholes pour la valorisation de chacun des plans suivants :

Hypothèses	2017	2016	2015	2014	2012
- Prix du support à la date d'octroi	30,02 €	34,90 €	31,75 €	31,57 €	20,21 €
- Volatilité estimée	23,38 %	25,56 %	25,51 %	27,46 %	38,41 %
- Taux d'intérêt sans risques	-0,11 %	-0,24 %	-0,03 %	0,80 %	1,35 %
- Durée de vie estimée des options (années)	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
- Taux de turnover estimé	4,70 %	4,70 %	4,70 %	4,70 %	3,33 %
- Taux de distribution du dividende ⁽¹⁾	2,21 %	1,77 %	1,77 %	1,42 %	2,16 %
- Juste valeur des options ⁽²⁾	4,32 €	6,09 €	5,51 €	6,42 €	5,72 €

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg).

(2) Cette juste valeur unitaire ne tient pas compte de l'effet de « turnover ».

La durée de vie des options retenue est la période qui s'étend de leur date d'attribution à la date que le Management estime être la plus probable pour leur exercice.

Pour la valorisation des plans 2012 à 2017, le Groupe bénéficiant d'un historique plus important a pu affiner ses hypothèses de calcul de la volatilité. Ainsi, la première année de cotation, jugée anormale notamment au regard des fortes variations de cours inhérentes à l'introduction en bourse et à l'effet cumulé du 11 septembre 2001, n'a pas été retenue dans le calcul de la volatilité.

D'autre part, sur la base des comportements observés, le Groupe a considéré au moment de l'émission des plans que la durée moyenne d'exercice correspondait à 4,5 ans après la date d'émission des options.

Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

Les reprises nettes de provisions ont augmenté de 15,5 millions d'euros et les dotations aux amortissements nettes des reprises ont augmenté de 132,5 millions d'euros dont 68,5 millions d'euros aux dotations aux amortissements des droits d'utilisation et 64,0 millions d'euros aux dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les reprises nettes de provisions correspondent principalement en 2019 aux reprises de provisions pour démontage pour 23,7 millions d'euros.

Ce poste comprend en 2019 une dotation nette de -1,0 million d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont -2,0 millions d'euros de dotations nettes aux amortissements d'immobilisations corporelles et incorporelles et 1,0 million d'euros de reprises nettes aux provisions pour pertes à terminaison.

Ce poste comprend en 2018 une reprise nette de 9,0 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont 8,4 millions d'euros de reprises nettes aux amortissements d'immobilisations corporelles et 0,6 million d'euros de reprises nettes aux provisions pour pertes à terminaison.

Perte de valeur des goodwill

Au 31 décembre 2019, une perte de valeur des goodwill a été constatée pour un montant de -10,0 millions d'euros sur l'UGT Affichage Reste du Monde.

Au 31 décembre 2018, une perte de valeur des goodwill a été constatée pour un montant de -1,4 million d'euros sur une société en Amérique Latine.

Pièces détachées maintenance

Ce poste comprend le coût des pièces détachées de mobilier urbain utilisées dans le cadre des opérations de maintenance du réseau publicitaire, à l'exclusion des glaces de rechange et produits de nettoyage, ainsi que les pertes de valeur des stocks.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018 Retraité ⁽¹⁾
Plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre	4,3	3,5
Plus-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	11,8	21,6
Autres produits de gestion	4,2	10,7
Effet P&L suite à modification de contrats IFRS16 Non Core Business	0,0	0,0
Effet P&L suite à modification de contrats IFRS16 Core Business	63,1	0,8
Autres produits opérationnels	83,4	36,6
Moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre	-2,3	-7,8
Moins-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	-2,7	-1,3
Autres charges de gestion	-21,9	-30,6
Effet P&L suite à modification de contrats IFRS16 Non Core Business	-0,1	0,0
Effet P&L suite à modification de contrats IFRS16 Core Business	0,0	0,0
Autres charges opérationnelles	-27,0	-39,7
Total	56,4	-3,0

(1) Voir paragraphe 1.2 « Changement de méthodes comptables ».

En 2019, les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 4,3 millions d'euros sont relatives notamment à la liquidation d'une société en Europe pour 3,2 millions d'euros.

En 2018, les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 3,5 millions d'euros sont relatives notamment à l'impact de la liquidation d'une société en Europe pour 2,7 millions d'euros.

En 2019, les effets sur le compte de résultat liés à des modifications de contrats de location core business s'élèvent à 63,1 millions d'euros. Ils résultent notamment de la suppression du minimum garanti ou de la réduction de durées contractuelles.

En 2019, les moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre d'un montant de -2,3 millions d'euros concernent la liquidation d'une société au Royaume-Uni.

En 2018, les moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre d'un montant de -7,8 millions d'euros concernent principalement le versement d'une garantie en lien avec les acquisitions pour -7,0 millions d'euros.

En 2019, les autres charges de gestion d'un montant de -21,9 millions d'euros comprennent principalement des coûts de restructuration de -10,0 millions d'euros en lien notamment avec les acquisitions et liquidations.

En 2018, les autres charges de gestion d'un montant de -30,6 millions d'euros comprennent principalement des coûts d'acquisition pour -11,2 millions d'euros et des frais de restructuration pour -9,9 millions d'euros en lien notamment avec les acquisitions.

5.3. Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018
		Retraité
Charges d'intérêts sur loyers IFRS16	-152,0	-152,2
Produits d'intérêts	6,2	7,5
Charges d'intérêts	-17,5	-17,9
Intérêts financiers nets	-11,3	-10,4
Impact du coût amorti	-1,1	-1,2
Coût de l'endettement net	(1) -12,4	-11,6
Différences nettes de change et coûts des couvertures	-5,6	-4,4
Charges (nettes) d'actualisation	-16,6	-7,3
Coût des garanties bancaires	-1,8	-1,8
Dotations aux provisions pour risques financiers	-0,1	-0,2
Reprises de provisions pour risques financiers	0,1	0,1
Dotations nettes aux provisions financières	0,0	-0,1
Produits de cession d'actifs financiers	0,0	0,1
Charges de cession d'actifs financiers	0,0	-1,6
Résultat net de cession d'actifs financiers	0,0	-1,5
Autres	0,1	-0,2
Autres charges et produits financiers	(2) -23,9	-15,2
Résultat financier hors IFRS16	(3)=(1)+(2) -36,4	-26,9
Résultat financier	-188,4	-179,0
Total produits financiers	6,4	7,7
Total charges financières	-194,8	-186,7

La dégradation de 9,4 millions d'euros du résultat financier en 2019 provient principalement d'une augmentation des charges d'actualisation.

5.4. Impôts sur les bénéfices

Ventilation entre impôts différés et impôts courants

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018
		Retraité
Impôts courants	-87,6	-86,9
CVAE	-6,3	-5,7
Autres	-81,3	-81,2
Impôts différés	-4,5	29,1
CVAE	-4,5	29,1
Autres	-4,5	29,1
Total	-92,1	-57,8

Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 32,6 % en 2019 contre 33,5 % en 2018. Hors effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 31,3 % en 2019 contre 33,2% en 2018.

Nature des impôts différés

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018
		Retraité
Immobilisations corporelles et incorporelles et provisions pour pertes à terminaison	6,3	5,6
Reports déficitaires	-4,3	12,5
Provisions pour démontage	-0,2	1,0
Provisions pour retraites et avantages assimilés	-1,9	-0,6
Contrats de location IFRS16	-9,7	10,8
Autres	5,2	-0,3
Total	-4,5	29,1

Rationalisation de la charge d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018 Retraité
Résultat de l'ensemble consolidé	282,2	212,5
Charge d'impôt	-92,1	-57,8
Résultat avant impôt	374,2	270,3
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-102,0	-99,5
Perte de valeur des goodwill	10,0	1,4
Quote-part des dividendes imposables reçus des filiales	8,0	4,7
Autres produits non imposables	-45,8	-37,7
Autres charges non déductibles	71,4	73,4
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	315,8	212,6
Taux d'impôt pondéré du Groupe ⁽¹⁾	23,44%	22,35%
Impôt théorique	-74,0	-47,5
Impôts différés sur déficits non reconnus	-15,8	-22,4
Activation et consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	5,4	13,4
Autres impôts différés (différences temporaires et autres retraitements)	2,1	9,6
Crédits d'impôts	1,9	3,8
Retenue à la source	-5,0	-2,2
Taxe sur dividendes	-0,7	-1,2
Divers	0,2	-5,6
Impôt total calculé	-85,8	-52,2
CVAE nette	-6,3	-5,7
Impôt enregistré	-92,1	-57,8

(1) Taux moyens nationaux pondérés par le poids du résultat taxable.

5.5. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

En 2019 la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 18,9 millions d'euros contre 18,0 millions d'euros en 2018, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 83,1 millions d'euros en 2019 contre 81,5 millions d'euros en 2018. Une reprise de perte de valeur des coentreprises a été constatée en 2019 pour 8,7 millions d'euros.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées figurent au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 11 « Informations sur les entreprises associées ».

5.6. Effectifs

Au 31 décembre 2019, les effectifs du Groupe atteignent 12 076 personnes contre 11 833 personnes au 31 décembre 2018. Ces données n'incluent pas la quote-part des effectifs des coentreprises, de respectivement 1 129 personnes et 1 201 personnes au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

La répartition des effectifs sur les exercices 2019 et 2018 est la suivante :

	2019	2018
Technique	6 251	6 074
Vente et Marketing	2 936	2 918
Informatique et Administration	2 157	2 122
Relations contractants	548	545
Recherche et développement	184	174
Total	12 076	11 833

La répartition des effectifs des coentreprises sur les exercices 2019 et 2018 est la suivante :

	2019	2018
Technique	492	545
Vente et Marketing	370	373
Informatique et Administration	232	247
Relations contractants	35	36
Recherche et développement	0	0
Total	1 129	1 201

5.7. Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action (de base et dilué)

	2019	2018
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat de base par action	212 896 694	212 765 223
Nombre pondéré de stock-options potentiellement convertibles	2 167 020	2 357 804
Nombre pondéré de stock-options qui ne serait pas exercé au prix d'exercice ⁽¹⁾	-2 143 905	-2 314 076
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat dilué par action	212 918 809	212 808 951

(1) Ce nombre moyen correspond au nombre de stock-options qui ne serait pas exercé du fait d'un prix d'exercice attribué supérieur au prix de marché.

Le calcul du résultat de base par action reprend le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le calcul dilué prend en compte l'effet dilutif de la levée des stock-options.

5.8. Honoraires des commissaires aux comptes

En 2019, les montants des honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

En milliers d'euros	EY et Autres	KPMG Audit
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	2 252	2 113
JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾	806	738
Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾	1 447	1 375
Services autres que la certification des comptes (SACC) ⁽²⁾	277	137
JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾	56	29
Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾	221	108
Total	2 529	2 250

(1) Les entités contrôlées prises en compte sont les filiales intégrées globalement.

(2) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande de l'entité. Les services visés concernent des services entrant dans le champ des prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de commissariat aux comptes (rédaction d'attestations particulières, réalisation de procédures convenues, due diligence d'acquisition).

En 2018, les montants des honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

En milliers d'euros	EY et Autres	KPMG Audit
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	1 775	1 604
JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾	512	441
Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾	1 263	1 163
Services autres que la certification des comptes (SACC) ⁽²⁾	204	162
JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾	127	63
Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾	77	99
Total	1 979	1 766

(1) Les entités contrôlées prises en compte sont les filiales intégrées globalement.

(2) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande de l'entité. Les services visés concernent des services entrant dans le champ des prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de commissariat aux comptes (rédaction d'attestations particulières, réalisation de procédures convenues, due diligence d'acquisition).

6. COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

6.1. Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles d'un montant de 1 499,4 millions d'euros en 2019 comprennent :

- les flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, pour un montant total de 1 760,5 millions d'euros ;
- la variation du besoin en fonds de roulement de 6,2 millions d'euros ;
- et le paiement des intérêts sur loyers IFRS16 et des autres intérêts financiers nets pour respectivement -154,7 millions d'euros et -11,9 millions d'euros et le paiement de l'impôt pour -100,6 millions d'euros.

En 2018, les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles s'élevaient à 1 241,1 millions d'euros dont 1 568,6 millions d'euros de flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, -104,3 millions d'euros de variation du besoin en fonds de roulement, -149,5 millions d'euros de paiement des intérêts sur loyers IFRS 16, -20,6 millions d'euros de paiement des autres intérêts financiers nets et -53,1 millions d'euros de paiement de l'impôt.

6.2. Flux de trésorerie nets issus des investissements

Les flux de trésorerie nets issus des investissements d'un montant de -347,3 millions d'euros en 2019 comprennent :

- des décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant de -378,9 millions d'euros (dont -0,1 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations incorporelles et corporelles) ;
- des encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles pour 18,6 millions d'euros ;
- des décaissements sur acquisitions de titres de participation nets des encaissements et de la trésorerie acquise et cédée d'un montant total de -14,0 millions d'euros (dont 7,9 millions d'euros de trésorerie nette acquise et cédée). Ce montant inclut principalement la prise de contrôle du groupe PubliROUTE (Belgique). Le montant lié aux prises de contrôle représente -14,7 millions d'euros dont 7,9 millions d'euros de trésorerie nette acquise ;
- des cessions d'autres immobilisations financières nettes d'un montant total de 27,0 millions d'euros. Ce montant concerne principalement la libération du compte séquestre dans le cadre de la finalisation de l'acquisition du groupe PubliROUTE (Belgique).

En 2018, les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élevaient à -966,0 millions d'euros dont -272,1 millions d'euros de décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles nets des encaissements, -669,1 millions d'euros de décaissements sur acquisitions de titres de participation nets des encaissements et de la trésorerie acquise et cédée (dont 2,7 millions d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières et 7,7 millions d'euros de trésorerie nette acquise et cédée) et -24,8 millions d'euros d'acquisitions d'autres immobilisations financières nettes.

6.3. Flux de trésorerie nets issus du financement

Les flux de trésorerie nets issus du financement d'un montant de -1 082,8 millions d'euros en 2019 comprennent :

- des remboursements de dettes locatives pour -949,5 millions d'euros ;
- des flux nets sur les emprunts des sociétés contrôlées pour un montant de -3,9 millions d'euros ;
- des dividendes versés aux actionnaires de JCDecaux SA pour -123,4 millions d'euros et des dividendes versés par des sociétés contrôlées du Groupe à leurs actionnaires minoritaires pour un montant de -12,2 millions d'euros ;
- des acquisitions d'actifs financiers de trésorerie pour -1,1 million d'euros ;
- des encaissements sur cessions de titres de participation ne donnant pas le contrôle nets des décaissements pour 5,6 millions d'euros ;
- des augmentations de capitaux propres pour 2,2 millions d'euros ;
- des achats d'actions propres nets des ventes pour -0,5 million d'euros.

En 2018, les flux de trésorerie nets issus du financement s'élevaient à -895,8 millions d'euros, et concernaient les remboursements de dettes locatives pour -849,1 millions d'euros, le versement de dividendes pour -135,7 millions d'euros, les décaissements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle pour -15,3 millions d'euros, les cessions d'actifs financiers de trésorerie pour 199,0 millions d'euros, les flux nets sur les emprunts pour -98,7 millions d'euros et les augmentations de capitaux propres nettes des réductions pour 4,0 millions d'euros.

6.4. Réconciliation des flux de trésorerie avec la variation de la dette financière brute

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	Remboursement d'emprunts long terme	Augmentation d'emprunts long terme	Effet de change, variation de périmètre, impact de IFRS9 et variation des intérêts courus	31/12/2019
	Retraité				
Emprunts obligataires (coût amorti inclus)	1 045,6			0,1	1 045,7
Billet de trésorerie	220,0	-40,0			180,0
Emprunts auprès des établissements de crédit	46,7	-41,6	68,7	-0,1	73,7
Emprunts divers	35,4	-1,9	10,9	0,1	44,5
Intérêts courus	4,8			0,0	4,8
Dette brute	1 352,5	-83,5	79,6	0,2	1 348,8

6.5. Transactions sans effet de trésorerie

L'augmentation des droits d'utilisation et des dettes locatives liés aux contrats de location est de 709,7 millions d'euros en 2019.

Aucune transaction sans effet de trésorerie liée aux acquisitions de titres de participation n'a été constatée en 2019.

7. RISQUES FINANCIERS

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

7.1. Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques

Risque de liquidité et financement

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels (flux de trésorerie d'intérêts et remboursements contractuels) pour les passifs financiers et les instruments financiers :

En millions d'euros	valeur comptable	flux de trésorerie contractuels (*)	2020	2021	2022	2023	> 2023
Emprunts obligataires	1 048,1	1 080,0	307,5	7,5	7,5	757,5	0,0
NEU CP (Billets de trésorerie)	180,0	180,0	180,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux variable	67,9	70,4	68,5	0,5	1,4	0,0	0,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux fixe	3,4	3,5	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts et dettes financières divers	44,5	45,4	41,6	0,2	0,2	3,4	0,0
Intérêts courus	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours bancaires	7,4	7,4	7,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Total passifs financiers non dérivés	1 356,1	1 386,8	608,5	8,2	9,1	760,9	0,0
Couvertures de change	-2,2	-2,2	-2,4	0,2	0,0	0,0	0,0
Total instruments financiers (**)	-2,2	-2,2	-2,4	0,2	0,0	0,0	0,0

Dans le cas d'une dette revolving, la maturité indiquée est la maturité la plus proche.

(*) Dans les flux de trésorerie contractuels, les intérêts sont inclus dans chaque type d'emprunt.

(**) Un montant négatif correspond à un flux de trésorerie à payer.

Le Groupe génère des flux d'exploitation importants qui lui permettent d'autofinancer sa croissance interne. Le Groupe estime que les opportunités de croissance externe pourraient le conduire à augmenter temporairement cet endettement net.

La politique de financement du Groupe consiste à :

- centraliser ses financements au niveau de la maison mère JCDecaux SA. Le financement des filiales se fait donc, en priorité, sous forme de prêts accordés directement et indirectement par JCDecaux SA à ses filiales. Cependant, le Groupe peut être amené à mettre en place des financements externes dans certaines filiales, notamment (i) en fonction du contexte fiscal, monétaire et réglementaire ; (ii) dans le cas de filiales non détenues à 100 % par le Groupe ; (iii) pour des raisons historiques (financement mis en place avant intégration de la filiale dans le Groupe) ;
- disposer de sources de financements (i) diversifiées ; (ii) de durée cohérente avec la maturité de ses actifs ; (iii) flexibles, pour faire face au développement du Groupe et aux cycles d'investissement et d'activité ;
- disposer en permanence d'une réserve de liquidités notamment sous la forme de lignes de crédit confirmées ;
- minimiser le risque de renouvellement de ses financements, en étalant leurs échéances ;
- optimiser les marges de financement en renouvelant par anticipation des dettes proches de leur échéance ou en refinançant certains financements en cas de conditions de marché favorables ;
- optimiser le coût de dette nette, en recyclant au maximum la trésorerie excédentaire générée par les différentes entités du Groupe, en particulier en la remontant en priorité au niveau de JCDecaux SA sous forme de prêt ou de versement de dividendes.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 9 septembre 2019, et celle de Standard and Poor's du 5 septembre 2018), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Au 31 décembre 2019, la dette financière nette (hors dettes sur engagements de rachat de minoritaires) s'élève à 1125,0 millions d'euros contre 1 179,9 millions d'euros au 31 décembre 2018.

93 % des dettes financières du Groupe sont portées par JCDecaux SA lesquelles ont une maturité moyenne de 2,3 ans environ.

Au 31 décembre 2019, le Groupe dispose de 233,3 millions d'euros de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers de trésorerie (détaillés au paragraphe 4.10 « Trésorerie gérée ») et de 844,5 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées mais certaines imposent le respect d'un ratio en cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), calculé sur la base des comptes consolidés. La nature de ce ratio est détaillée au paragraphe 4.14 « Dette financière ».

Le Groupe dispose de liquidités dans des pays où les fonds ne peuvent pas être rapatriés immédiatement, principalement du fait de restrictions réglementaires. Néanmoins, dans la majorité des pays concernés, le Groupe perçoit régulièrement des dividendes des filiales, de plus, ces liquidités font l'objet d'un emploi local.

Risque de taux d'intérêt

De par son endettement, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux d'intérêts. Compte tenu de la forte corrélation qui existe entre le marché publicitaire et l'activité économique des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, la politique du Groupe est de se financer pour l'essentiel à taux variable sauf lorsqu'il est jugé que les taux d'intérêt sont particulièrement bas. La ventilation entre taux fixe et taux variable est détaillée au paragraphe 4.14 « Dette financière ».

Le tableau ci-après présente la répartition, par échéance de taux d'intérêt, des actifs et passifs financiers au 31 décembre 2019 :

En millions d'euros	31/12/2019			Total
	≤ 1an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
Dettes JCDecaux SA	-512,9	-750,0		-1 262,9
Autres dettes	-86,9	-3,2		-90,1
Concours bancaires	-7,4			-7,4
Passifs financiers (1)	-607,2	-753,2	0,0	-1 360,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	149,8			149,8
Actifs financiers de trésorerie	83,5			83,5
Autres Actifs financiers (hors investissements financiers)	79,4			79,4
Actifs financiers (2)	312,7	0,0	0,0	312,7
Position nette (3)=(1)+(2)	-294,5	-753,2	0,0	-1 047,7

Pour les actifs et passifs à taux fixe, l'échéance indiquée est celle de l'actif et du passif.

Pour les actifs et passifs à taux variable, les taux sont révisés tous les un, trois ou six mois, l'échéance est donc inférieure à un an quelles que soient les dates d'échéance de remboursement.

Au 31 décembre 2019, 70 % du total de la dette financière économique du Groupe, toutes devises confondues, est à taux fixe.

Risque de change

En 2019, le résultat net réalisé dans des devises autres que l'euro représente 64.3 % du résultat du Groupe.

En dépit de sa présence dans plus de 80 pays, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles.

En revanche, la monnaie de présentation du Groupe étant l'euro, les comptes du Groupe sont impactés par les effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le tableau ci-après présente, sur la base des données réelles 2019, l'exposition du résultat consolidé et des réserves consolidées du Groupe à une variation de -10 % du taux de change des devises étrangères les plus représentées dans le Groupe, soit le yuan chinois, la livre sterling, le franc suisse, le dollar américain et le dollar australien :

	yuan chinois	livre sterling	franc suisse	dollar américain	dollar australien
Part des devises dans le résultat de l'ensemble consolidé	21,8%	5,0%	3,6%	0,5%	-3,8%
Impact sur le résultat consolidé ⁽¹⁾	-2,2%	-0,5%	-0,4%	-0,1%	-0,4%
Impact sur les réserves consolidées	-0,6%	-0,9%	-0,1%	0,8%	2,6%

(1) Le riyal saoudien a une part importante dans le résultat consolidé du Groupe, l'impact d'une variation de -10% du taux de change sur le résultat consolidé est de -1,4%.

Au 31 décembre 2019, le Groupe détient essentiellement des couvertures de change sur des opérations financières.

Dans le cadre de l'application de sa politique de centralisation des financements, le Groupe a mis en place principalement des swaps de change à court terme pour couvrir les opérations de prêts et emprunts intra-groupe. Le Groupe peut être amené à ne pas couvrir certaines positions induites par des prêts intra-groupe lorsque ces couvertures sont (i) trop onéreuses, (ii) non disponibles ou (iii) lorsque ces prêts sont de faible montant.

Au 31 décembre 2019, le Groupe considère que son résultat et sa situation financière ne devraient pas être affectés de façon significative par une variation des cours des devises.

Gestion de la trésorerie et actifs financiers de trésorerie

Au 31 décembre 2019 le Groupe dispose de 233,3 millions d'euros de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers de trésorerie, dont 149,8 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (dont 13,9 millions d'euros en équivalents de trésorerie), et 83,5 millions d'euros d'actifs financiers de trésorerie. 11,2 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie.

Gestion du capital et du ratio Dette nette/ Capitaux propres

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte externe en termes de gestion de son capital.

7.2. Risques induits par la gestion financière**Risque lié à l'utilisation d'instruments financiers de taux et de change**

Le Groupe n'utilise des instruments financiers que dans le cadre de la gestion de son risque de change.

Risque lié à la notation de crédit

JCDecaux SA est noté « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's, à la date de publication de ces Annexes, chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Les emprunts obligataires de 750,0 millions d'euros émis en juin 2016 et 300,0 millions d'euros émis en octobre 2018 comportent chacun une clause de changement de contrôle prévoyant la possibilité pour les porteurs de dette de demander le remboursement anticipé en cas de changement de contrôle accompagné d'une dégradation de la notation financière en catégorie spéculative ou d'un retrait du rating. Les autres sources principales de financement du Groupe (financements levés par la maison mère) ainsi que les contrats de ses principales opérations de couverture ne sont pas sujets à annulation anticipée en cas de dégradation de la notation du Groupe.

Risque de contrepartie bancaire

Le risque de contrepartie du Groupe est lié au placement des excédents de trésorerie du Groupe auprès des banques et aux opérations financières réalisées principalement par JCDecaux SA (via ses lignes de crédit confirmées non utilisées et les opérations de couverture). La politique du Groupe est de limiter ce risque (i) en centralisant autant que possible au niveau de JCDecaux SA la trésorerie disponible des filiales, (ii) en soumettant à autorisation préalable de la Direction Financière Groupe les ouvertures de compte bancaire (iii) en sélectionnant les banques chez lesquelles JCDecaux SA et ses filiales peuvent effectuer des dépôts (iv) et en suivant ce risque de contrepartie régulièrement.

Risque de contrepartie clients

Le risque de contrepartie sur les créances clients fait l'objet le cas échéant des provisions nécessaires. La valeur nette comptable des créances clients est détaillée au paragraphe 4.9 « Clients et autres débiteurs ». Le Groupe par ailleurs maintient une faible dépendance vis-à-vis d'un client en particulier, dans la mesure où aucun client ne représente plus de 2,8 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Risque sur titres et dépôts à terme

Pour rémunérer sa trésorerie excédentaire, le Groupe souscrit principalement des titres de placement court terme et effectue des dépôts à court terme. Les titres investis sont des titres monétaires. Ces instruments sont investis à court terme, portent rémunération sur la base d'une référence monétaire, sont liquides et n'induisent qu'un risque de contrepartie limité.

La politique du Groupe est de ne pas détenir d'actions ou de titres négociables, autres que les titres monétaires et ses propres actions. Par conséquent, le Groupe considère que le risque induit par les actions et titres négociables détenus est très faible.

8. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

8.1. Engagements sur titres et autres engagements

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Engagements donnés ⁽¹⁾		
Garanties de marché	551,7	482,6
Autres garanties	37,7	22,4
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	8,2	9,9
Engagements sur titres (options de vente accordées)	0,5	0,3
Total	598,1	515,2
Engagements reçus		
Avals, cautions et autres garanties	0,0	0,0
Engagements sur titres (options d'achat reçues)	5,5	5,3
Lignes de crédit	844,5	863,2
Total	850,0	868,5

(1) *Hors engagements de loyers sur les contrats signés non commencés et hors engagements sur les contrats de mise à disposition d'emplacements publicitaires avec droits de substitution substantiels.*

Les « garanties de marché » correspondent aux garanties émises principalement par JCDecaux SA et JCDecaux North America Inc. Ainsi, JCDecaux SA et JCDecaux North America Inc. garantissent directement, ou en contre-garantie de banques ou de compagnies d'assurance, la bonne exécution des contrats de leurs filiales.

Les « autres garanties » comprennent les avals, cautions et autres garanties telles que (i) les garanties pour le paiement de loyers, (ii) les garanties accordées par JCDecaux SA auprès de banques dans le cadre de lignes de crédit, (iii) d'autres engagements tels que des garanties de paiement données à des fournisseurs.

Les « nantissements, hypothèques et sûretés réelles » sont constitués principalement de montants de trésorerie donnée en garantie, ainsi que d'hypothèques sur des biens immobiliers en Allemagne.

Les « engagements sur titres » sont accordés et reçus principalement dans le cadre des opérations de croissance externe.

Par ailleurs, dans le cadre de certains contrats publicitaires, JCDecaux North America Inc., directement ou à travers ses filiales, et ses partenaires de coentreprises se sont accordés réciproquement des droits de vente (put) et d'achat (call) sur leurs participations respectives dans leurs sociétés communes.

Enfin, dans le cadre de conventions d'actionnaires, JCDecaux SA peut accorder, ou se voir accorder, des options d'achat (calls) en cas de non-respect de clauses contractuelles. Dans le cadre des partenariats signés, le Groupe et ses partenaires bénéficient de droits de préemption et parfois de droits d'emption, de droits de suite ou d'entraînement, que le Groupe ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus. Par ailleurs, le Groupe ne mentionne pas les engagements soumis à des conditions d'exercice qui limitent leur probabilité d'occurrence.

Les lignes de crédit sont constituées de la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA d'un montant de 825,0 millions d'euros, et de lignes de crédit confirmées accordées aux filiales pour 19,5 millions d'euros.

8.2. Engagements d'achats d'immobilisations

Le montant total des engagements d'achats d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élève à 441,4 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 418,6 millions d'euros au 31 décembre 2018.

8.3. Engagements sur les contrats de location signés non démarrés

Au 31 décembre 2019 les montants des engagements sur les contrats signés non démarrés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Total
Location d'emplacements publicitaires	156,6
Location de bien immobiliers	31,1
Location de véhicules	0,0
Location autres biens	0,0
Total	187,8

Ces engagements se transformeront en dettes IFRS 16 à la date de début de location.

8.4. Engagements sur les contrats de mise à disposition d'emplacements publicitaires avec droits de substitution substantiels

Dans les activités Mobilier Urbain et Transport certains contrats comportent un droit de substitution substantiel sur les emplacements publicitaires à la main du fournisseur. A ce titre ces contrats sont des contrats de service exclus du champ d'application d'IFRS16.

Le montant des engagements donnés sur ce type de contrats, et pour ceux démarrant après le 1^{er} janvier 2019, s'élève à 572,6 millions d'euros au 31 décembre 2019 (montants non inflatés et non actualisés).

9. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

9.1. Définitions

Sont considérées comme transactions avec les parties liées les quatre catégories suivantes :

- la part non éliminée, dans les comptes consolidés, des transactions réalisées avec les coentreprises et avec les entreprises associées ;
- les transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding ;
- les transactions réalisées avec les minoritaires influents ;
- les transactions réalisées avec une personne clé du management et avec des sociétés détenues par ces personnes clés et sur lesquelles elles exercent un contrôle.

9.2. Détail des transactions

En millions d'euros

	2019				2018 Retraité			
	Stés MEE ⁽¹⁾	Stés mères ⁽²⁾	Autres	Total	Stés MEE ⁽¹⁾	Stés mères ⁽²⁾	Autres	Total
État de situation financière								
Actifs								
Droits d'utilisation		0,4	36,8	37,2		0,8	41,1	41,9
Prêts et créances rattachées à des participations (*)	34,2			34,2	36,5			36,5
Autres créances	30,1	0,2	2,2	32,5	32,4	0,3	2,4	35,1
Total des Actifs	64,3	0,6	39,0	103,9	68,9	1,1	43,5	113,5
Passifs								
Dettes financières & Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾	39,3	111,1		150,4	29,4	94,0		123,4
Autres dettes	10,4	6,9	45,4	62,7	6,8	6,9	54,3	68,0
Total des Passifs	49,7	118,0	45,4	213,1	36,2	100,9	54,3	191,4
Compte de résultat								
Résultat d'exploitation								
Produits	50,6	0,1	2,9	53,6	49,9	0,1	3,7	53,7
Charges ⁽⁶⁾	-9,8	-5,8	-11,6	-27,2	-9,5	-5,8	-11,2	-26,5
Résultat d'exploitation	40,8	-5,7	-8,7	26,4	40,4	-5,7	-7,5	27,2
Résultat financier								
Produits	2,3			2,3	2,3			2,3
Charges ^{(4) (5)}	-0,4	-12,1	-1,2	-13,7	-0,7	-2,0	-1,8	-4,5
Résultat financier	1,9	-12,1	-1,2	-11,4	1,6	-2,0	-1,8	-2,2

(*) Y compris les intérêts courus.

(1) Part non éliminée des transactions réalisées avec les coentreprises et avec les entreprises associées.

(2) Transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding et transactions réalisées avec les minoritaires influents.

(3) Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires s'élève à 109,4 millions d'euros au 31 décembre 2019 et à 92,4 millions d'euros au 31 décembre 2018.

(4) Dont -12,0 millions d'euros en 2019 et -1,8 million d'euros en 2018 de charges nettes de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

(5) Dont -1,2 million d'euros en 2019 et -1,8 million d'euros en 2018 de charges d'intérêts sur loyers IFRS16 avec les parties liées.

(6) Dont -10,3 millions d'euros en 2019 et -9,9 millions d'euros en 2018 de dotations aux amortissements des droits d'utilisation avec les parties liées.

Les engagements hors bilan de loyers avec les parties liées sont dorénavant, en application d'IFRS16, au passif de l'état de situation financière pour leur valeur actualisée. Cette dette locative avec les parties liées est incluse dans la ligne « Autres dettes » du tableau ci-dessus et représente 44,6 millions d'euros au 31 décembre 2019, contre 50,2 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2019, les engagements donnés de garantie de marché avec les entreprises associées s'élèvent à 23,1 millions d'euros.

9.3. Rémunérations des dirigeants

Les montants des rémunérations des membres du Directoire dus au titre des exercices 2019 et 2018 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018
Avantages à court terme	7,9	7,6
Avantages en nature	0,3	0,3
Jetons de présence	0,0	0,0
Assurance-vie / Retraites spécifiques	0,1	0,1
Paiements en actions	0,0	0,0
Total (*)	8,3	8,0

(*) Les rémunérations perçues des entreprises associées sont exclues.

Par ailleurs, en cas de rupture de leur contrat de travail, deux membres du Directoire bénéficient d'une indemnité de non-concurrence susceptible de leur être versée, pendant une durée de deux ans, et correspondant à 33 % de leur salaire fixe et variable calculé sur la moyenne des douze derniers mois précédant la date de cessation des relations contractuelles.

Le montant des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisés au passif de l'état de situation financière s'élève à 4,5 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 3,5 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Le montant des jetons de présence dus aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2019 s'élève à 0,4 million d'euros.

10. INFORMATIONS SUR LES COENTREPRISES

Les informations ci-après relatives aux coentreprises sont données par activité en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités ».

10.1. Eléments du compte de résultat

10.1.1. Sur l'année 2019

10.1.1.1. Résultat net

Le résultat net en 2019 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2019 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net ⁽¹⁾	27,7	162,2	-17,8	172,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-13,6	-97,7	13,5	-97,7
Perte de valeur des coentreprises	5,0		3,7	8,7
Quote-part dans les résultats des coentreprises	19,1	64,5	-0,5	83,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.1.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2019 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2019 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires
Mobilier Urbain	126,3
Transport	587,1
Affichage	161,7
Total ⁽¹⁾	875,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-457,2
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-1,6
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires ajusté	416,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.1.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments de compte du résultat de l'exercice 2019 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dotations aux amort. & provisions nettes	-22,2	-103,8	-52,8
Coût de l'endettement net	-0,1	3,1	-16,7
Impôt sur les bénéfices	-7,6	-56,4	-1,0

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2. Sur l'année 2018 (Retraité)

10.1.2.1. Résultat net

Le résultat net retraits en 2018 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2018 retraits sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net Retraité ⁽¹⁾	32,1	150,7	-0,2	182,7
Impact de l'application du pourcentage de détention	-15,6	-86,0	0,5	-101,2
Perte de valeur des coentreprises				0,0
Quote-part dans les résultats des coentreprises	16,6	64,7	0,2	81,5

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2018 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2018 sont les suivants :

En millions d'euros	Chiffre d'affaires
Mobilier Urbain	116,2
Transport	616,4
Affichage	182,9
Total ⁽¹⁾	915,5
Impact de l'application du pourcentage de détention	-464,2
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-1,6
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires ajusté	449,7

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments du compte de résultat retraité de l'exercice 2018 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

En millions d'euros	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dotations aux amort. & provisions nettes	-18,4	-112,0	-52,1
Coût de l'endettement net	0,0	2,6	-16,8
Impôt sur les bénéfices	-5,2	-52,0	-4,4

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.2. Autres éléments du résultat global

10.2.1. Sur l'année 2019

Les autres éléments du résultat global en 2019 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2019 sont les suivants :

En millions d'euros	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	0,0	-0,6	-4,8	-5,4
Impact de l'application du pourcentage de détention	0,0	0,4	3,8	4,2
Ecarts de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	-1,1	-1,1
Ecarts de conversion sur goodwill & élimination des titres	0,1	0,6	6,2	6,9
Part des autres éléments du résultat global dans les coentreprise	0,1	0,4	4,1	4,6

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.2.2. Sur l'année 2018 (Retraité)

Les autres éléments du résultat global en 2018 (Retraité) des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2018 retraité sont les suivants :

En millions d'euros	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	2,1	1,5	4,7	8,3
Impact de l'application du pourcentage de détention	-1,0	-0,9	-3,6	-5,5
Ecarts de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	-0,3	-0,3
Ecarts de conversion sur goodwill & élimination des titres	0,3	-0,6	-6,3	-6,6
Part des autres éléments du résultat global dans les coentreprises	1,3	0,0	-5,5	-4,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3. Eléments de l'état de situation financière

10.3.1. Au 31 décembre 2019

10.3.1.1. Actif net

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2019 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2019 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actifs non courants	115,4	265,4	335,8	716,6
Actifs courants	102,9	361,3	53,1	517,3
Passifs non courants	-49,6	-130,4	-258,4	-438,4
Passifs courants	-106,0	-260,7	-211,8	-578,5
Actif net ⁽¹⁾	62,6	235,6	-81,3	216,9
Impact de l'application du pourcentage de détention	-29,2	-118,9	56,0	-92,1
Perte de valeur des coentreprises	-9,4		-9,1	-18,5
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	12,7	69,6	54,5	136,7
Plafonnement des situations nettes négatives			23,7	23,7
Titres mis en équivalence	36,8	186,3	43,8	266,8

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.1.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette financière nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2019 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nettes des découverts bancaires	-45,3	198,8	3,3
Dettes financières non courantes	-7,8	0,0	-68,7
Dettes financières courantes	-0,2	-2,6	-130,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.2. Au 31 décembre 2018 (Retraité)

10.3.2.1. Actif net Retraité

L'actif net ⁽¹⁾ retraité au 31 décembre 2018 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2018 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actifs non courants	127,8	303,5	373,0	804,2
Actifs courants	88,8	389,0	63,5	541,4
Passifs non courants	-55,2	-158,4	-296,9	-510,5
Passifs courants	-92,6	-313,8	-191,1	-597,4
Actif net ⁽¹⁾	68,9	220,4	-51,5	237,7
Impact de l'application du pourcentage de détention	-32,0	-105,9	33,0	-104,8
Perte de valeur des coentreprises	-14,4		-11,7	-26,1
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	12,6	69,0	48,3	129,9
Plafonnement des situations nettes négatives			22,9	22,9
Titres mis en équivalence	35,1	183,5	41,1	259,6

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.2.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette financière nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2018 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nettes des découverts bancaires	-23,2	221,6	18,0
Dettes financières non courantes	-5,1	0,0	-68,6
Dettes financières courantes	-0,2	-1,1	-128,2

(1) *Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.*

10.4. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2019 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	17,9	62,2	1,3

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2018 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	17,6	59,1	1,7

11. INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

11.1. Eléments du compte de résultat

Les éléments du compte de résultat caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018 Retraité
	APG SGA SA	APG SGA SA
Chiffre d'affaires	286,3	261,6
Résultat net ⁽¹⁾	35,0	37,0
Impact de l'application du pourcentage de détention	-24,5	-25,9
Perte de valeur des entreprises associées	0,0	0,0
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	10,5	11,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés à la quote-part dans les résultats des entreprises associées est de 8,4 millions d'euros en 2019 et de 6,9 millions d'euros en 2018 (Retraité).

11.2. Eléments de l'état de situation financière

Les éléments de la situation nette ⁽¹⁾ caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018 Retraité
	APG SGA SA	APG SGA SA
Actif	385,2	393,6
Passif	-270,6	-284,3
Situation nette	114,6	109,3
Impact de l'application du pourcentage de détention	-80,2	-76,5
Perte de valeur des entreprises associées	0,0	0,0
Goodwill	82,9	82,9
Titres mis en équivalence des entreprises associées	117,3	115,7

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés dans les titres mis en équivalence des entreprises associées de l'état de situation financière est de 68,2 millions d'euros et de 68,3 millions d'euros au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 (Retraité).

La valorisation à 30 % de APG|SGA SA au cours de bourse du 30 décembre 2019 s'élève à 235,5 millions d'euros.

11.3. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des entreprises associées se décompose comme suit sur les exercices 2019 et 2018 :

<i>En millions d'euros</i>	2019			2018		
	APG SGA SA	Autres sociétés	Total	APG SGA SA	Autres sociétés	Total
Dividendes reçus	15,6	8,6	24,2	19,4	5,7	25,1

12. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

12.1. Identité de la société mère

Au 31 décembre 2019, JCDecaux SA est détenue à 64,67 % par la société JCDecaux Holding.

12.2. Liste des sociétés consolidées

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
MOBILIER URBAIN					
JCDecaux SA		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FRANCE	(1)	France	100,00	Glob.	100,00
SOPACT		France	100,00	Glob.	100,00
SOMUPI		France	66,00	Glob.	66,00
JCDecaux ASIE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EUROPE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AMERIQUES HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
CYCLOCITY		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AFRIQUE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOLLORE HOLDING		France	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux FRANCE HOLDING	(23)	France	100,00	Glob.	100,00
MEDIA KIOSK		France	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PUBLICITE EXTERIEURE		France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE FERMIERE DES COLONNES MORRIS	(3)	France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE INFORMATION COMMUNICATION MOBILITE - SICM	(3)	France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MOBILITE AIX-MARSEILLE	(3)	France	100,00	Glob.	100,00
WALL GmbH	(1)	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
DSM DECAUX GmbH		Allemagne	50,00	Equiv.*	50,00
STADTREKLAME NÜRNBERG GmbH		Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
DIE DRAUSSENWERBER GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
SKY HIGH TG GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
REMSCHIEDER GESELLSCHAFT FÜR STADTVERKEHRSANLAGEN GbR.		Allemagne	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ARGENTINA S.A.		Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
A DBOOTH Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYCYCLE AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ARGE AUTOBAHNWERBUNG GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
DIGITAL OUT OF HOME OO GmbH		Autriche	33,50	Equiv.*	50,00
JCDecaux STADMOBILIAR AZ (anciennement JCDecaux AZERBAIJAN LLC)		Azerbaïdjan	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AZERBAIJAN LLC	(3)	Azerbaïdjan	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux STREET FURNITURE BELGIUM	(1)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MALLS		Belgique	73,36	Glob.	73,36
JCDecaux DO BRASIL LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SALVADOR MOBILIARIO URBANO LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LATAM SERVIÇOS DE MANAGEMENT LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CONCESSIONARIA A HORA DE SÃO PAULO LTDA	(1)	Brésil	100,00	Glob.	86,67
CEMUSA BRASILIA S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA AMAZONIA Ltda		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA RIO S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA SALVADOR MOBILIARIO URBANO LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00

Comptes consolidés
Annexes aux comptes consolidés

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
WALL SOFIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
OUTFRONT JCDecaux STREET FURNITURE CANADA, Ltd		Canada	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux COMUNICACION EXTERIOR CHILE S.A.	(1)	Chili	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PEARL&DEAN OUTDOOR ADVERTISING (CHINA) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING PRESS JCDecaux MEDIA ADVERTISING Co. Ltd		Chine	50,00	Equiv.*	50,00
NINGBO JCDecaux Pearl & Dean ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE HONG KONG Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
IMMENSE PRESTIGE	(2)	Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MACAU	(1)	Chine	80,00	Glob.	80,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS NACIONALES DE COLOMBIA SAS		Colombie	75,00	Glob.	75,00
LLEGA S.A.S.		Colombie	75,00	Glob.	100,00
JCDecaux KOREA Inc.		Corée du Sud	80,00	Glob.	80,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE COSTA RICA S.A.	(17)	Costa Rica	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux COTE d'IVOIRE		Côte d'Ivoire	50,00	Equiv.*	50,00
AFA JCDecaux A/S	(1)	Danemark	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux STREET FURNITURE FZ LLC		Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DXB MEDIA FZ LLC		Emirats Arabes Unis	75,00	Glob.	75,00
JCDecaux ECUADOR SA.		Equateur	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ESPANA SLU	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ATLANTIS SA		Espagne	85,00	Glob.	85,00
JCDecaux LATIN AMERICA INVESTMENTS HOLDING S.L.		Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION AMERICANA DE EQUIPAMIENTOS URBANOS SL.		Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO S.A.	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EESTI OU		Estonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW YORK, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SAN FRANCISCO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MALLSCAPE, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
OUTFRONT DECAUX STREET FURNITURE, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux NORTH AMERICA, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOSTON, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE GREATER BOSTON, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FINLAND Oy	(1)	Finlande	100,00	Glob.	100,00

Comptes consolidés

Annexes aux comptes consolidés

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux GABON		Gabon	40,00	Equiv.*	40,00
JCDecaux GUATEMALA, S.A.	(17)	Guatemala	76,16	Glob.	100,00
VBM VAROSBUTOR ES MEDIA Kft.		Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux HUNGARY Zrt	(1)	Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADVERTISING INDIA PVT Ltd	(1)	Inde	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ISRAEL Ltd		Israël	92,00	Glob.	92,00
MCDECAUX Inc.	(1)	Japon	85,00	Glob.	85,00
CYCLOCITY Inc.		Japon	100,00	Glob.	100,00
RTS DECAUX JSC		Kazakhstan	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux LATVIJA SIA		Lettonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LIETUVA UAB		Lituanie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LUXEMBOURG SA	(1)	Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux GROUP SERVICES SARL	(2)	Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MONGOLIA LLC		Mongolie	51,00	Glob.	51,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE MEXICO, S.A. DE C.V.		Mexique	100,00	Glob.	100,00
SERVICIOS DE COMERCIALIZACION DE PUBLICIDAD, S.A. DE C.V.		Mexique	100,00	Glob.	100,00
SERVICIO Y TECNOLOGIA ESPECIALIZADA, S.A. DE C.V.	(18)	Mexique	60,00	Glob.	100,00
MEDIOS DE PUBLICIDAD S.A. DE C.V.	(18)	Mexique	60,00	Glob.	100,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE LA PENINSULA, S.A. DE C.V.	(18)	Mexique	60,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME MEXICO SA de CV	(18)	Mexique	60,00	Glob.	60,00
ESCATO URBANO, S.A. DE C.V.	(18)	Mexique	60,00	Glob.	100,00
STOC SA DE CV	(18)	Mexique	60,00	Glob.	100,00
FMI Decaux Co., Ltd.		Myanmar	60,00	Glob.	60,00
JCDecaux OMAN	(1) & (5)	Oman	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UZ		Ouzbékistan	72,26	Glob.	72,26
JCDecaux PANAMA, S.A.	(1) & (17)	Panama	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux CENTRAL AMERICA HOLDING S.A.		Panama	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux Top Media SA	(17)	Panama	76,16	Glob.	76,16
JCDecaux TOP MEDIA CORPORATIVO, S.A	(3)	Panama	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux NEDERLAND BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PORTUGAL - MOBILIARIO URBANO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
PURBE PUBLICIDADE URBANA & GESTAO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
ELAN DECAUX W.L.L	(1)	Qatar	50,00	Equiv.*	49,00
JCDecaux DOMINICANA, SAS.		Rép. Dominicaine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MESTSKY MOBILIAR Spol Sro	(1)	Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
REN CAR MEDIA Spol Sro		Rép. Tchèque	46,90	Glob.	100,00
CLV CR Spol Sro		Rép. Tchèque	23,45	Equiv.*	50,00
JCDecaux UK Ltd	(1)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SMALL CELLS Ltd		Royaume-Uni	70,00	Glob.	70,00
IN FOCUS PUBLIC NETWORKS LIMITED		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
VIOOH LIMITED	(1)	Royaume-Uni	93,50	Glob.	93,50
JCDecaux EL SALVADOR, S.A. DE C.V.	(17)	Salvador	76,16	Glob.	100,00

Comptes consolidés

Annexes aux comptes consolidés

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SLOVAKIA Sro		Slovaquie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SVERIGE AB		Suède	100,00	Glob.	100,00
OUTDOOR AB		Suède	48,50	Equiv.*	48,50
JCDecaux SVERIGE FORSALJNINGSAKTIEBOLAG		Suède	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CORPORATE SERVICES GmbH		Suisse	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux URUGUAY	(6)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux URUGUAY SA		Uruguay	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OOH URUGUAY SA		Uruguay	100,00	Glob.	100,00
PUBLIBUS SA		Uruguay	100,00	Glob.	100,00
TRANSPORT					
MEDIA AEROPORTS DE PARIS		France	50,00	Equiv.*	50,00
METROBUS		France	33,00	Equiv.	33,00
JCDecaux SPG OUTDOOR ADVERTISING (PTY) LTD		Afrique du Sud	35,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ALGERIE SARL		Algérie	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux AIRPORT ALGER EURL		Algérie	80,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT CENTRE SARL		Algérie	49,00	Equiv.	49,00
MEDIA FRANKFURT GmbH		Allemagne	39,00	Equiv.*	39,00
JCDecaux AIRPORT MEDIA GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ATA SAUDI LLC		Arabie Saoudite	60,00	Glob.	60,00
BUSPAK ADVERTISING GROUP PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
GSP PRINT PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
INFOSCREEN AUSTRIA GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCD BAHRAIN SPC	(19)	Bahreïn	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA DO BRASIL LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MIDIA AEROPORTOS LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CAMEROUN		Cameroun	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux CHILE SA	(1)	Chili	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MOMENTUM SHANGHAI AIRPORT ADVERTISING Co. Ltd		Chine	35,00	Equiv.*	35,00
JCDecaux ADVERTISING (BEIJING) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING TOP RESULT METRO Advertising. Co. Ltd	(13)	Chine	90,00	Equiv.*	38,00
JCDecaux ADVERTISING (SHANGHAI) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
CHONGQING MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Glob.	60,00
CHENGDU MPI PUBLIC TRANSPORTATION Advertising. Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JINAN ZHONGGUAN XUNHUA PUBLIC TRANSPORT Advertising. Co. Ltd		Chine	30,00	Equiv.	30,00
SHANGHAI SHENTONG JCDecaux METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Equiv.*	51,00
NANJING METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADVERTISING CHONGQING Co., Ltd		Chine	80,00	Glob.	80,00
SUZHOU JCDecaux METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	80,00	Glob.	65,00
NANJING JCDecaux BUS ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00

Comptes consolidés

Annexes aux comptes consolidés

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
GUANGZHOU METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd		Chine	49,00	Equiv.*	49,00
GUANGZHOU JCDECAUX AEROTROPOLIS ADVERTISING Co.,Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
TIANJIN METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd	(13)	Chine	60,00	Equiv.*	60,00
VIOOH CHINA LIMITED (anciennement BEIJING JCDecaux PEARL & DEAN Advertising Co.,Ltd)	(3)	Chine	93,50	Glob.	100,00
JCDecaux PEARL & DEAN Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux INNOVATE Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PRODUCTION Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHINA HOLDING Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
TOP RESULT PROMOTION Ltd	(1)	Chine	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PARTNERS INTERNATIONAL Ltd	(1)	Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DIGITAL VISION (HK) Ltd.		Chine	100,00	Glob.	100,00
VIOOH (HK) LIMITED	(3)	Chine	93,50	Glob.	100,00
CNDECAUX AIRPORT MEDIA Co. Ltd		Chine	30,00	Equiv.	30,00
JCDecaux DICON FZCO		Emirats Arabes Unis	75,00	Glob.	75,00
JCDecaux ADVERTISING AND MEDIA LLC		Emirats Arabes Unis	80,00	Glob.	49,00
JCDecaux MIDDLE EAST FZ-LLC		Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME FZ-LLC (ABU DHABI)		Emirats Arabes Unis	55,00	Glob.	55,00
JCDecaux AIRPORT, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT LAWA, LLC		Etats-Unis	92,50	Glob.	92,50
MIAMI AIRPORT CONCESSION, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux AIRPORT CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
THE JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT HOUSTON AIRPORTS, LLC		Etats-Unis	99,00	Glob.	99,00
JCDecaux AIRPORT BOSTON, LLC		Etats-Unis	98,00	Glob.	98,00
JCDecaux AIRPORT SPONSORSHIPS, LLC	(25)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT DALLAS FORT WORTH, LLC		Etats-Unis	97,50	Glob.	97,50
IGPDECAUX Spa	(1) & (13)	Italie	60,00	Equiv.*	60,00
JCDecaux NORGE AS	(1)	Norvège	97,69	Glob.	100,00
AEROTOP, S.A.	(14) & (17)	Panama	76,16	Glob.	100,00
CITY BUS TOP, S.A.	(17)	Panama	60,93	Glob.	80,00
PUBLICIDAD AEROPUERTO DE TOCUMEN S.A.	(17)	Panama	76,16	Glob.	100,00
CIPRES S.A.	(3)	Paraguay	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PERU SAC	(1)	Pérou	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT POLSKA Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT PORTUGAL SA		Portugal	85,00	Glob.	85,00
RENCAR PRAHA AS		Rép. Tchèque	46,90	Glob.	70,00
JCDecaux AIRPORT UK Ltd	(2)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ASIA SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME ADVERTISING Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux THAILAND Co., Ltd		Thaïlande	98,00	Glob.	49,50
AFFICHAGE					
JCDecaux SOUTH AFRICA HOLDINGS (PROPRIETARY) LIMITED		Afrique du Sud	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SOUTH AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (PROPRIETARY) LIMITED		Afrique du Sud	49,00	Glob.	70,00

Comptes consolidés
Annexes aux comptes consolidés

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux SUB-SAHARAN AFRICA (Pty) Ltd	(22)	Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
MERAFE RAIL	(22)	Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
MERAFE OUTDOOR	(22)	Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
CORPCOM OUTDOOR	(22)	Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
SUBURBAN INDUSTRIAL SIGN DESIGN	(22)	Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
RENT A SIGN LEBOWA	(22)	Afrique du Sud	39,08	Equiv.*	50,00
JCDecaux SOUTH AFRICA (PTY) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
OUTDOOR Co (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
BDEYE DESIGNS (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
KCF INVESTMENTS (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
NEWSHELF1001 (Pty) Ltd (Lease Co)		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
SIYENZA GRAPHIC DESIGN AND SIGNAGE (PTY) LTD		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
INTER-AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (SOUTH AFRICA) (PTY) Ltd	(22)	Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux SUBSAHARAN AFRICA HOLDINGS (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
JINJA 3 OUTDOOR ADVERTISING PTY LTD	(3)	Afrique du Sud	21,00	Equiv.*	30,00
JCDecaux ANGOLA LIMITADA (anciennement JCDecaux ANGOLA LDA)	(22)	Angola	78,15	Glob.	100,00
URBANMEDIA ARGENTINA S.A.		Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ARGENTINA OOH S.A.		Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ANZ PTY Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA HOLDINGS PTY Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
APN OUTDOOR GROUP LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
APNO GROUP HOLDINGS PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
APNO FINANCE PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
APN OUTDOOR PTY LTD	(1)	Australie	100,00	Glob.	100,00
EASTCOTT INVESTMENTS PTY LTD	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
UNIVERSAL OUTDOOR PTY LTD	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
CODY LINK PTY LTD	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
TAXIMEDIA PTY LTD	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
VALTOFF PTY LTD	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
TOTAL CAB MEDIA PTY LTD	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
SOL AUSTRALIA PTY LTD	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
EVERFACT PTY LTD	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
EVERFACT UNIT TRUST	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
APN OUTDOOR (TRADING) PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
AUSTRALIAN POSTERS PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
THE AUSTRALASIAN ADVERTISING COMPANY PTY LTD	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00

Comptes consolidés

Annexes aux comptes consolidés

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
ADSPACE PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
IOM PTY LIMITED		Australie	100,00	Glob.	100,00
TMS OUTDOOR ADVERTISING PTY LTD	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
THE NETTLEFOLD OUTDOOR ADVERTISING UNIT TRUST	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
NETTLEFOLD ADVERTISING PTY LTD	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
NATIONAL OUTDOOR ADVERTISING PTY LTD	(2)	Australie	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA WERBEGESELLSCHAFT.mbh	(1)	Autriche	67,00	Glob.	67,00
PROGRESS AUSSENWERBUNG GmbH		Autriche	45,10	Glob.	51,00
PROGRESS WERBELAND WERBE GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
USP WERBEGESELLSCHAFT.mbh		Autriche	50,25	Glob.	75,00
JCDecaux CENTRAL EASTERN EUROPE GmbH		Autriche	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA SERVICE GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
ROLLING BOARD OBERÖSTERREICH WERBE GmbH		Autriche	25,13	Equiv.*	50,00
KULTURFORMAT		Autriche	67,00	Glob.	100,00
MEGA BOARD SORAVIA GmbH		Autriche	45,10	Glob.	51,00
ANKÜNDER GmbH		Autriche	22,31	Equiv.	33,30
JCDecaux BILLBOARD BELGIUM	(20)	Belgique	86,93	Glob.	100,00
JCDecaux ARTVERTISING BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
CS CONSULTING	(3) & (20)	Belgique	86,93	Glob.	86,93
PUBLICITE TOUSSAINT	(3) & (20)	Belgique	43,46	Equiv.*	50,00
PUBLIRROUTE	(3) & (20)	Belgique	86,93	Glob.	100,00
CITY BUSINESS MEDIA	(21)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOTSWANA (PTY) LIMITED	(22)	Botswana	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux GRANDES FORMATOS MEDIA EXTERIOR LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR Ltda		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BULGARIA HOLDING BV	(11)	Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux BULGARIA FOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
MARKANY LINE FOOD		Bulgarie	25,00	Equiv.*	50,00
EASY DOCK FOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
PRIME OUTDOOR FOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux IMAGE JSC		Bulgarie	25,00	Equiv.*	50,00
IOA HC INVESTMENTS URUGUAY COMPANY		Caimans, îles	100,00	Glob.	100,00
IOA PROLIX COMPANY		Caimans, îles	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux OOH CHILE S.A.		Chili	100,00	Glob.	100,00
POAD		Chine	49,00	Equiv.	49,00
CEE MEDIA HOLDING LIMITED		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
DROSFIELD ENTERPRISES LIMITED		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
OUTDOOR MEDIA SYSTEMS LIMITED		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
ELACORP LIMITED		Chypre	18,75	Equiv.*	25,00
TOP MEDIA COSTA RICA, S.A.	(16) & (17)	Costa Rica	76,16	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Doo		Croatie	45,10	Glob.	51,00
CLEAR CHANNEL ESPAÑA, S.L.U. y CEMUSA - CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO, S.A.		Espagne	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ESWATINI (PROPRIETARY) LIMITED (anciennement JCDecaux SWAZILAND (PTY) LTD)	(22)	Eswatini	78,15	Glob.	100,00

Comptes consolidés

Annexes aux comptes consolidés

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
INTERSTATE JCDecaux LLC		Etats-Unis	49,00	Equiv.*	49,00
TOP MEDIA GUATEMALA, S.A.	(17)	Guatemala	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux TOP MEDIA HONDURAS S.A.	(17)	Honduras	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux REUNION ISLAND	(22)	Réunion, île	62,72	Glob.	100,00
DAVID ALLEN HOLDINGS Ltd	(10)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN POSTER SITES Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
SOLAR HOLDINGS Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux IRELAND Ltd	(1)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
BRAVO OUTDOOR ADVERTISING Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LESOTHO (PTY) LTD	(22)	Lesotho	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux MADAGASCAR SA	(22)	Madagascar	62,52	Glob.	80,00
JCDecaux MEDIA Sdn Bhd	(2)	Malaisie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR ADVERTISING LTD	(22)	Malawi	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux (MAURITIUS) Ltd	(22)	Maurice	62,72	Glob.	80,25
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT COMPANY (MAURITIUS) Ltd	(22)	Maurice	78,15	Glob.	100,00
VENDOR PUBLICIDAD EXTERIORS DE R.L. DE C.V.	(18)	Mexique	60,00	Glob.	100,00
CORPORACION DE MEDIOS INTEGRALES, S.A. DE C.V.	(18)	Mexique	60,00	Glob.	100,00
PUBLITOP DE OCCIDENTE, S.A. DE C.V.	(18)	Mexique	60,00	Glob.	100,00
PUBLITOP, S.A. DE C.V.	(18)	Mexique	60,00	Glob.	100,00
JCDecaux MOZAMBIQUE LDA	(22)	Mozambique	55,88	Glob.	71,50
JCDecaux NAMIBIA OUTDOOR ADVERTISING (Pty) Limited	(22)	Namibie	78,15	Glob.	100,00
TOP MEDIA NICARAGUA, S.A.	(17)	Nicaragua	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux NIGERIA OUTDOOR ADVERTISING Ltd	(22)	Nigeria	54,71	Glob.	70,00
APN OUTDOOR HOLDINGS Ltd		Nouvelle-Zélande	100,00	Glob.	100,00
APN OUTDOOR Ltd	(1)	Nouvelle-Zélande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UGANDA OUTDOOR ADVERTISING LTD	(22)	Ouganda	78,15	Glob.	100,00
PUBLITOP DE PANAMA, S.A.	(15) & (17)	Panama	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux TOP MEDIA SERVICIOS DE PANAMA, S.A.	(17)	Panama	76,16	Glob.	100,00
TOP MEDIA PANAMA, S.A.	(17)	Panama	76,16	Glob.	100,00
PUBLITOP DE PANAMA, S.A. (anciennement PUBLITOP NORTE)	(17)	Panama	76,16	Glob.	100,00
OUTDOOR SYSTEMS AMERICAS NETHERLANDS NEWCO BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CARTELERA B.V.	(2)	Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEONLIGHT Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
GIGA BOARD POLSKA Sp zoo Poland		Pologne	67,00	Glob.	100,00
RED PORTUGUESA - PUBLICIDADE EXTERIOR SA		Portugal	96,38	Glob.	96,38
AUTEDOR - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda	(4)	Portugal	49,15	Glob.	51,00
RED LITORAL - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	72,29	Glob.	75,00
DISTRIBUIDORA DE VALLAS DOMINICANA, S.A.		Rép. Dominicaine	100,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Spol Sro		Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00

Comptes consolidés

Annexes aux comptes consolidés

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UNITED Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
ALLAM GROUP Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
EXCEL OUTDOOR MEDIA Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
RUSS OUT OF HOME BV (RUSS OUTDOOR)	(8)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
ADVANCE GROUP LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00
APR CITY/TVD LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
BIGBOARD LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
DISPLAY LLC		Russie	18,75	Equiv.*	25,00
EUROPEAN OUTDOOR COMPANY Inc.	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
EXPOMEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
FREGAT LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
HARDLINK SOLUTIONS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
WALL CIS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MEDIA SUPPORT SERVICES Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MERCURY OUTDOOR DISPLAY Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUT OF HOME GmbH	(7)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
NORTHERN OUTDOOR DISPLAYS Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OMS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR MARKETING LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR SYSTEMS LIMITED	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRIME SITE LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRIME SITE Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
REKART MEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
REKTIME LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS INDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUTDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUTDOOR MEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SCROPE TRADE & FINANCE SA	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SENROSE FINANCE LIMITED	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SOLVEX Ltd	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
TERMOTRANS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
UNITED OUTDOOR HOLDING Inc.	(9)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MERIDIAN LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00
RINGROADMEDIA LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00
VA LLC	(24)	Russie	24,98	Equiv.*	25,00
ADVERTTRACK LLC	(3)	Russie	12,75	Equiv.*	25,00
ADMETRIX LLC	(3)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
HIGHWAY ADVERTISING LLC	(3)	Russie	12,75	Equiv.*	25,00
TOP MEDIA EL SALVADOR, S.A. de C.V.	(17)	Salvador	76,16	Glob.	100,00
ISPA BRATISLAVA Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
PLAKA TIRANJE Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
SVETLOBNE VITRINE		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
MADISON Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
METROPOLIS MEDIA Doo (SLOVENIA)		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
APG SGA SA		Suisse	30,00	Equiv.	30,00

Comptes consolidés

Annexes aux comptes consolidés

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux TANZANIA LTD	(22)	Tanzanie	78,15	Glob.	100,00
BIGBOARD B.V.	(12)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD GROUP LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
ALTER-V LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
AUTO CAPITAL LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIG MEDIA LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD KHARKOV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD LLC (KIEV)		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD LVOV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD VY SHGOROD		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD ZAPOROZHIE		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BOMOND LLC		Ukraine	25,00	Equiv.*	50,00
MEDIA PARTNER - O		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
OUTDOORAUTO LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DNEPROPETROVSK		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DONBASS		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER GROUP LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER LLC (KIEV)		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER ODESSA		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
REKSVIT UKRAINE LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
UKRAIYINSKA REKLAMA LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ZAMBIA LTD	(22)	Zambie	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux ZIMBABWE (PVT) LTD	(22)	Zimbabwe	78,15	Glob.	100,00

- (1) Sociétés qui sont réparties sur deux ou trois activités pour les besoins d'information sectorielle, mais reprises ici sur leur activité historique.
- (2) Sociétés liquidées en 2019.
- (3) Sociétés consolidées en 2019.
- (4) Sociétés cédées en 2019.
- (5) Cette société est un établissement de JCDecaux Bahrain SPC.
- (6) Cette société est un établissement de JCDecaux France.
- (7) Société de droit autrichien opérant en Russie.
- (8) Société de droit néerlandais opérant en Russie.
- (9) Sociétés de droit des Iles Vierges Britanniques détenant des participations en Russie.
- (10) Société de droit britannique opérant en Irlande du Nord.
- (11) Société de droit néerlandais opérant en Bulgarie.
- (12) Société de droit néerlandais opérant en Ukraine.
- (13) Beijing Top Result Metro Advertising Co. Ltd (Chine), TIANJIN METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd (Chine) et IGPDECAUX Spa (Italie) sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence du fait du contrôle conjoint avec le partenaire du Groupe dans les pouvoirs de Direction.
- (14) L'entité Aerotop, S.A. (Panama) a été absorbée par Publicidad Aeropuerto de Tocumen S.A. (Panama) au 1^{er} janvier 2019.
- (15) L'entité Publitop de Panama, S.A. (Panama) a été absorbée par Publitop Norte (Panama) au 1^{er} janvier 2019. A l'issue de l'opération, l'entité absorbante est renommée Publitop de Panama, S.A.
- (16) L'entité Top Media Costa Rica, S.A. (Costa Rica) a été absorbée par Equipamientos Urbanos de Costa Rica S.A. (Costa Rica) en date du 6 février 2019.
- (17) Le 7 mars 2019, acquisition de 3,41 % des parts minoritaires de JCDecaux Top Media SA (Panama) par JCDecaux Central America Holding S.A. (Panama) portant ainsi le pourcentage d'intérêt financier de 72,75 % à 76,16 %, ce qui a pour effet d'augmenter le pourcentage d'intérêt des entités détenues par JCDecaux Top Media SA.

- (18) Le 20 mars 2019, cession sans perte de contrôle de 3,70% des parts détenues dans l'entité JCDecaux Out Of Home Mexico SA de CV (Mexique) par Corporacion Americana de Equipamientos Urbanos SL (Espagne) et Equipamientos Urbanos de Mexico, SA de CV (Mexique) entraînant une diminution du pourcentage d'intérêt et de contrôle de 63,70 % à 60 % et ayant pour effet de diminuer le pourcentage d'intérêt des entités détenues directement ou indirectement par JCDecaux Out Of Home Mexico SA de CV.
- (19) L'activité principale de la société JCD Bahrain SPC (Bahreïn) est désormais le Transport.
- (20) Le 9 juillet 2019, finalisation de l'acquisition du groupe belge PubliROUTE acquis en novembre 2018 avec apport d'actif de la société JCDecaux Billboard Belgium (Belgique) par JCDecaux Street Furniture Belgium (Belgique) et cession sans perte de contrôle de 13 % d'intérêt au partenaire. Le nouvel ensemble, sur lequel le Groupe a un pourcentage de contrôle et d'intérêt de 86,93 %, est consolidé en intégration globale.
- (21) L'activité principale de la société City Business Media (Belgique) est désormais le Billboard.
- (22) En septembre 2019, entrée au capital de JCDecaux South Africa Holdings (Proprietary) Limited (Afrique du Sud) dans l'entité JCDecaux Sub-Saharan Africa (Pty) Ltd (Afrique du Sud) à hauteur de 27,18% entraînant une augmentation du pourcentage d'intérêt de 70% à 78,15% et ayant pour effet l'augmentation du pourcentage de détention des entités détenues directement ou indirectement par JCDecaux Sub-Saharan Africa (Pty) Ltd.
- (23) L'entité JCDecaux FRANCE HOLDING (France) a été absorbée par JCDecaux SA (France) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019.
- (24) OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT LLC (Russie) a acquis 55% des parts minoritaires donnant le contrôle dans VA LLC (Russie) entraînant une augmentation du pourcentage d'intérêt de 11,25 % à 24,98 %.
- (25) Société déconsolidée en 2019.

Note :

Glob. = intégration globale

Equiv.* = mise en équivalence sous contrôle conjoint

Equiv. = mise en équivalence sous influence notable

* Le pourcentage de contrôle correspond à la quote-part de détention directe ou indirecte dans le capital des sociétés à l'exception des sociétés détenues par des sociétés en contrôle conjoint. Pour ces sociétés, le pourcentage de contrôle correspond au pourcentage de contrôle de sa détentrice.

Pour les sociétés contrôlées et les sociétés mises en équivalence qu'elles détiennent, le pourcentage de droit de vote est usuellement déterminé sur la base du pourcentage de contrôle, à l'exception de quelques sociétés en Chine où il est déterminé sur la représentation au sein des organes de gouvernance, les spécificités juridiques et réglementaires locales ne permettant pas de l'apprécier autrement, et de la Thaïlande où le pourcentage de droit de vote est de 98 %.

ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 4 mars 2020, le Conseil de Surveillance a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mai 2020 une distribution de dividende au titre de 2019, de 0,58 € par action.

Entre le 31 décembre 2019, date de clôture de l'exercice, et le 4 mars 2020, date d'approbation des comptes par le Conseil de Surveillance, est survenue la crise sanitaire du Covid-19.

Concernant le premier trimestre 2020, le Groupe anticipe une baisse du chiffre d'affaires organique ajusté autour de -10%, en dépit d'une tendance commerciale positive en Mobilier Urbain, reflétant l'impact très matériel de l'épidémie de Covid-19 et prenant en compte un comparable élevé au premier trimestre 2019 pour le segment Transport. En Asie-Pacifique, l'activité du Groupe a été significativement affectée depuis début février, avec une baisse très significative en Chine des passagers et commutants dans les aéroports et métros où le Groupe opère. Tous les mandants du Groupe en Chine reconnaissent pleinement la forte baisse d'activité qui impacte le secteur de la publicité et ont tous déjà exprimé leur intention d'accorder au Groupe des réductions de loyer. Compte tenu de l'ampleur de la perturbation liée au Covid-19, la marge opérationnelle devrait être négativement impactée en 2020, malgré la mise en place de mesures d'ajustement de la structure de coûts et sans remettre en cause la qualité et l'efficacité opérationnelles, pour en atténuer l'impact. Avec des mesures fortes et efficaces prises notamment par le gouvernement chinois, un rebond de la croissance économique pourrait ouvrir la voie à un redémarrage accompagné d'une reprise de la consommation et des investissements, une fois que l'épidémie sera sous contrôle.